

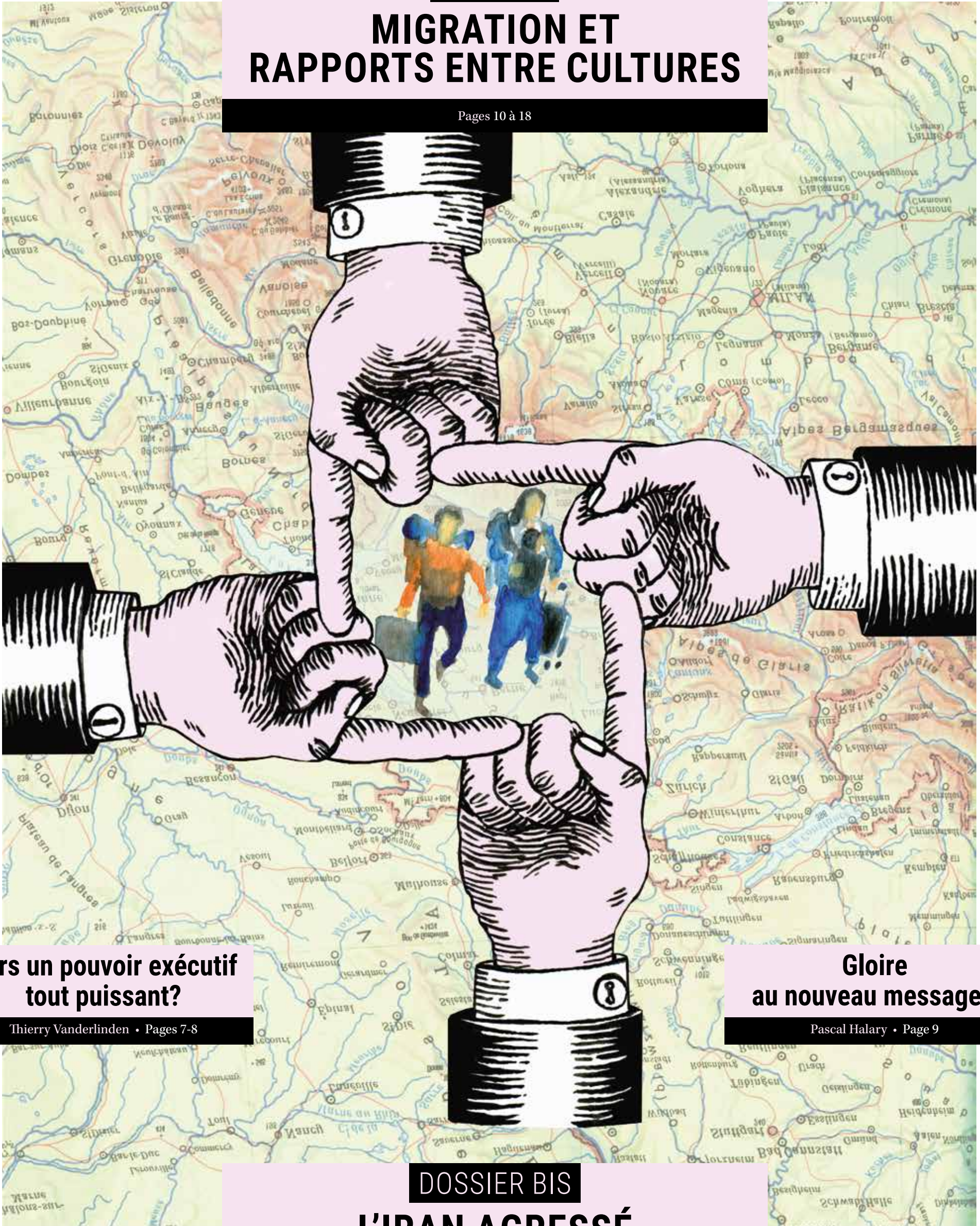
# Kairos

JOURNAL LIBRE ● INDÉPENDANT

DOSSIER

## MIGRATION ET RAPPORTS ENTRE CULTURES

Pages 10 à 18



**Vers un pouvoir exécutif  
tout puissant?**

Thierry Vanderlinden • Pages 7-8

**Gloire  
au nouveau messenger!**

Pascal Halary • Page 9

DOSSIER BIS

## L'IRAN AGRESSÉ

S. Kimo et Régis Chamagne • Pages 3-5

# SOMMAIRE

## Ne plus bêtement suivre...

Alexandre Penasse / Page 2

## DOSSIER BIS L'IRAN AGRESSÉ

Pages 3-5

**Iran : changement de paradigme géopolitique ?**  
Régis Chamagne / Page 3

**La guerre d'agression techno-fasciste contre l'Iran**  
S. Kimo / Pages 4-5

## Choc des civilisations : confrontations de valeurs (première partie)

Alain Adriaens / Pages 6-7

## Vers un pouvoir exécutif tout puissant ?

Thierry Vanderlinden / Pages 7-8

## Gloire au nouveau messenger !

Pascal Halary / Page 9

## DOSSIER MIGRATION ET RAPPORTS ENTRE CULTURES

Pages 10-18

### Migration et rapports entre cultures. Critiquer sans détruire.

Dossier coordonné par Daniel Zink / Page 10

### Qu'est-ce qu'un travailleur immigré ?

Page 11

### Lumières et vivre-ensemble ou déconstruction et atomisation ?

Pages 12-13

### Néocolonialisme et angélisme : deux entraves au dialogue des peuples

Pages 14-15

### Immigration et heurts socio-culturels

Pages 16-17

### Misère et criminalité. En particulier à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle en France et aux USA aujourd'hui

Paul Willems / Pages 17-18

## Big Mother veille sur vous (partie 4/5)

Kenny Cadinu / Page 19

## Syndrome de Trump

Virginie Belfiore / Page 20

## Fils de pub

Alain Adriaens / Page 20

## Nous redeviendrons presque tous paysans. Une question d'égalité.

Thomas Lauwers / Page 21

## Vu, lu, entendu

Pages 22-23

## Brèves

Page 24

# Ne plus bêtement suivre...

Les dernières années ont soulevé des questions qu'auparavant beaucoup ne se posaient pas avec autant d'acuité - ou ne se posaient pas du tout -, l'expérience totalitaire que fut l'événement Covid-19 ayant exacerbé leurs sens et leurs capacités à saisir le réel. La "résistance" que nous avons pu déceler en "temps de paix" s'est révélée n'être le plus souvent qu'une simple posture, laquelle, quand il fallut pour certains - la plupart - faire le choix entre obéir ou refuser les diktats des gouvernements, révéla le prisme conformiste de ces rebelles d'université armés de cure-dents. Ils baissèrent leur fausse garde dès qu'ils eurent devant eux ce dilemme : servir les *Standartenführer SS* ou rejoindre le rang de la résistance.

Rien de neuf. L'histoire se répète. Ces moments qu'on nous avait spécieusement présentés comme "accidents", le nazisme comme "modèle", objets de célébrations pour mieux - faire semblant de - les expier, les autorités politiques reprenant en chœur un illusoire "plus jamais ça", étaient l'objet d'une focalisation qui permettait de mieux préparer le programme totalitaire. Et sur fond d'histoire qui se répète, l'être humain reste profondément le même, capable du pire comme du meilleur.

Pourquoi tel voisin que je pensais conformiste a très vite perçu la supercherie et refusé d'obéir? Pourquoi tel autre, engagé dans diverses luttes politiques, s'est révélé un collaborateur zélé?

On sait que la résistance a toujours été un fait minoritaire, que suivre la masse est plus commode quand on a la certitude que les gouvernements encouragent et récompensent des comportements égoïstes, vicieux et contraires au bien commun et à une forme de contrat social. D'autant que silence et collaboration ont toutes les excuses avec eux : mon salaire, mon prêt, mes relations, ma réputation... Et puis il y a ceux, plus nombreux qu'on ne le pense, qui voient dans le totalitarisme une opportunité : de faire de l'argent, d'exprimer ses plus viles pulsions, ou les deux... C'étaient les mêmes dans l'Allemagne du III<sup>e</sup> Reich, l'Italie de Mussolini, l'Espagne de Franco, le Chili de Pinochet... Et ce type d'individu est toujours là, plus que jamais, prêt à dégainer son masque ou son gel hydroalcoolique, dénoncer à la Gestapo covidienne celui qui contreviendrait aux "bonnes" règles.

L'homme en période Covid-19 a été mis à l'épreuve des faits, et ce n'est certainement que dans ces moments totalitaires qu'il se révèle véritablement. Il est aisé d'être "résistant" quand il n'y a pas véritablement quelque chose contre quoi résister et pas beaucoup de risques de perdre quelque chose. Ces "alters", qui crient contre le vent, empochent les subsides publics en sachant fermer la gueule quand c'est nécessaire, sont des épouvantails pour le pouvoir, qu'ils servent et accompagnent. Leur fascisme s'exprime dans les arcanes de leurs turpitudes quotidiennes qu'on ne voit pas, comme lorsqu'ils refusent la candidature d'une illustratrice parce qu'elle a réalisé anonymement des dessins pour notre journal. De là à faire fusiller les têtes de proue de la résistance, il n'y a qu'un pas...

Mais voilà, on écrit, on tente de comprendre... et puis, un matin, on ouvre sa boîte à message, et on tombe sur ce courrier d'une "ex-journaliste repentie", qui en quelques mots, exprime tout ce que nous cherchons à comprendre. Et en quelques mots, donne de l'espoir.

Merci. Pour ce témoignage, et le courage que tu as eu de changer de lunettes...

"Bonjour Alexandre,

Nous nous sommes furtivement croisés il y a quelques années sur le terrain, lors d'une manifestation. Tu ne te souviens probablement pas de moi, comme moi je ne me souvenais plus de toi jusqu'à récemment. Ce jour-là, j'en étais à mes premiers jours de pige, je ne savais pas trop ce que je faisais, je n'avais pas le temps de réfléchir, la cadence de travail était infernale pour la débutante que j'étais.

Tu m'avais interrompue en pleine interview et interpellée sur les propos d'un collègue tout en me filmant. Je me souviens avoir été déstabilisée d'être prise à parti, questionnée, avec en plus, ce que je percevais être de l'agressivité et du dédain. Mon collègue cameraman m'a ensuite expliqué, sourire aux lèvres, qui tu étais. En rentrant à la rédaction, les collègues ont beaucoup ri de ce bizutage arrivé assez tôt dans mon parcours. J'ai compris qu'ils t'avaient déjà tous croisé. Et j'ai pris pour acquis ce qu'ils m'ont dit de toi : un journaliste indépendant, anticonformiste de l'extrême, hystérique, complotiste et anti-tout. J'ai probablement dû partager leur rire moqueur à l'époque, avant de passer à autre chose.

Le temps a fait son chemin, et quelques années plus tard, me voilà devant ta page à me rappeler de cet épisode. J'ai changé de paire de lunettes depuis... Ma vue s'est nettement améliorée.

Merci à la maternité qui a déclenché une révolution intérieure.

Par hasard, j'ai découvert l'univers (devenu) alternatif de l'accouchement à domicile. J'ai fini par donner naissance chez moi, seule, et ça a été un électrochoc. J'ai fait ce qu'on m'a toujours dit être impossible. J'ai compris combien l'accouchement à l'hôpital sert davantage les lobbies pharmaceutiques, médicaux et politiques que les parturientes et les nouveau-nés.

Et tu me vois venir : à partir de là, j'ai commencé à re-questionner tout ce que je croyais avoir compris.

Je n'ai jamais été fondamentalement contre tes positions, je ne les comprenais juste pas. Je n'avais même pas essayé de les comprendre. Mes collègues ne t'avaient donné aucun crédit, et j'ai bêtement suivi.

Aujourd'hui, je réalise, non sans honte, à quel point je n'ai été rien d'autre qu'une extension du gouvernement en 2020. Sophie Wilmès pourrait me remercier pour mes services de communication.

J'ai fait un tour sur ta page, je ne suis pas d'accord avec toutes tes positions, mais je comprends ta démarche. Je comprends ta colère. Et je salue ton travail.

Une ex-journaliste repentie,

Anti-conformiste et fière "

Alexandre Penasse

**Kairos** - Journal antiproductiviste pour une société décente  
Journal de réflexion, d'investigation et de changement, sans pub  
Périodique bimestriel / Paraît en février, avril, juin, septembre, novembre ISSN : 2294-0820  
Imprimé en France.  
Imprimerie Rotochampagne,  
2 rue des Frères Garnier  
F-52000 Chaumont

**Tirage** : ce numéro a été tiré à 4.000 exemplaires  
**Rotage** : Rotochampagne, Cambier  
**Editeur responsable**  
ASBL Kairos / Alexandre Penasse  
Rue des Bégonias, 32  
1170 Watermael-Boitsfort,  
Bruxelles - Belgique  
info@kairospresse.be  
www.kairospresse.be  
M. (00 32) 472/560 724

**Rédacteur en chef** : Alexandre Penasse  
(ap@kairospresse.be)  
**Secrétaire de rédaction** : Bernard Legros  
**Graphisme** : Studio Noir & Clair  
**Relecteurs** :  
Janine, Nadia, Alain, Amélie, Brigitte, Marie,  
Nathanaël.

**Chroniqueurs / Rédacteurs**  
Alexandre Penasse (A.P.), Bernard Legros (B.L.),  
David Tong (D.T.), Alain Adriaens (A. A.) François  
Massoulié (F.M.), Daniel Zink (D.Z.), Kenny Cadinu  
(K.C.), Kaarle Joonas Parikka (K.J.P.), Paul  
Willems (P.W.).  
**Ont contribué à ce numéro**  
Pascal Halary, Thomas Lauwers, Virginie Belfiore,  
Régis Chamagne, S. Kimo, Thierry Vanderlinden,  
Ralph Ghadban, hepo, Pierre Blanchaud.

**Les articles n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs, mais on ne les laissera jamais tomber !**  
**Illustrations** :  
Mickomix, Philippe Debongnie, Fred, Mystigris,  
Noir&Clair, Léandre.

Nos copains de la presse libre  
en Suisse et en France

**STP**  
LE PARIS DÉBRANCHÉ

**-Moins!**

**LA DÉCROISSANCE**  
Le journal de la joie de vivre

# Iran : changement de paradigme géopolitique ?

## PRÉALABLES À LA GUERRE DES 12 JOURS

Pour aider à comprendre ce qui se passe aujourd'hui en Iran, il est peut-être utile de remonter un peu dans le temps. Sans aller jusqu'à l'Empire perse qui culmina sous le règne de Darius 1<sup>er</sup> dit le Grand, au VI<sup>e</sup> siècle av. J.-C., et qui constitue les racines de la civilisation iranienne, on peut utilement s'intéresser à l'histoire récente, celle de la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle, au cours de laquelle se sont cristallisés les ressentiments actuels de part et d'autre. Mais avant cela, un élément utile à prendre en compte concerne les structures familiales et certaines données démographiques. D'après Emmanuel Todd, dans son livre *L'origine des systèmes familiaux*, la famille iranienne est majoritairement de type communautaire (égalitaire et autoritaire) ou nucléaire à co-résidence temporaire (égalitaire et libérale en transition vers la famille communautaire). Ainsi, les valeurs d'égalité et d'autorité structurent la société iranienne.

D'autre part, ces indices démographiques clé illustrent l'évolution de celle-ci : entre 1950 et 2026, l'indice de fécondité est passé de 7 enfants par femme à 1,7 ; la baisse ayant débuté à partir de 1985 ; l'espérance de vie est passée de 38,2 ans à 78,2 ans au cours de la même période ; le taux d'alphabétisation était de 36,52% en 1976, de 82,44% en 2005 et de 88,92% en 2023 ; 70% des diplômés universitaires en science, technologie, ingénierie et mathématiques sont des femmes, d'après un rapport de l'INRA de 2024.

Sur le plan historique, la situation géopolitique actuelle de l'Iran résulte d'une série d'événements : en 1951, nationalisation des ressources pétrolières de l'Iran par Mohammad Mossadegh ; en 1953, coup d'État de la CIA et du SIS, sous le nom d'Opération Ajax. Retour du Shah qui avait quitté le pays avant le coup d'État et mise en place d'un régime extrêmement violent et répressif à l'égard des opposants effectué par la SAVAK, nonobstant une politique de modernisation du pays, en particulier le droit de vote des femmes qui constitue un *casus belli* pour les ayatollahs ; en 1979, révolution islamique emmenée par l'ayatollah Khomeini qui instaure une nouvelle constitution, avec le poste de Guide suprême, en parallèle et au-dessus d'une république dont le président est élu tous les 4 ans au suffrage universel.

La révolution allait s'accompagner d'un événement traumatisant pour les États-Unis, quelques années à peine après leur retrait honteux du Vietnam. Des étudiants iraniens forcèrent l'entrée de l'ambassade des États-Unis à Téhéran et prirent 52 diplomates et civils en otage. Cette aventure allait durer 444 jours et coûter la vie à 8 soldats US lors du crash de leur hélicoptère à l'occasion d'une tentative manquée de libération des otages. Aujourd'hui encore, nombre de politiciens états-uniens n'ont toujours pas digéré cet épisode humiliant des relations entre les deux pays. Cela explique en partie les politiques successives des États-Unis à l'égard de l'Iran et leur obsession d'un changement de régime. On peut énumérer : la guerre Irak-Iran déclenchée avec le soutien états-unien. À cette occasion, Khomeini avait refusé de riposter symétriquement à l'utilisation d'armes chimiques par l'Irak ; les sanctions économiques contre l'Iran ; la manipulation des experts de l'AIEA pour localiser les lieux et les scientifiques impliqués dans le programme nucléaire civil iranien. Du reste, les rapports de l'AIEA ont toujours affirmé que l'Iran ne développait pas d'armes nucléaires, malgré les allégations répétées de Benjamin Netanyahu. En effet, Khomeini avait lancé une fatwa interdisant la production, le stockage et l'usage d'armes nucléaires au milieu des années 1990 et annoncée officiellement en 2003. Ali Khamenei avait renouvelé cette fatwa. En parallèle des relations Iran-USA, les relations Iran-Israël se sont construites autour d'un paradigme : primo, Israël voit dans

l'Iran le seul pays qui peut s'opposer à sa volonté d'hégémonie régionale ; de plus, l'Iran soutient résolument les mouvements de libération de la Palestine, tel le Hezbollah, ainsi que Ansarallah au Yémen.

## GUERRE DES 12 JOURS

En pleine période de négociations entre les États-Unis et l'Iran à propos du programme nucléaire iranien, Israël lançait une attaque surprise contre l'Iran, en ciblant des chefs militaires et des scientifiques iraniens. Après avoir encaissé le premier choc extrêmement bien préparé par Israël, l'Iran ripostait par une campagne massive de frappes ciblées à l'aide de drones et de missiles, ce qui avait semblé surprendre Israël. Pourtant, en 2024, à la suite du bombardement de l'ambassade d'Iran à Beyrouth, il y avait déjà eu un échange de frappes entre les deux pays au cours duquel des missiles hypersoniques iraniens avaient percé le « dôme de fer » israélien. Finalement, submergé par l'offensive iranienne, à la fois intelligente dans sa programmation et dévastatrice dans ses résultats, Israël suppliait les États-Unis de mettre fin à ce conflit. Ce fut fait par une pièce de théâtre négociée entre les États-Unis et l'Iran.

## LEÇONS TIRÉES DE LA GUERRE DES 12 JOURS

À l'issue de cette guerre, un certain nombre d'enseignements peuvent être tirés : l'attaque contre l'Iran a renforcé l'unité autour du pouvoir, ce que l'on observe toujours dans ce genre de situation ; le « dôme de fer » est une passoire. Il ne protège pas Israël. Cela a provoqué un exode de certains Israéliens et une modification de la société israélienne vers une baisse du niveau des services publics (enseignement, santé...) et un déplacement du centre de gravité politique vers l'extrémisme religieux ; le mythe de l'invincibilité d'Israël s'est effondré, ce qui bouleverse les relations diplomatiques régionales. Cela est accéléré par le bombardement des négociateurs du Hamas à Doha en septembre 2025 ; l'Iran doit combler ses faiblesses dans les domaines du contre-espionnage, de la défense aérienne et de la défense antiaérienne. Les coopérations militaires avec la Russie et la Chine se sont intensifiées depuis ; l'Iran possède des capacités offensives dévastatrices, d'autant qu'elle a annoncé avoir utilisé surtout ses drones et missiles les plus anciens et affirmé posséder des missiles hypersoniques ; les États-Unis et Israël sont dits indignes de confiance.

À partir de ces enseignements, l'Iran a annoncé la couleur. Il afficherait des lignes rouges non négociables et, en cas de nouvelle attaque, n'accepterait plus de cessez-le-feu provisoire. De plus, toutes les bases US de la région seraient ciblées, ainsi que tous les États apportant leur soutien à la coalition USA-Israël et le détroit d'Ormuz sera fermé. Ainsi, logiquement, au vu des enseignements de la guerre des 12 jours, la nouvelle attaque des États-Unis et Israël contre l'Iran constitue une faute stratégique impardonnable.

## GUERRE ACTUELLE ET SORTIES POSSIBLES OU PROBABLES

L'Iran s'était préparé, et au premier chef, Ali Khamenei lui-même. Alors que la guerre devenait quasiment certaine, il choisit de mourir en martyr en refusant de se réfugier dans un abri souterrain. Récemment, il avait évoqué plusieurs fois

al-Hussein, mort en martyr à la bataille de Kerbala en 680, qui était le fils d'Ali, cousin du prophète et créateur du chiisme. Le premier résultat, en dehors du fait qu'ils ont tué le dernier rempart au nucléaire militaire iranien, est une fatwa à tous les musulmans pour venger le martyr, ce qui pourrait rallier les chiites et les sunnites contre Israël et les États-Unis. Sur le plan militaire, nous assistons à la même logique que la guerre des 12 jours. L'Iran a épuisé les défenses israéliennes et états-uniennes grâce à son stock de vieux drones et missiles, mais cette fois en élargissant les frappes sur les bases états-uniennes du Golfe. Cela lui a permis de détruire les radars états-uniens de détection lointaine, ramenant le préavis de frappe sur Israël d'une demi-heure à une minute. À présent, l'Iran commence à utiliser ses missiles modernes, hypersoniques et multicibles. Sur le plan économique, la fermeture du détroit d'Ormuz provoque une crise économique majeure. Les conséquences actuelles sont diverses : un *crescendo* israélien qui frappe des cibles civiles telles qu'une usine de désalinisation, ce qui risque d'engendrer des réponses symétriques de la part de l'Iran, dramatiques pour les pays du Golfe ; des frappes sous faux drapeau israéliennes pour tenter d'impliquer d'autres pays ou groupes dans la guerre contre l'Iran. Cela n'a pas l'air de fonctionner pour le moment ; une aide russe et chinoise en matière de renseignement stratégique, à l'instar de ce que font les USA avec l'Ukraine ; un virage des monarchies du Golfe qui constatent qu'elles ne peuvent pas compter sur les États-Unis pour leur défense. À cet égard, les déclarations de Sergueï Lavrov, ainsi que le résultat des contacts entre Vladimir Poutine et les chefs d'État arabes sont prémonitoires d'un nouvel ordre régional qui exclura les États-Unis ; le redéploiement de systèmes THAAD de Corée du Sud à Israël qui amène la Corée du Sud à faire le même constat que les monarchies du Golfe. Quid des autres pays censés être sous le parapluie états-unien ? Le Japon, les pays de l'OTAN... Taïwan ?

Actuellement, les responsables états-uniens sont en train de s'apercevoir de leur faute stratégique et ils sont en panique, comme peuvent en témoigner les déclarations totalement hallucinantes, déconnectées du réel, des uns et des autres. Les États-Unis vont perdre sur le champ de bataille, quelles que soient les options militaires qu'ils envisageront. Cela marquera l'aboutissement du processus de changement de paradigme géopolitique entamé en 2007-2008 et cela pourrait inclure la fin de l'État d'Israël.

Dès lors une question angoissante reste en suspens : Israël, bête traquée, décidera-t-il d'utiliser l'arme nucléaire en dernier recours ? Netanyahu, entouré de fous furieux qui croient en la fin des temps et au retour du Messie dans un délire eschatologique, pourrait très bien le décider. Mais puisque la question de l'emploi de l'arme atomique entre dans l'équation, alors il faut également envisager l'entrée de la Russie et de la Chine dans cette même équation. Certes, la Russie et la Chine aident concrètement l'Iran sur le plan militaire, mais il s'agirait là d'une action officielle de nature diplomatique. À cet égard, il est probable que la Russie puisse avoir un préavis par le biais d'agents infiltrés au sein du Mossad.

Nous pouvons conclure synthétiquement que nous sommes peut-être à l'aube d'une troisième guerre mondiale dans le pire des cas, ou bien à la fin du processus de changement de paradigme géopolitique incluant la disparition de l'État d'Israël dans le meilleur des cas.

Régis Chamagne



## La guerre d'agression techno-fasciste contre l'Iran

Il y a quelques mois, face au martyr sans fin du peuple *palestinien*, nous avons évoqué le processus de palestini- sation du monde, c'est-à-dire l'utilisation, par les pouvoirs techno-fascistes, des outils algorithmiques pour contrô- ler, subjuguier, voire détruire les dirigeants et les peuples qui oseraient lui résister<sup>1</sup>. Voilà, nous y sommes. Depuis Gaza qui s'est déroulé sous le regard d'un monde sidéré et impuis- sant, l'impérialisme états-unien qui a soutenu à bras-le-corps le génocide commis par Israël, continue à se déchaîner. Au début de l'année, les États-Unis ont mené une opération com- mando sur Caracas, la capitale du Venezuela, pour kidnapper le président Nicolas Maduro et son épouse. La plupart des médias occidentaux ont souligné la prouesse militaire, sans trop s'appesantir sur le caractère illégal et criminel au regard du droit international, oubliant de mentionner la centaine de morts victimes de l'opération. Saisi par l'*hybris* du succès de cette « décapitation » éclair du gouvernement vénézuélien, et poussé dans le dos par son complice Netanyahu, lequel rêve à voix haute depuis des décennies de lancer une guerre

contre l'Iran, Trump a donc franchi une nouvelle frontière dans l'ignominie guerrière.

Le 27 février, le ministre des Affaires étrangères d'Oman, médiateur des négociations en cours entre Iraniens et Améri- cains avait fait état d'une avancée importante : Téhéran venait d'accepter de diluer son uranium enrichi et les vérifications de l'AIEA<sup>2</sup>. Quelques heures plus tard, au cœur de la nuit, les avions israéliens et américains lancent leur attaque de « déca- pitation » contre les dirigeants iraniens, à commencer par le Guide suprême Ali Khamenei, assassiné en même temps que son épouse, sa fille, son gendre, sa belle-fille et sa petite-fille par un déluge de bombes larguées sur sa résidence familiale. Par après, les Américains ont reconnu qu'ils ne négociaient que pour gagner du temps, le temps de concentrer leur armada dans leurs bases militaires du Golfe. En juin 2025, les Israéliens avaient usé du même procédé, en déclenchant leur attaque, alors que les négociations précédentes étaient sur le point d'aboutir. En droit international, une telle agression, soudaine

et non provoquée, a un nom : perfidie, et une qualification légale : crime de guerre<sup>3</sup>. Au regard de la décence ordinaire, c'est une ignominie. Autre crime de guerre, autre ignominie : dès le premier jour de cette agression, le massacre à double détente de 168 écolières d'une école de Minab, petite ville proche du détroit d'Ormuz. L'armée américaine, dont Trump et les médias de propagande vantent *ad nauseam* l'excel- lence technologique, a lancé un missile Tomahawk en plein centre de cette école de jeunes filles. Puis, une vingtaine de minutes plus tard, alors que les secours arrivaient et que les parents d'élèves affolés venaient rechercher leurs enfants, un deuxième Tomahawk a de nouveau frappé. Ce massacre illustre l'horreur du monde techno-fasciste que l'on a déjà vu à l'œuvre contre la population de Gaza, avec cet ignoble procédé de la double frappe utilisé maintes et maintes fois par l'armée israélienne. Comme à Gaza encore, l'horreur est amplifiée par le recours massif aux logiciels de repérage, contrôle et destruction dits automatisés. À cet égard, il convient de rele- ver les relations toujours plus étroites entre le Pentagone, le

complexe militaro-industriel et les géants de l'intelligence artificielle. Quelques jours à peine avant l'agression du 28 février, le dirigeant de la société Anthropic, qui développe l'IA Claude, avait marqué son opposition à ce que celle-ci serve d'outil de surveillance de masse ou à l'utilisation d'armes létales autonomes, sans contrôle humain, en étroite coordination avec Palantir. En cheville avec toutes les armées et services de renseignement occidentaux, leader mondial du secteur de l'IA militaire, Palantir est spécialiste de la *Kill Chain*, ou chaîne de mise à mort, depuis la collecte d'informations jusqu'à l'ordre donné à la machine de tuer. Le secrétaire d'État à la Guerre (sic) a aussitôt rompu le contrat pour en conclure un autre avec Open AI/ChatGPT, provoquant la démission de la directrice du programme robotique Caitlin Kalinowski. Le sursaut de conscience d'un cadre haut placé de cette technologie du *Meilleur des mondes* est assez rare pour être salué, surtout au sein d'une élite affairiste et corrompue. À titre d'exemple, Barron Trump, fils du président, aurait acheté pour 30 millions de dollars de pétrole deux jours avant l'attaque, laquelle provoqua aussitôt une hausse du prix du baril de 70 à 100 dollars. Au même moment, de nombreux politiciens ont acheté des paquets d'action des fabricants d'armes. Depuis, spéculateurs et profiteurs de guerre s'en donnent à cœur joie.

Le peuple iranien a la mémoire longue. Chaque écolier iranien sait qu'en 1953, le premier ministre démocratiquement élu Mohammad Mossadegh fut renversé par un coup d'État fomenté par la CIA et le MI6. Pourquoi ? Tout simplement parce que celui-ci, réformiste modéré, avait eu le tort de nationaliser l'industrie pétrolière. Américains et Britanniques comptèrent alors sur le Shah Reza Pahlavi, un autocrate à leur botte, pour reprendre la main et défendre leurs intérêts. La révolution populaire de 1979 fut avant tout un rejet de la politique répressive du Shah et de la Savak, sa police secrète tristement célèbre pour sa surveillance de masse, son recours systématique à la torture et à l'assassinat d'opposants. La prise d'assaut de l'ambassade des États-Unis par des étudiants iraniens constitue un épisode majeur de la révolution. La saisie des documents confidentiels qu'elle recelait apportera la preuve que celle-ci était bien un *nid d'espions* appuyant le Shah contre sa population. Peu après, en 1980, c'est avec les encouragements des États-Unis — ainsi que de la plupart des pays occidentaux et de l'URSS — que l'Irak de Saddam Hussein envahit un Iran que l'on pensait affaibli par la tourmente révolutionnaire. C'est en réalité le contraire qui se produira : connue en Iran sous le nom de *guerre imposée*, l'agression irakienne provoque un sursaut patriotique. C'est ainsi que des pilotes de chasse fidèles au Shah qui avaient fui le pays revinrent alors pour défendre la patrie en danger. Après 8 ans de combats meurtriers qui firent au total près d'un million de morts et furent marqués par de nombreuses atrocités, dont le recours à l'arme chimique par l'armée irakienne, cette guerre absurde se conclut par une paix sans vainqueurs entre deux pays saignés à blanc. En juillet 1988, un croiseur américain tire deux missiles et abat un avion de ligne iranien se rendant de Bandar Abbas à Dubaï, au-dessus du Golfe. Les 290 personnes à bord, dont 66 enfants, sont tuées. Si Washington n'a jamais reconnu sa responsabilité, il est clair pour les Iraniens que les Américains ont agi sciemment afin de montrer leur détermination à garder le contrôle du détroit d'Ormuz. Aujourd'hui, dans leur esprit, le parallélisme avec le massacre de Minab s'impose.

Si aujourd'hui, le régime de la république islamique est très impopulaire auprès d'une majorité d'Iraniens, elle conserve néanmoins un fort soutien, notamment auprès des classes populaires. Surtout, les mêmes causes produisant les mêmes effets, l'agression perfide des États-Unis et d'Israël a réveillé les échos de l'invasion irakienne de 1980 et contribué à resserrer les rangs de la population iranienne pour défendre la patrie face à l'impérialisme américain et au colonialisme israélien. La méconnaissance crasse de l'histoire iranienne de Trump et consorts risque de leur coûter cher. Face au passif des États-Unis non seulement en Iran, mais aussi dans toute la région — où l'on se souvient des conséquences désastreuses de l'invasion de 2003 pour le peuple irakien que la grande Amérique venait « libérer » des chaînes de la dictature de Saddam Hussein —, la volonté proclamée de libérer le peuple iranien de l'oppression du régime clérical ne convainc aucun

citoyen iranien en dehors de quelques cercles d'exilés. Quelle belle libération que celle qui a causé plus de 4.000 morts civils après trois semaines de bombardements intensifs ! Il faut dire que ces victimes « collatérales » sont largement ignorées par les médias occidentaux, lesquels préfèrent rapporter avec une complaisance malsaine l'« élimination » systématique des dirigeants iraniens.

Autant peut-on décider de déclencher une guerre, autant est-il impossible de décider, ni même de savoir quand elle finira. On peut toutefois faire d'ores et déjà quelques constats et hasarder un pronostic. En lançant leur attaque surprise de « décapitation », Américains et Israéliens ont clairement annoncé leur objectif de provoquer la chute du régime iranien. En administrant la preuve de leur perfidie (couteau dans le dos en pleines négociations) et de sa sauvagerie (massacre double de Minab, suivi du bombardement d'autres écoles, d'hôpitaux et de maintes autres infrastructures civiles), ils ont aussi brûlé leurs vassaux vis-à-vis des Iraniens : désormais, ceux-ci ne peuvent que refuser de négocier à nouveau avec des agresseurs dont l'expérience a démontré que la parole ne vaut rien. Le but annoncé est d'obtenir la fermeture des bases militaires américaines de l'ensemble de la région, à savoir de l'Arabie saoudite, du Bahrein, des Émirats Arabes Unis et du Qatar. Vaste programme impossible à réaliser au seul regard des forces militaires en présence. C'est pourquoi, outre l'envoi de missiles et de drones contre ces bases, ainsi que contre les infrastructures militaires israéliennes, l'Iran s'en prend au talon d'Achille du commerce international d'hydrocarbures : elle interdit le passage du détroit d'Ormuz aux tankers des États-Unis et de leurs alliés. Depuis des décennies, l'Iran avait prévenu qu'elle procéderait ainsi en cas d'attaque. Le plus étonnant est que les États-Unis font aujourd'hui mine de s'en étonner. Notons encore que pour ébranler le règne du pétrodollar, l'un des piliers de l'impérialisme américain, Téhéran a annoncé autoriser le passage aux tankers des pays neutres dont les contrats seraient libellés non pas en dollars mais en yuans.

La riposte iranienne dévoile, une fois de plus, l'hypocrisie et le cynisme des dirigeants occidentaux vassaux des États-Unis. Ainsi de Macron qui, le 8 mars, rend compte de son entretien téléphonique avec le président iranien Massoud Pezeshkian : « *J'ai souligné la nécessité que l'Iran cesse immédiatement ses frappes contre les pays de la région. L'Iran doit également garantir la liberté de navigation en mettant fin à la fermeture de fait du détroit d'Ormuz. Enfin, j'ai réitéré notre vive préoccupation face au développement des programmes nucléaire et balistique de l'Iran et face à l'ensemble de ses activités de déstabilisation dans la région, qui se trouvent à l'origine de la crise actuelle. Une solution diplomatique est plus que jamais nécessaire pour répondre à ces défis cruciaux, mettre fin à l'escalade et préserver la paix.* » Quelle admonestation aussi sévère que paternaliste ! Par contre, pas un mot pour dénoncer ni même mentionner l'agression et les massacres commis par les Américains et les Israéliens. Bien isolé au milieu de ces caniches méprisables que sont Macron, Merz et von der Leyen, le premier ministre espagnol Pedro Sanchez a sauvé l'honneur en appelant un chat un chat, à savoir que l'agression non provoquée contre l'Iran était illégale, illégitime, inefficace et dangereuse. Il s'est attiré aussitôt les foudres du satrape Trump, lequel intime à présent l'ordre à ses vassaux de l'aider à rétablir la circulation des pétroliers dans le détroit d'Ormuz. Il est peu probable qu'il parvienne à leur tordre le bras pour le seconder dans une entreprise qui semble vouée à l'échec. Il est probable au contraire que sa guerre d'agression, qui provoque une escalade régionale avec des attaques contre des installations pétrolières et gazières, a entraîné une hausse du prix de l'énergie laquelle engendre une crise économique de portée mondiale. Il est probable également que la poursuite du conflit au cours des semaines et des mois à venir déstabilise encore plus une région déjà meurtrie par des guerres sans fin, en Palestine, au Liban, en Syrie. En fin de compte, comme ce fut le cas au Vietnam, en Irak ou en Afghanistan, les États-Unis se retireront sans avoir atteint leurs objectifs proclamés. Au contraire, Trump a beau crier victoire, la guerre se retourne contre lui, car l'explosion du prix de l'essence engendre une crise économique et politique majeure aux États-Unis même.

Par contre, Israël, qui œuvre depuis longtemps à une destruction des États et à une balkanisation de tous les pays opposés à sa domination (Liban, Syrie, Irak, aujourd'hui l'Iran, voire demain la Turquie), pourrait partiellement et provisoirement atteindre son but de régner sur le Moyen-Orient en y semant la terreur et le chaos<sup>5</sup>. Mais sur le long terme, à force de nourrir la haine des populations qu'elle massacre, Israël finira par perdre un jour, et c'est la population israélienne qui risque alors de payer au prix fort la politique suicidaire menée par ses dirigeants techno-fascistes.

En Iran, en dépit de l'assassinat systématique de ses dirigeants civils et militaires, le régime actuel a de fortes chances de résister à l'ennemi ; s'il finit par être remplacé, ce sera non pas par une marionnette quelconque — Shah ou autre —, mais au contraire par un pouvoir nationaliste, peut-être décidé à doter le pays d'une arme nucléaire pour enfin dissuader Israël, seule puissance nucléaire de la région, de l'attaquer à nouveau. De manière tristement ironique, l'assassinat du Guide suprême Khamenei au premier jour de la guerre risque de rendre caduque sa *fatwa* contre une bombe atomique iranienne<sup>6</sup>. Et en fin de compte, ce seront les civils, iraniens, israéliens, palestiniens, libanais et autres qui une fois encore, comme toujours, souffriront des horreurs de la guerre. Face à l'agression du colonialisme israélien et de l'impérialisme américain menée avec la complicité de la majorité des dirigeants et des médias occidentaux, un devoir de solidarité avec le peuple iranien s'impose. Non à la « palestinisation » techno-fasciste du monde !

S. Kimo

Le 21 mars 2026.



1. « De quoi Gaza est-elle le nom ? Modernité, colonialisme et génocide », in *Kairos*, n° 70.

2. Rappelons que l'Iran avait déjà conclu en 2015 un accord global avec les 5 membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies et l'Allemagne visant à garantir le caractère exclusivement pacifique du programme nucléaire iranien. En échange de restrictions drastiques sur ses activités nucléaires (enrichissement, stocks, centrifugeuses), l'Iran aurait dû bénéficier de la levée des sanctions économiques internationales. Alors que cet accord était respecté par l'Iran, Trump le dénonce dès 2018 et relance la politique de sanctions.

3. Protocole additionnel I aux Conventions de Genève de 1977, art. 37

4. Selon une déclaration récente de l'ancien premier ministre israélien Naftali Bennett.

5. Aujourd'hui même, outre l'Iran, l'armée israélienne fait aussi régner la terreur dans les territoires palestiniens et au Liban, et même en Syrie, le tout dans une indifférence quasi générale des dirigeants et des médias occidentaux.

6. En plein débat sur l'éventualité d'envahir l'Iran avec des troupes au sol pour briser la résistance iranienne, l'ancienne députée travailliste Einat Wilf a rappelé qu'en 1945, le « régime japonais avait été renversé depuis les airs », fine allusion à Hiroshima et Nagasaki.

# Choc des civilisations : confrontations de valeurs

## (première partie)

« *Les grandes crises sont par nature matérielles et spirituelles.* »  
André Orléan

« *Dans toutes les sociétés occidentales, on assiste à de larges débats sur les valeurs.* »  
Hans Jonas

« *Le moment est venu pour la valeur [économique] de laisser la place aux valeurs.<sup>1</sup>* »  
Paul Jorion

C'est Gramsci qui l'a dit le plus clairement :  
« *L'hégémonie désigne la domination d'un groupe non seulement par la force, mais surtout par la culture, les valeurs et le consentement* ».

Aujourd'hui, au plan géopolitique, nous assistons clairement à un affrontement entre valeurs, voire entre civilisations différentes. En mettant de côté la Chine, éloignée géographiquement et actuellement pas trop menaçante pour l'Europe (sauf sur le plan commercial), on constate que trois grands ensembles, la Russie, l'Europe et les États-Unis, se partagent tout l'hémisphère nord, du Kamtchatka à l'Alaska. Chacune de ces zones développe des modes de vie pas vraiment semblables, car les valeurs qui animent les peuples sont dissemblables. En effet, les gouvernements qui influencent les peuples et qui veulent imposer leur hégémonie ont des conceptions du pouvoir et des manières de les traduire en civilisations fort différentes. Nous allons tenter de définir en quoi consistent ces civilisations qui sont parfois différentes et parfois convergentes.<sup>2</sup> On analysera ensuite comment les trois ensembles précités interagissent.

### LA RELIGION

La foi est évidemment un déterminant essentiel du comportement des peuples. Aux États-Unis, le fait religieux est inscrit dans la Constitution et sur tous les billets de banque américains, figure la « devise nationale » *In God we trust*.

Parmi les électeurs de Trump, les évangéliques tiennent une part importante. Ce mouvement issu du protestantisme a une importance croissante et, non contents d'envahir l'Afrique et l'Amérique du Sud, les télévangélistes et autres prosélytes prônent la transformation des États-Unis en une théocratie chrétienne autoritaire. On croirait vivre la réalisation de *La servante écarlate*<sup>3</sup>. Trump, malgré ses frasques, sexuelles et autres, continue à garder le soutien de la plupart des chrétiens évangéliques et affirme par exemple qu'il a échappé à l'attentat qui le visait par la « *grâce divine* ». Quant au vice-président J.-D. Vance, il s'est récemment converti au catholicisme. Les catholiques américains sont quand même près de 50 millions ! Cette stratégie électoraliste n'est guère appréciée par les autorités ecclésiastiques. Ainsi, le pape Léon XIV, d'origine américaine, prépare avec les cardinaux américains une stratégie d'opposition déterminée au trumpisme, ce que l'on peut qualifier de contre-hégémonie. L'Église catholique, qui tient un discours de paix, ne peut évidemment que lutter contre les pratiques d'un individu dépravé et « antipacifiste » qui mérite le Prix Nobel de la guerre.

Outre-Atlantique, une foi nouvelle est celle issue de la Silicon Valley. Les dirigeants et nombre de chercheurs y sacralisent les avancées du numérique, notamment l'intelligence artificielle. Pour éviter que l'on empêche, comme dit plus haut, leur expansion indéfinie et angoissante, ils imaginent prendre le contrôle de l'État, réduit à sa plus simple expression : armée, police, justice. Ce libertarisme forcené, accepté par nombre d'Américains, convaincus des bienfaits de la technocratie numérique, a permis de réaliser le début du « dégraissage » des administrations qui leur déplaisent. Un acteur central de cette opération de disruption fut un moment Elon Musk, qui dirigea le DOGE (Department of Government Efficiency) avant d'arrêter quand on réalisa que cette mise à mort d'administrations essentielles créait un désordre dangereux. Et c'est sans parler de Peter Thiel, richissime dirigeant de Palantir<sup>4</sup>, cette entreprise contestée. Thiel développe une théorie imaginaire de l'apocalypse<sup>5</sup>. Cette fantaisie ne l'empêche pas de subsidier largement les initiatives néoréactionnaires.<sup>6</sup>

En Belgique et en France, entre 30 et 40% de la population dit n'avoir plus aucune croyance religieuse et ceux qui prétendent appartenir à une religion ne pratiquent guère plus. Les églises sont de plus en plus vides. Cette sécularisation et le néolibéralisme capitaliste amènent une sanctification de l'autonomie individuelle. Cela provoque une déconstruction des identités collectives, la liquéfaction des liens sociaux. Les vies sentimentales sont de plus en plus syncopées. Beaucoup d'Européens sont malheureux, effrayés et déconcertés, car le monde vécu leur échappe et la modernité tardive s'avère invivable pour eux. L'extrême droite profite de la révolte engendrée par ce sentiment de solitude et par le scandale des inégalités croissantes. Elle s'appuie sur cette rébellion, d'autant plus, comme on le verra, que les deux empires qui prennent l'Europe en étau poussent tous deux au développement des idées réactionnaires.

Du côté russe, l'État a englouti l'Église orthodoxe. Soutien fervent de la guerre contre l'Ukraine et instrument diplomatique, le patriarche de Moscou, Kirill, ancien membre du KGB, est au service de Poutine. Il défend avant tout les « *valeurs traditionnelles* » : travail, patrie, famille. Acteur central de l'idéologie du « monde russe », son extrémisme politique fait qu'il est allé trop loin et est de plus en plus rejeté par le peuple des véritables croyants dans la vraie orthodoxie. Il relaie le discours officiel qui dit que l'Europe est en décadence, dépravée, avilie, tolérant tout ce qu'interdit le sens commun. Il entend par là l'avortement, le féminisme, l'homosexualité, l'idéologie de genre, le transgenrisme, le mariage de personnes du même sexe, la protection des minorités, l'enseignement des théories darwiniennes. L'extrémisme de Kirill s'exerce aussi à l'exté-

rieur. En traitant le patriarche de Constantinople<sup>7</sup> d'incarnation de Satan, le Patriarche de Moscou a transformé le début du schisme en escalade et laissé entrevoir sa volonté d'annexion d'autres Églises orthodoxes, dont évidemment celle d'Ukraine.<sup>8</sup>

### LA DÉMOCRATIE

Si l'on considère que le droit de vote n'est pas suffisant pour caractériser une démocratie, bien des pays qui prétendent être une démocratie n'en sont pas. « *Le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple* », devise prononcée par le président américain Abraham Lincoln en 1863, résume bien ce que devrait être une démocratie. À ce point de vue, en Russie, après 74 années de régime soviétique, même le vote libre n'est pas assuré. À chaque élection, Poutine l'emporte largement, comme s'il n'y avait pas d'opposants crédibles, le laissant seul candidat connu, ce qui lui garantit des succès incontestables auprès d'une population qui semble acquiescé à ses décisions. De plus, selon les observateurs internationaux, les élections ne respectent pas les standards démocratiques internationaux. La liberté de la presse est fortement restreinte et les libertés d'expression et de manifestation sont durement réprimées. La Douma (parlement) est dominée par le parti Russie Unie, ce qui limite un réel contre-pouvoir. On assiste à un durcissement de ces limitations depuis 2022 et le début de la guerre contre l'Ukraine. Cette détestation s'explique par le fait que l'Occident, reniant ses promesses, a étendu l'Otan toujours plus à l'Est, menaçant la sécurité de la Russie.

Les États-Unis se disaient démocratiques si l'on s'arrête à la définition réduite de la démocratie limitée au vote, mais l'élection de Trump a encore accru le pouvoir de l'exécutif aux dépens des assemblées, position unanime dans le clan MAGA, masse importante de fanatiques défendant des valeurs conservatrices. La volonté d'accroître le pouvoir de l'exécutif aux dépens des assemblées est unanime dans le clan MAGA, masse importante de fanatiques défendant des valeurs conservatrices. D'ailleurs, un des plus influents inspireurs de Trump, Curtis Yarvin, propose fermement de mettre en place un monarque<sup>9</sup> (voir « Les Lumières sombres » dans *Kairos* 73). Ce souverain tout puissant pourrait être une sorte de PDG gérant l'État comme une entreprise. Dans la galaxie trumpienne, la faction technocésariste<sup>10</sup> ou technofasciste propose ses techniques numériques pour contrôler le peuple à la manière chinoise (admiration par certains). Vu la baisse de popularité du président, certains républicains radicaux pensent à manipuler les élections de mi-mandat, voire à les supprimer.



Trump affirme que l'Europe est « méconnaissable » et « en déclin ». Ces jugements négatifs influencent la population et beaucoup d'Américains, surtout ceux faisant partie de la galaxie MAGA (Make America Great Again) en viennent à détester l'Europe<sup>11</sup>. Toutefois, le reproche majeur fait à l'Europe est d'édicter des réglementations empêchant les Gafam de jouir d'une liberté totale et d'ainsi d'accroître leurs profits. Mais ça c'est une autre histoire.

Les pays d'Europe tentent (et réussissent en général) de garder un vote impartial. Les tentatives de larges pans des populations d'introduire un vote non plus représentatif, mais participatif, ne réussissent guère. Les conférences citoyennes n'y ont aucun pouvoir délibératif, mais seulement consultatif. Les pays proches de la Russie (Hongrie, Slovaquie) développent, eux, des attitudes autoritaires qui les font appeler illibérales. Cependant, les démocraties de l'Union européenne, qui se disent toujours libérales, virent progressivement dans la même direction (censure, sanctions financières, guerre par le droit – lawfare – ou hors du droit, comme les sanctions administratives illégales prises envers Jacques Baud, etc.).

Kirill est un fervent propagateur de la conception selon laquelle l'Europe est en décadence, dépravée, avilie, tolérant tout ce qu'interdit le sens commun. Il rencontre un certain succès auprès des croyants orthodoxes.

## LA JUSTICE

En Europe, l'*Habeas corpus* (Angleterre, 1693 : pas d'emprisonnement sans jugement préalable) est soutenu largement, du moins dans les discours. Toutefois des exceptions sont prévues : États-Unis après le 11 septembre 2001, France après les attentats islamistes (garde à vue prolongée). En Russie, il apparaît souvent que dans les affaires politiques, la justice est souvent aux ordres de l'exécutif. Toutefois, ce fut également le cas en Europe de l'Ouest, où la justice a laissé certains gouvernements poursuivre et harceler des opposants à la politique covidiste, allant jusqu'à l'incarcération de certains d'entre eux, alors que l'*habeas corpus* est normalement toujours en vigueur.

Aux États-Unis, depuis 2025, la justice est souvent et durement critiquée par les dirigeants quand elle prend des décisions contraires à la volonté du roi Trump. La cour constitutionnelle, instance suprême, est politisée avec nomination des juges par l'exécutif partisan. Les illibéraux ont la même attitude. Par ailleurs, les actions brutales de la milice ICE sont, elles, très loin d'appliquer le principe d'interdiction d'emprisonnement sans jugement préalable.

En Russie, il est possible que certains procès visant des opposants aient une signification politique sans le déclarer. Avec la multiplication des lawfares en Occident, l'UE est néanmoins en mauvaise posture pour lui donner des leçons.

A suivre : dans une deuxième partie de ce texte, nous aborderons la géopolitique et les interactions entre les trois civilisations.

Alain Adriaens

- <https://www.pauljorion.com/blog/2026/02/12/individualisme-est-redoutable-pour-la-vie-en-democratie/>
- Samuel Huntington, *Le choc des civilisations*, Odile Jacobs, 1996.
- Margaret Atwood, *La servante écarlate*, Robert Laffont, 2017.
- Palantir est une entreprise, dirigée par Peter Thiel, qui fournit aux États, armées, services de renseignements et entreprises des logiciels d'analyse de données qui permettent une surveillance des masses. Ce type de logiciel est très contesté, car politisé et promeut une logique conflictuelle.
- L'Apocalypse (qui signifie révélation, dévoilement) basée sur certains textes religieux (dernier chapitre du Nouveau Testament selon Saint Jean) décrit la fin des temps, avec l'Antéchrist, l'Armageddon et la Parousie (retour du Christ, victorieux du Mal au nom du Bien, selon Saint Jean).
- Ne pas confondre néoconservateurs et néoréactionnaires. Les premiers veulent modifier le système politique en revenant notamment à certaines valeurs passées. Les seconds veulent, eux, une rupture totale et la fin du néolibéralisme, remplacé par des politiques autoritaires et une domination totale d'un pouvoir détenu par un seul « souverain ».
- Le Patriarche de Constantinople est *primus inter pares* (premier parmi ses pairs). Il exerce une primauté d'honneur, pas de juridiction universelle, contrairement au pape dans le catholicisme.
- Guillaume Lancereau, « Antéchrist en soutane : le patriarche Kirill s'attaque aux Églises orthodoxes non russes », *Le Grand Continent*, 26 janvier 2006. <https://legrandcontinent.eu/fr/2026/01/31/antechrist-en-soutane-le-patriarche-kirill-sattaque-aux-eglises-orthodoxes-non-russes/>
- Arnaud Miranda, *Les Lumières sombres. Comprendre la pensée néoréactionnaire*, Gallimard, 2026.
- Le technocésarisme est une doctrine où l'autorité politique est détenue par un leader fort soutenu par des technocrates et des systèmes techniques (contrôle total des populations). <https://legrandcontinent.eu/fr/2025/01/20/de-musk-a-trump-comment-loligarchie-techno-cesariste-veut-renverser-la-democratie-en-amerique>
- Richard Werly, *Cette Amérique qui nous déteste*, Navicata, 2025.

# Vers un pouvoir exécutif tout puissant ?

Depuis bientôt 250 ans, ce qu'on peut appeler « les démocraties occidentales »<sup>1</sup> sont fondées sur le principe cardinal de l'État de droit<sup>2</sup>, à savoir l'existence de 3 pouvoirs indépendants : législatif, exécutif et judiciaire. De quoi s'agit-il ?

## 1. LES 3 POUVOIRS

Pierre angulaire de l'État de droit, le pouvoir législatif (le parlement) confectionne les lois, le pouvoir exécutif (le gouvernement) les exécute, les met en application, et le pouvoir judiciaire (les cours et tribunaux) est chargé de contrôler leur application. Chaque pouvoir est en principe indépendant des

deux autres, mais le gouvernement peut être sanctionné par le parlement par une motion de censure ou un vote de défiance. Quant aux tribunaux, ils peuvent également sanctionner le gouvernement si les décisions de celui-ci – arrêtés royaux et ministériels – ne sont pas conformes aux normes hiérarchiquement supérieures, à savoir les lois, la Constitution, les conventions internationales et le droit communautaire de l'Union européenne.

Toutefois, dans les faits, ce système est perverti par la recherche constante, par le personnel politique, de la prééminence d'une idéologie politique sur une autre (capitaliste, centriste, socialiste, écologiste, etc.), ce qui se traduit par la confection d'accords de majorité au sein des parlements sur lesquels les gouvernants doivent s'appuyer pour mener leur

politique. La conséquence inéluctable de ce système est que les parlements sont devenus progressivement de simples instances d'entérinement des décisions des gouvernements : au sein de la majorité d'une part, aucun député ne peut contester la politique menée en application du principe de la « discipline de parti », et au sein de l'opposition d'autre part, les rares députés osant critiquer la politique menée ne le font que par intérêt électoraliste.

On est donc en présence d'un système qui fonctionne de manière autonome, mais aussi en vase clos, dans la mesure où, durant une législature de 4 ans (au fédéral et aux régions) ou de 6 ans (dans les communes), le citoyen ne dispose d'aucun moyen de contrôle légal de la bonne exécution du programme électoral et/ou gouvernemental, la prise de parole

citoyenne étant de surcroît interdite aux séances publiques des parlements et des conseils communaux. Le discours politique classique rétorque que le système d'élections récurrentes de candidats permet précisément de sanctionner les élus, mais cette affirmation est illusoire : le personnel politique est très stable dans la durée<sup>3</sup>, les accords de majorité trahissent souvent le choix des électeurs, l'asservissement des partis politiques à la classe des possédants économiques et financiers (qui d'ailleurs les financent !) est tel que jamais la moindre mesure de redistribution des richesses n'est mise en œuvre et qu'aucune grève ou manifestation n'est suivie d'un quelconque effet. Voter pour un autre parti ne sert donc à rien !

## 2. L'ÉTAT-VOYOU

Force est de constater que, dans les faits, les démocraties occidentales ne respectent pas les principes de l'État de droit, ni même les lois ou règlements que leurs gouvernements ont eux-mêmes édictés : on peut alors parler d'État-voyou. L'exemple le plus flagrant est la gestion politique et juridique de la « crise sanitaire » par les diverses institutions des États occidentaux, qui a suscité de nombreux commentaires (parfois très critiques) sur l'absence de rigueur intellectuelle et le non-respect de l'État de droit. Citons de manière non exhaustive : Sophie Wilmès, alors Première ministre, qui déclare le 30 avril 2020 que « *tout ce qui n'est pas autorisé n'est pas permis* », alors que c'est l'inverse qui prévaut : *tout est permis, sauf ce qui n'est pas autorisé* (art. 12 & 14 de la Constitution) ; les mesures restrictives des libertés fondamentales ont été décidées par de simples arrêtés ministériels, alors que seule une loi (votée au parlement) peut le permettre ; les déclarations du ministre de la Santé Frank Vandebroucke qui affirme qu'il n'est « *pas impressionné* » par une décision de justice, alors qu'il doit s'y conformer, et d'Elio Di Rupo estimant qu'il faut donner « *priorité à la lutte contre ce danger mortel même s'il y a quelques imperfections au niveau juridique* » ; en France, la vaccination obligatoire du personnel soignant a été imposée par un décret du gouvernement au mépris de la législation en vigueur, avec pour sanctions des suspensions de salaires et des licenciements invalidés ultérieurement par les tribunaux ; au niveau de l'UE, la présidente de la Commission a négocié l'achat de quantités astronomiques de vaccins pour des milliards d'euros dans des conditions opaques et sans que le parlement n'ait accès aux contrats d'achat, empêchant celui-ci d'exercer son contrôle juridictionnel sur cette opération pharaonique.

Tout récemment, malgré la décision du 26 février 2026 de la cour constitutionnelle de suspendre la disposition légale permettant de refuser l'accueil de demandeurs d'asile bénéficiant déjà d'une protection dans un autre État, la ministre de l'Asile et de la Migration A. Van Bossuyt (N-VA) a déclaré vouloir poursuivre sa politique de non-accueil. Voilà une manifestation flagrante de ne pas vouloir respecter le principe cardinal de l'État de droit, à savoir la soumission de l'exécutif aux décisions de justice<sup>4</sup>. En ce qui concerne le non-respect de sa propre législation, la Belgique est particulièrement douée, et ce quelles que soient les majorités politiques (Vivaldi, Arizona) : non-respect récurrent des législations nationales et européennes relatives à l'asile, en dépit des très nombreuses condamnations par la justice belge et la cour européenne des droits de l'homme qui parle de « *carence systémique* » et de « *refus caractérisé de se conformer aux injonctions du juge interne* »<sup>5</sup> ; condamnations de l'État belge en raison de la surpopulation dans les prisons suivies d'aucun effet tangible sur le terrain (13.000 détenus dont plus de 300 dorment à même le sol !), alors que la loi du 12 janvier 2005 relative à l'administration des établissements pénitentiaires impose « *un climat social humain dans la prison* » (art. 2-7<sup>o</sup>), et prévoit que les conditions d'incarcération « *respectent la dignité humaine* » (art. 5 §1).

D'autre part, le pouvoir exécutif fait preuve d'un manque de loyauté vis-à-vis du pouvoir judiciaire en ne lui allouant pas les moyens humains et matériels nécessaires à son bon fonctionnement : cadres du personnel non remplis entraînant un retard judiciaire scandaleux<sup>6</sup>, locaux vétustes voire dangereux, informatique obsolète, etc. Ce sous-financement global et endémique du troisième pouvoir a été vainement dénoncé par une lettre ouverte de juin 2025 adressée au premier ministre Bart De Wever (N-VA) et signée par les 15 procureurs du roi

du pays : s'agit-il d'une incurie ou d'un sabotage délibéré dans le chef des gouvernements successifs ?

Dans d'autres régimes dits démocratiques, la situation n'est guère meilleure : aux États-Unis, les législations d'exception votées après les attentats du 11/09/2001 sont toujours d'application aujourd'hui ; des « terroristes » sont maintenus indéfiniment emprisonnés à Guantanamo en dehors de tout cadre légal et en dépit des promesses électorales de M. Obama ; la récente guerre contre l'Iran a été décidée par le président sans l'aval du congrès. En France, la reconnaissance faciale prévue seulement pour la durée des JO de Paris en été 2024 est maintenant autorisée indéfiniment ; le recours au « 49-3 » qui permet au gouvernement de faire passer en force des textes refusés par l'Assemblée Nationale, est systématique<sup>7</sup>.

## 3. LE POUVOIR EXÉCUTIF S'ENHARDIT

Le temps passant, il semble que les gouvernements aient entendu les critiques juridiques qui contestaient la manière dont ils menaient leurs politiques. L'exemple le plus flagrant est la généralisation du durcissement légal de la politique migratoire, transposée tant bien que mal dans les législations européenne et nationales. À cet égard, la ministre belge de l'Asile et de la Migration tente actuellement de faire passer un projet de loi qui permettrait aux forces de l'ordre de pénétrer dans un logement (avec l'autorisation d'un juge d'instruction) « *en vue de l'arrestation administrative d'étrangers en séjour irrégulier qui représenteraient une menace pour l'ordre public ou la sécurité nationale* ». Ce projet a été vertement critiqué par le Conseil d'État, car il porte gravement atteinte à des droits fondamentaux : respect de la vie privée, inviolabilité du domicile et absence de contrôle judiciaire réel et effectif. Outre cet avis, la ministre dit aujourd'hui tenir compte aussi d'autres avis (e.a. de la police fédérale et du collège des procureurs généraux), mais précise que « *l'essence du texte reste inchangée* »...

De son côté, le ministre de l'Intérieur Bernard Quintin tente également de faire passer un autre projet de loi qui entend donner à l'exécutif le pouvoir de dissoudre des associations jugées « *radicales* » ou « *extrémistes* ». Ici aussi, le conseil d'État a critiqué le texte en précisant que seul le pouvoir judiciaire peut aller aussi loin dans la restriction des libertés fondamentales. Réaction du Ministre : on remanie le texte en parlant d'interdiction provisoire, mais sans préciser ce que sont « *des menaces contre les fondements de notre société démocratique* »...

En Belgique encore, rappelons que les parlements fédéraux et régionaux se sont empressés de voter en 2022 — soit à peine deux ans après le début de la crise sanitaire — des textes pour pallier les errements juridiques commis par leurs gouvernements, et ce dans le silence assourdissant des députés de la majorité<sup>8</sup>. Au nom de l'urgence sanitaire, ces lois et décrets donnent les pleins pouvoirs aux ministres, permettent des restrictions effarantes aux libertés fondamentales, et ne prévoient qu'un contrôle illusoire et superficiel des parlements sur l'action de l'exécutif. Mais la palme revient assurément au règlement du 8 octobre 2024 du conseil des ministres de l'UE « *concernant des mesures restrictives eu égard aux activités déstabilisatrices menées par la Russie* ». Ce texte permet en son article 2 de « *geler tous les fonds et ressources économiques qui appartiennent aux personnes physiques ou morales* » figurant sur une liste régulièrement mise à jour. Cet article précise ensuite les activités répréhensibles dont se seraient rendues coupables les personnes visées : menaces contre la démocratie, l'État de droit, la stabilité ou la sécurité de l'UE<sup>9</sup>. Ce texte contrevient aux principes fondamentaux de l'État de droit tels qu'ils sont consacrés par la charte des droits fondamentaux de l'UE : sanction du gel des fonds prise en dehors de tout contrôle judiciaire, ce qui est contraire à la présomption d'innocence, absence de peine définie en cas d'infraction aux dispositions du règlement, pas de voies de recours spécifiques et non-respect des droits de la défense.

Le texte du règlement envisage tellement d'actions répréhensibles que l'exécutif européen pourra sans doute toujours y trouver une justification à son action. C'est ce qui est arrivé récemment au journaliste indépendant Jacques Baud, dont les fonds ont été gelés sans avertissement ni explication. En réalité, ce journaliste a eu l'audace de diffuser une analyse des

causes du conflit ukrainien qui ne correspondait pas à celle du discours officiel. Il s'agit bien d'une atteinte à la liberté d'expression — pourtant garantie par l'article 11 de la Charte —, puisque J. Baud s'est limité à exprimer une opinion divergente, fondée sur des faits avérés<sup>10</sup>.

## 4. QUEL ANTIDOTE ?

On le voit, les dérives des gouvernements sont nombreuses et variées, mais elles semblent toutes révéler un processus inquiétant. D'abord, on est face à des comportements arrogants, méprisants et irrespectueux de la légalité<sup>11</sup>. Rappelons tout de même que les mandataires politiques ont prêté un serment de fidélité à la Constitution et aux lois de leur pays ! Ensuite, on assiste à un travail de mise en forme légaliste pour rendre acceptables des actions manifestement incompatibles avec l'État de droit : dès lors qu'une norme législative (loi, décret, règlement, etc.) n'a pas fait l'objet d'un recours en annulation (ou que celui-ci est rejeté), elle légitime aux yeux de l'opinion publique tous les actes de l'exécutif commis sous son couvert. Cette évolution ressemble furieusement au bon vieux principe de gouvernement de la grenouille et de l'eau bouillante : si vous plongez une grenouille dans l'eau bouillante, elle en ressort immédiatement ; par contre, plongez-la d'abord dans de l'eau froide, elle sera ravie, ensuite augmentez progressivement la température de l'eau, elle s'accoutumera jusqu'à accepter finalement d'être ébouillantée !

Je laisserai aux politologues, sociologues et autres philosophes le soin de contextualiser et d'interpréter plus largement ces dérives politico-juridiques : les démocraties occidentales vont-elles devenir des régimes totalitaires ? Sommes-nous en route vers un effondrement du monde capitaliste ? L'heure de l'Apocalypse a-t-elle sonné ?... Par contre, il paraît certain que ces dérives sont la conséquence automatique d'un important déficit démocratique de nos sociétés. Lors d'un prochain article, j'évoquerai des méthodes de restauration de la véritable démocratie, ainsi que des pistes de résistance inusitées : le droit naturel, la dignité de l'homme, la désobéissance civile, etc.

Thierry Vanderlinden, juriste

1. Au fil du temps, la démocratie indirecte ou représentative est devenue de facto synonyme de démocratie tout court, créant de ce fait une confusion malheureuse, car la démocratie représentative a manifestement confisqué le pouvoir au profit d'une caste de politiciens professionnels et d'une élite détenant le pouvoir économique et financier (une oligarchie), par le biais des partis politiques.
2. Un concept définissant un État qui s'est fixé des règles de fonctionnement auxquelles ses organes et ses citoyens doivent se soumettre. Autrement dit, un État de droit est possible sans démocratie, mais il n'y a pas de démocratie possible sans un État de droit.
3. Il n'est pas rare que des bourgmestres restent en place plusieurs dizaines d'années — notamment par le recours massif au clientélisme — et exercent en fait un pouvoir absolu ; la fonction de mandataire politique se transmet aussi par voie héréditaire, renforçant de la sorte la notion de « caste politique » ; les médias traditionnels exacerbent le vedettariat des mandataires, à l'instar de ce qui se fait dans le domaine du sport et du showbiz, au détriment de leurs convictions et de leur programme.
4. Le comportement sans scrupule de cette ministre — alors qu'elle est juriste de formation ! — a été vivement dénoncé par de nombreux professeurs de droit constitutionnel de toutes les Universités du pays dans une carte blanche publiée dans *Le Soir* du 9 mars 2026.
5. De surcroît, en septembre 2025, la ministre Van Bossuyt précitée a déclaré dans la presse qu'elle refusait de payer les astreintes auxquelles l'État belge avait été condamné, ce qui est clairement identifié comme « *une atteinte directe à l'État de droit et à la séparation des pouvoirs* », selon un communiqué de l'ensemble de la magistrature (in *Le Soir*, 2 octobre 2025, éditorial de B. Delvaux).
6. À la cour d'appel de Bruxelles, certains dossiers sont fixés pour plaidoirie en 2035 !
7. Il s'agit de l'article 49 alinéa 3 de la Constitution française qui permet — moyennant le respect de certaines conditions techniques — de considérer un texte de loi comme adopté, sauf si une motion de censure est déposée et adoptée.
8. Seuls les députés de la N-VA, du PTB et du Vlaams Belang ont exprimé des critiques, partis pourtant peu suspects d'être des chantres de la démocratie !
9. Suit alors une longue liste d'actions concrètes : tenter de déstabiliser ou renverser l'ordre constitutionnel, organiser ou diriger des manifestations violentes, utilisation de la manipulation coordonnée de l'information et de l'ingérence, toute action d'instrumentalisation des migrants, etc.
10. Un arrêt de la cour de cassation du 12 décembre 2024 rappelle les principes de la liberté d'expression en précisant que tous les « *jugements de valeurs* » se valent, pourvu qu'ils soient étayés par des éléments de faits « *suffisants* », et que des opinions peuvent être valablement exprimées même si elles « *heurtent, choquent ou inquiètent dans des domaines où la certitude fait défaut* », ou même si une opinion « *est minoritaire et qu'elle peut sembler dénuée de fondement* ».
11. Le premier ministre De Wever — toujours revêtu d'un beau costume 3 pièces — a déclaré lors d'un congrès à huis clos de la N-VA : « *Et tous ceux qui nous bloquent socialement, économiquement et démocratiquement, nous les repoussons complètement dehors.* » (in *Le Soir*, « Bart De Wever, le nationaliste à l'assaut de la forteresse fédérale », 12 mars 2026).

# Gloire au nouveau messenger !

Sonnez hautbois, résonnez musettes ! C'est un Noël avant l'heure que nous offrirent les médias de grand chemin début décembre 2025. Tous s'époumonèrent à l'unisson pour célébrer un fabuleux avènement : celui de l'ARN messenger, véritable cadeau (presque) tombé du ciel. Dans son édition du 16 décembre, l'enthousiasme de l'hebdomadaire catholique *Le Pèlerin* dépassa de très loin celui qu'aurait provoqué une banale réapparition de Sainte Bernadette dans la grotte de Lourdes. « Car si la pandémie a donné un coup d'accélérateur à cette technologie, assénait le magazine, son potentiel s'étend bien au-delà de la vaccination contre le Covid. Ses promesses de guérison semblent infinies : cancers, maladies, comme Charcot, affections chroniques etc. ». Ne manquaient que la déambulation sur l'eau et la multiplication des pains. Et pourquoi pas — même si cela prendra probablement encore un peu de temps — la résurrection des corps et des âmes ? Alléluia, gloire au nouveau messenger qui n'a pas usurpé son nom !

## PROMESSES, VESSIES ET LANTERNES

Si les communiqués de l'ensemble des journaux, radios et télévisions semblaient tous identiques, les technolâtres durent déchanter : nulle IA générative n'avait été mise en œuvre. La bonne vieille méthode du paresseux copié-collé d'informations fournies clé en main par ses initiateurs se chargea amplement de boucler — ou plus exactement de bâcler — le travail. Mais l'honnêteté intellectuelle oblige à reconnaître que, dans cet océan de cloneries, un journal offrit à ses lecteurs un authentique travail journalistique, fouillé et indépendant. Eh oui, c'est encore une fois *Le Parisien*. Aujourd'hui en France, dont le propriétaire Bernard Arnault échangerait la totalité des œuvres hébergées par sa fondation Louis Vuitton contre un seul scoop révélant aux masses les turpitudes d'oligarchies financières qu'il a en horreur, qui sauva l'honneur de la liberté de la presse. C'est ainsi que le 28 novembre 2025, le quotidien mit le sujet en « Une » de sa couverture avec pour titre « ARN messenger. La révolution c'est demain » et lui consacra les deux pleines pages suivantes. L'édito du rédacteur en chef Tanguy de Lespinay était à lui seul une *masterclass* de vulgarisation scientifique, rigoureuse et néanmoins pleine de lyrisme. Intitulé « C'est pas (si) sorcier !, on y apprenait, ébahis, que Si ce discret figurant dans la symphonie du vivant [ndlr : l'ARN messenger] est en pleine lumière, c'est parce qu'on a découvert comment lui faire transmettre... nos propres instructions. Exemple ? « Fabrique ce portrait-robot du Covid pour que ton système immunitaire apprenne à le reconnaître. » Voilà comment est née il y a 5 ans une nouvelle génération de vaccins paramétrables en un « tour de clé » au gré des mutations du virus. » Un beau roman, une belle histoire... Et surtout un fieffé mensonge quand on sait que les campagnes d'injection génétique expérimentale étaient essentiellement basées sur la souche virale initiale de Wuhan, qui avait muté depuis belle lurette et que le produit avait lui-même tendance à provoquer des mutations. Suite de l'ode enflammée aux *biotech* du fils caché de Frankenstein et de Rimbaud : « Mais le potentiel dépasse largement les vaccins. En transformant nos cellules en labos programmables qui s'éteignent après service rendu, cette technologie ouvre un horizon vertigineux : les traitements adaptés à chacun. » Un ARN messenger tellement efficace et bienveillant qu'il n'oublie pas d'éteindre la lumière en sortant du labo, il fallait y penser ! Quant aux « traitements adaptés à chacun », ceux qui ont connu les vaccinodromes où les files de cobayes

étaient injectées à la chaîne sur un mode vétérinaire apprécieront le sens de l'humour de M. de Lespinay. Une industrie pharmaceutique obsessionnellement motivée par l'optimisation frénétique de ses profits ne peut se permettre de donner dans le sur-mesure et doit, tout à l'inverse, faire du chiffre par la standardisation et la massification de ses « traitements ». En guise de conclusion, le rédacteur en chef enfonce son clou déjà bien rouillé (et tant pis pour les multi-injectés Pfizer® qui, tout à leur vénération de l'ARN messenger, auront oublié d'effectuer leur rappel du — vrai — vaccin antitétanique) : « Tout ça, insistons, en dialoguant simplement avec les cellules, sans les altérer. En parlant la langue du vivant, sans la réécrire. » Bref, qu'on se le dise, l'ARN messenger, c'est tout bon, tout bio ! « Nier par le niais » pourrait figurer comme devise sur les armoiries familiales de M. de Lespinay. Et s'il n'y avait qu'un seul mot à retenir du texte délicatement chantourné de l'aède stipendié par M. Arnault, ce serait « insistons ». Quel magnifique aveu ! Car, oui, il s'agit bien d'insister, toujours et encore — *ad nauseam* — jusqu'à ce que les cerveaux soient lavés jusque dans leurs moindres recoins par les enzymes gloutons de la propagande. « Un mensonge répété mille fois deviendra une vérité » : la formule attribuée au monstrueux Joseph Goebbels n'a pas pris une seule ride.

Si elle est moins poétique sur le fond, la suite de l'article du *Parisien* est tout aussi dépourvue de recul et d'esprit critique. Il y est, comme il se doit, amplement question du cancer, dont les promesses de guérison sont la figure imposée de toute nouvelle technologie, aussi douteuse, inutile et dangereuse soit-elle. Des « promesses » invoquées comme autant de totems au détour de presque chaque phrase, à commencer par l'intitulé du papier de Nicolas Berrod, Envoyé spécial à Orléans (*sic*) : « ARN messenger. De si belles promesses. » Au fait, que disait Jacques Chirac sur le sujet, déjà ? Ah oui, ça me revient : « Les promesses n'engagent que ceux qui les reçoivent ». Quoi qu'il en soit, l'intrépide reporter a bien fait de choisir le Loiret plutôt que le Donbass car les scientifiques qu'il a rencontrés dans un centre de recherches spécialisé dans l'ARN messenger pourraient à coup sûr tous concourir pour le Nobel de médecine. Avec une mention spéciale pour l'équipe dont les membres, qui ont selon toute apparence un peu trop forcé sur la lecture de *Flash Gordon* et de *Blake et Mortimer*, travaillent à une innovation mondiale : la combinaison de l'ARN messenger avec l'application d'ultrasons. Carrément disruptif ! Autre potentielle nobélisable, mais dans la catégorie économie cette fois, la directrice de l'institut, laquelle, bien que regrettant l'arrêt des financements consacrés au développement de vaccins à ARN messenger aux États-Unis, avoue y voir surtout « l'occasion pour l'Europe de prendre le leadership sur ce ter-

rain ». Chez les dealers de produits frelatés, une place vide ne le reste jamais longtemps.

## JAMAIS SANS MON BIAIS !

Mais au fait, quel avait été le déclencheur de cette incontinence médiatique hystérique ? Une certaine étude EPI-PHARE, que le communiqué de presse triomphateur décrivait modestement comme une « vaste étude nationale, première au monde qui a étudié la mortalité à long terme (4 ans) chez des individus ayant reçu des doses de vaccin à ARN messenger ». À ce stade, il n'est pas inutile de préciser qu'EPI-PHARE est décrit comme un « groupement d'intérêt scientifique commun à l'ANSM et la Cnam ». Le premier sigle recouvre l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé, organisme public théoriquement chargé de la « pharmacovigilance » mais si perclus de conflits d'intérêts avec Big Pharma qu'il se retrouva mouillé jusqu'au cou dans les scandales du Médiator®, de la Depakine et du Levothyrox, pour ne citer que les plus médiatisés. Décidément incurable, l'ANSM freine aujourd'hui des quatre fers dans la remontée des informations sur les effets secondaires de l'injection expérimentale covid. Quant à la Cnam (Caisse nationale d'assurance maladie), bien loin de l'organisme paritaire géré conjointement par les employeurs et les salariés à sa création à la Libération, elle est désormais le bras armé de l'État dans la mise en œuvre d'une politique sanitaire autoritaire avant tout destinée à satisfaire les profits des laboratoires pharmaceutiques. Pour revenir à l'étude EPI-PHARE, les chiffres présentés avaient réellement de quoi impressionner. C'était d'ailleurs leur unique fonction, celle d'estourbir le badaud : « Réalisée à partir des données du Système national des données de santé (SNDS), cette étude a inclus 22,7 millions de personnes vaccinées entre mai et octobre 2021 et 5,9 millions de personnes non vaccinées au 1<sup>er</sup> novembre 2021, suivies sur une durée médiane de 45 mois. » Effectivement, c'est du lourd ! Mais encore largement moins qu'une des plus burlesques conclusions de l'étude, qui trahit à elle seule son imposture. Lisons : « Les individus ayant reçu au moins une dose de vaccin à ARN messenger présentaient un risque de décès toutes causes réduit de 25%, comparativement aux personnes non vaccinées. Cette réduction du risque était observée pour les principales causes de décès étudiées, y compris les maladies cardiovasculaires et les cancers. » Première interprétation, celle de nos médias aux ordres : l'ARN messenger est une potion miraculeuse qui, dès votre premier contact avec elle, vous confère le pouvoir surnaturel de repousser les maladies et de vaincre la mort. Seconde interprétation, qui congédie

la pensée magique et convoque la raison : la présence dans l'étude d'un énorme biais, que les statisticiens appellent « biais de sélection », lequel disqualifie imparablement les conclusions entre les groupes vaccinés et non vaccinés. Car les populations des deux groupes ne sont tout simplement pas comparables. Les non-vaccinés appartiennent souvent à des groupes économiquement et socialement plus défavorisés et fragilisés, présentant davantage de risque de développer des pathologies et de voir leur espérance de vie réduite. Avec ou sans « vaccin », le résultat aurait été strictement identique. Tout comme une étude aussi sérieuse aurait inmanquablement apporté la preuve incontestable de la prodigieuse efficacité des bains de siège promus en son temps par la regrettée Rika Zaraï.

Pascal Halary

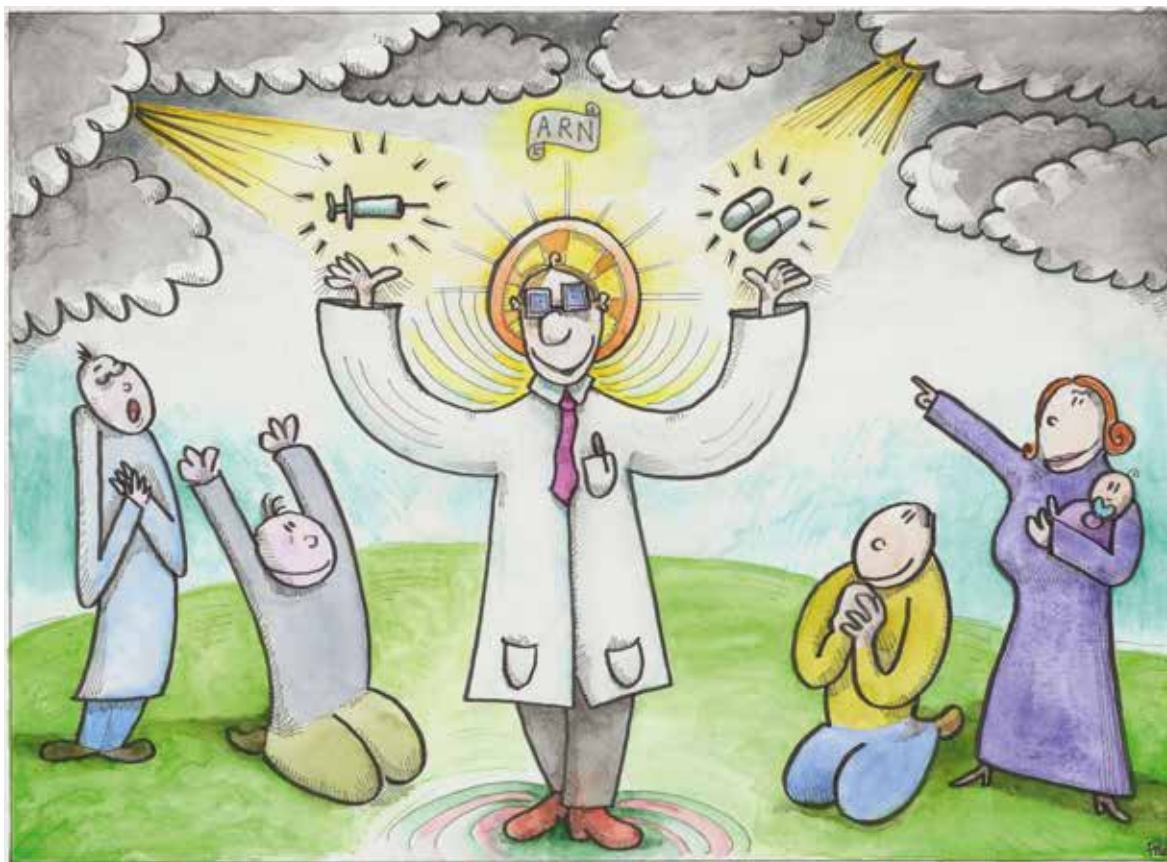


Illustration : Fred

# Migration et rapports entre cultures

## Critiquer sans détruire

Dossier coordonné par Daniel Zink

À quiconque est à peu près renseigné sur le sujet, la lâche et totalement injustifiable agression contre l'Iran ne pourra sans doute donner que cette impression : plus que jamais peut-être (si l'on considère les dernières décennies), les politiques dominantes de l'Occident contredisent à l'extrême les valeurs dont il se réclame. De la dernière émission consacrée au sujet par Arte, média que nul n'aurait l'idée de classer parmi les « amis des dictateurs », il ressort ceci : la plupart des scénarios possibles, quant aux suites de l'agression évoquée, correspondent à des situations pires que l'actuelle, pour le peuple iranien<sup>1</sup>. (Voir aussi, dans ce dossier, dans l'article *Néocolonialisme et angélisme : deux entraves au dialogue des peuples*, section *La révolution iranienne, suite d'un crime oublié*, des données essentielles sur l'histoire récente de l'Iran et les graves responsabilités occidentales dans les difficultés de ce pays). En outre, cette guerre succède aux répressions génocidaires contre les Palestiniens, vis-à-vis desquelles les vraies réactions ont été bien trop rares, du côté des prétendus promoteurs des droits de l'homme (avec quelques exceptions réjouissantes, comme les démarches du gouvernement espagnol notamment, en vue d'une condamnation d'une partie des responsables israéliens par la CPI).

De tels faits devraient-ils nous amener à durcir encore nos critiques de l'Ouest, voire à le considérer comme étant dans une décadence irrévocable ? On ne peut qu'avoir de la compréhension pour ceux qui en arrivent là. Une autre conclusion est cependant elle aussi possible : celle que les crimes et destructions évoqués nous demandent en fait, parallèlement à leur indispensable dénonciation, de rappeler avec d'autant plus de vigueur que l'Occident et la modernité ne se réduisent justement pas à ces crimes et faillites ; et que ce qui s'y est développé de meilleur est en fait un bien commun qu'il s'agit de préserver, au profit de toute l'humanité. Ce bien commun est d'ailleurs un résultat de l'évolution culturelle de l'ensemble des peuples, les civilisations ultérieures s'étant toujours alimentées de celles qui les ont précédées ou de leurs voisines.

On pense ici à la liberté individuelle au sens élevé du mot, c'est-à-dire dans l'esprit de l'humanisme développé à partir de

la Renaissance surtout – idéal de se guider soi-même pour une action responsable dans le monde, sur base d'une pensée indépendante ; on pense aussi à la démocratie au vrai sens du terme, comme on en trouve diverses formes d'un grand intérêt dans le socialisme libertaire qui va largement au-delà du système électoral restreint régnant à notre époque, qui se réduit si souvent à une mise en scène ; on pense encore à l'idéal de primauté du droit sur la force, qui, bien qu'il soit toujours à nouveau bafoué par tant de nos dirigeants, n'en est pas moins défendu depuis des siècles par l'ensemble des vrais porteurs des cultures modernes, souvent au péril de leur vie. Etc.

Comme évoqué, ces biens émanent de l'évolution des peuples dans leur ensemble, mais, malgré toutes les faiblesses de l'Occident et de la modernité, c'est sans doute dans cette part du monde et à cette époque que les biens en question ont atteint une certaine forme d'aboutissement, non bien sûr chez les dirigeants et leurs valets, le plus souvent, mais bien, comme esquissé, chez les meilleurs porteurs des cultures concernées. Et même concernant les peuples dont il s'agit dans leur ensemble, on peut tout de même faire des observations encourageantes (dont certaines sont abordées dans ce dossier – voir l'entretien avec Ralph Ghadban).

Pour ces raisons, une série de personnalités des pays du Sud ou d'Orient exhortent les Occidentaux à tenter de sauver ce qui reste des fruits culturels mentionnés, sur lesquels planent une série de menaces. Ce phénomène interculturel est très intéressant, car les personnalités en question, du fait du recul provenant de leurs origines allochtones, voient souvent plus clair sur cet enjeu que la plupart des Occidentaux, qui ne perçoivent les biens culturels concernés que dans le demi-sommeil de l'habitude. Une des plus grandes menaces pesant sur ces biens sont les crimes et mensonges de l'Ouest lui-même, qui, en plus de leurs très graves effets directs, discréditent en outre et toujours plus ce qu'il y a de valable et d'important, dans la modernité et chez les peuples où elle s'est développée. Une autre menace réside en des courants destructeurs culturellement, comme l'est toute une partie du postmodernisme (abordé lui aussi dans l'entretien indiqué), que sa volonté de critiquer le rationalisme moderne a mené

à rejeter celui-ci en bloc, y compris ses meilleurs idéaux. Une autre menace encore, pointée elle aussi par une partie des personnalités allochtones évoquées, est celle-ci : il semble bien qu'une large part des communautés des principaux pays d'origine des migrations, pour des raisons sociologiques et historiques – vis-à-vis desquelles les décideurs occidentaux portent souvent une lourde part de responsabilités –, vit encore dans des rapports hiérarchiques ou de prééminence du groupe sur l'individu. Les personnalités mentionnées considèrent que cette situation contribue sérieusement, elle aussi, à mettre en danger le maintien des biens culturels modernes esquissés, étant donné l'ampleur et la rapidité qu'ont régulièrement les mouvements migratoires ; ampleur et rapidité faisant que les politiques d'intégration, ou visant une interculturalité équilibrée, ne parviennent très souvent pas à suivre.

Comme évoqué déjà, ces observations ne mettent aucunement en cause le devoir d'accueil des réfugiés, ni, dans le même sens, la prise en compte maximale des très lourdes responsabilités occidentales, concernant les causes de migrations forcées (guerres, graves problèmes sociaux et écologiques, etc.). Les personnalités mentionnées – avec d'autres bien sûr – insistent cependant sur l'importance d'une priorisation de l'action sur ces causes de migrations forcées, afin que les conditions de vie dans les pays d'origine puissent rester ou devenir décentes, tout en dénonçant l'utilisation opportuniste des migrations par une large part du monde des entreprises, qui très souvent ne se soucie pas des impacts négatifs sur les collectivités, au Sud comme au Nord.

Tout cela ne met pas non plus en cause l'importance d'une vraie conscience des effets positifs des rapports interculturels, qu'il s'agisse de mises en garde éclairantes, comme celles qui viennent d'être évoquées, ou d'apports venant des cultures allochtones elles-mêmes, dans les domaines artistiques, médicaux, spirituels, etc. Mais il est important de pouvoir aborder tout cela d'une manière globale, en prenant en compte le positif comme le négatif, afin de pouvoir tenter de gérer au mieux celui-ci.

Ces différents phénomènes et les analyses des personnalités mentionnées ont mené à la décision, dans la suite du dossier consacré aux migrations (voir le précédent n° de *Kairos*), de rassembler des approches qui prolongent celui-ci, en abordant plus particulièrement la dimension des rapports entre cultures. Certes, de larges dimensions du sujet ne seront pas abordées, et l'on pourra regretter que la première place aura été donnée aux aspects problématiques, que ceux-ci concernent les risques liés aux différentes cultures, les méfaits occidentaux, ou encore des essais de critiques lucides, mais équitables, de puissances ou mouvements non occidentaux. Mais ces aspects problématiques, le plus souvent, ne sont traités que dans des milieux qui, du fait de leurs unilatéralités, perdent en général la plus grande part de leur crédibilité. Nous espérons avoir réussi à dépasser, au moins, une part importante de ces unilatéralités, grâce notamment aux complémentarités des diverses contributions qui suivent, ainsi qu'aux essais d'approches globales de plusieurs d'entre elles.

1. À savoir : soit durcissement du pouvoir et de ses répressions, soit chute du pays dans le chaos et la guerre civile, soit arrivée au pouvoir d'un proche de Netanyahu (à savoir, le fils de l'ancien monarque d'Iran), etc. <https://www.arte.tv/fr/videos/121620-129-A/quel-avenir-pour-l-iran-trois-scenarios-pour-comprendre/>



Illustration : Noir & Clair



Illustration : Fred

## Qu'est-ce qu'un travailleur immigré ? Brève réflexion au sujet d'une œuvre de Tahar Ben Jelloun

À quoi renvoie l'existence d'un travailleur immigré ou sans-papiers ? Tahar Ben Jelloun est l'auteur d'un livre qui aborde ce sujet. Il s'agit d'un vieux livre. Le cadre actuel auquel les migrants sont confrontés n'est pas tout à fait le même qu'à l'époque où de nombreux pays ont encore en mémoire une domination coloniale récente. La décolonisation n'a pas coïncidé avec une complète émancipation. En contrepartie de la décolonisation, les pays industrialisés prennent comme en otages des masses entières d'êtres humains acculés à travailler loin de chez eux, dans des conditions qui n'ont rien à envier à celles qu'ils ont expérimentées sous la domination coloniale.

Le livre de Tahar commence ainsi : « *Le soleil a caché ses doigts dans la cendre d'un nuage qui me sépare de la vie. Depuis quelque temps, j'ai la vie d'un arbre arraché à ses racines. Desséché et exposé dans une vitrine. Je ne sens plus la terre. Je suis orphelin.*<sup>1</sup> » Ce qui est intéressant ici, c'est qu'il a un boulot, qu'il peut faire des heures supplémentaires, gagner un peu plus d'argent. Ce n'est pas un sans-emploi. Quoique évidemment, il ne soit pas non plus mentionné quelque part comme employé, ou comme ayant un travail. Mais cela il n'en parle pas. On vient le chercher. On lui demande pourquoi il n'a pas été au boulot un certain jour. On n'hésite pas à taxer cela de subversion. Il bosse. Il est exclu pour d'autres raisons que le chômage.

Le point de vue proposé est celui d'un immigré sur la situation. Ce à quoi on a affaire, c'est au point de vue des non-immigrés sur la situation. Ou au point de vue d'immigrés qui reprennent à leur compte le point de vue dominant, celui des non-immigrés. Ce point de vue, on ne l'entend jamais. C'est un point de vue inconnu. Il a fallu un demi-siècle pour que certaines idées soient audibles, sur Internet, le Web, les réseaux sociaux. Sans cela, elles seraient encore des idées complètement inconnues. Le fait d'avoir écrit *La réclusion solitaire* n'y change rien. Des livres, même des chefs-d'œuvre, même ceux d'écrivains reconnus peuvent demeurer dans l'oubli. On parlera des autres. On dira que tel ou tel livre n'a pas les mêmes

qualités que les autres. Ce point de vue traite de la destruction d'un pays, du sort de gens qui s'expatrient, pour mener des demi-vies, des vies limitées. Ben Jelloun essaie de rendre compte de ces limitations à l'aide de métaphores, de formules. Mais sans doute, ce qui est important dans cette œuvre, c'est l'acharnement mis à montrer l'humanité du personnage, et en même temps la folie qui le guette parce qu'il prétend qu'il est humain, un être humain.

Il faut distinguer les pétitions de principe, notamment les articles de la charte des Nations unies qui disent que tout être humain a droit à la dignité, etc., et les croyances dominantes, la vision du monde communément partagée qui entretiennent l'idée que toute une partie de l'humanité est composée de sous-hommes. Ce dernier terme est évidemment tabou. Mais dans les faits, c'est bien de cette manière qu'ils sont considérés. On les considère comme des gens différents auxquels une certaine humanité fait défaut. On a affaire à un cas d'inversion maligne. Il faut lire à ce sujet ce que dit Christine Delphy dans *Classer, dominer*<sup>2</sup>. Elle expose le phénomène du rejet de l'autre avec une certaine méticulosité. Quand on emprunte l'autre versant, les choses ont une autre allure. C'est de cette allure qu'il s'agit dans le livre de Ben Jelloun. Dans celui-là, en tout cas. Avec des lourdeurs, des répétitions, mais aussi des formules magistrales, des images fulgurantes : « *L'argent saigne le ciel. Et les cœurs se vident. C'est la mise à mort lente et permanente.*<sup>3</sup> » Pour rendre compte du non-rapport radical entre la situation et un projet, Ben Jelloun se base sur une psychologie. Il essaie d'en faire le récit. « *J'ai 26 ans et quelques étincelles dans cet univers malade. Je sais, je sens que quelque chose meurt en ces lieux. La tendresse et le temps... Mais nous, mais moi, que faisons-nous dans ce territoire, un supermarché du sang et de la sueur, un supermarché de l'esclavage et de l'indifférence.*<sup>4</sup> » « *Dehors, le crime, les rafles, les fouilles, les ratonnades, l'humiliation, la peur* ». Il parle explicitement d'une « *exclusion systématique, hors la vie, de la séparation avec les siens* ».

Comme dans *L'existence* de Vincent Tholomé<sup>5</sup>, mais sans doute pour d'autres raisons, car il y est plutôt question d'un sans-abri que d'un travailleur immigré en provenance du Sud global, ce qui importe avant tout, c'est de faire état de son humanité. C'est à cela que se limite l'existence. En tout cas, pendant un moment qu'il s'agit de faire durer de toutes sortes de façons. En se remémorant des souvenirs, en s'attachant à une image, ou à des marottes. Pour Tahar Ben Jelloun, le travailleur clandestin d'origine immigrée, provenant du Sud, ceux qu'aujourd'hui nous appelons des sans-papiers, a affaire à un phénomène qui n'est pas exactement le même que celui auquel est exposé l'exilé intérieur dont a parlé Roland Jaccard<sup>6</sup>. L'exilé intérieur de ce dernier est peut-être orchestré par les mêmes pouvoirs, mais pas par les mêmes lois, ni pour les mêmes raisons. L'exilé intérieur, celui qu'on prend pour un malade mental, bloque à un moment devant la nécessité de se comporter comme les autres, et se met lui-même hors-jeu, sans l'avoir anticipé, prévu. Il sort de l'agir. Tandis que le reclus solitaire, lui, a bel et bien affaire à une logique d'exclusion, à une organisation qui a pour fonction de l'exclure, dont le but est de profiter de cette exclusion pour en extraire à moindre coût la force de travail. Des secteurs entiers de l'économie, des secteurs critiques, ne fonctionneraient pas sans les travailleurs migrants, sans les sans-papiers, sans des personnes exposées à tous les aléas de la clandestinité et de l'illégalité.

Paul Willems

1. Tahar Ben Jelloun, *La réclusion solitaire*, Denoël, 1976, p. 11.

2. Christine Delphy, *Classer, dominer Qui sont les « autres » ?*, La fabrique éditions, 2006.

3. Tahar Ben Jelloun, *ibidem*, p.13.

4. Tahar Ben Jelloun, *ibidem*, p.13.

5. Vincent Tholomé, *L'existence*, édition Dernier télégramme, 2025.

6. Roland Jaccard, *L'exilé intérieur - Schizoïdie et civilisation*, Points, Seuil, 1978. (Première publication : PUF, en 1975.)

# Lumières et vivre-ensemble ou déconstruction et atomisation ?

## ENTRETIEN AVEC RALPH GHADBAN

Politologue, islamologue et philosophe, Ralph Ghadban a milité pour la cause palestinienne durant sa jeunesse au Liban, avant de travailler durant plus de 15 ans dans l'accueil des réfugiés en Allemagne. Il s'est ensuite spécialisé dans l'étude de certaines communautés et de la criminalité clanique. Ce chercheur développe aussi des approches critiques des politiques migratoires, de leurs instrumentalisation, ainsi que d'idéologies s'étant diffusées dans une grande partie des milieux se voulant de gauche. Cette interview peut être complétée par l'article sur les approches de Ghadban dans *Kairos*, n° 72 (*Migrations : asile et coopération ou exil et désintégration*).

**Concernant le communautarisme et les clans, et les problèmes qui s'y relient, pouvez-vous expliquer l'essentiel, au sujet des origines et de la nature de ces phénomènes ?**

Une cause centrale de ce problème, ce sont les types de structures de parenté qui dominent encore, dans une très grande part des régions d'origine d'où viennent les personnes qui arrivent ici. À savoir, dans la grande région qui va de l'Afrique de l'Ouest et du Nord jusqu'à l'Afghanistan. Dans ces régions, les rapports claniques continuent à être les rapports principaux.

**Mais est-ce qu'il n'existe pas aussi des formes de communautarismes, ou même de clanisme, dans d'autres milieux que ceux que vous étudiez, par exemple dans des réseaux occidentaux comme les réseaux anglo-saxons, les réseaux sionistes, ou les réseaux liés à toute autre nation ou peuple encore ? Ou encore du côté des propriétaires de grandes entreprises, avec des instances comme le Forum de Davos ?**

Non, le clanisme est encore autre chose. Il concerne les structures familiales elles-mêmes. Dans la majeure partie des régions dont j'ai parlé, elles sont différentes de ce qu'on trouve ici. Il faut comprendre ceci : étant donné que dans ces régions, ce qu'on appelle l'État providence est globalement absent, c'est la famille qui soutient les individus, qui en dépendent même essentiellement, de leur naissance à leur mort. C'est ce qu'on peut appeler la grande famille, qui s'est développée à partir des relations tribales. En Occident, par contre, la société en est venue à se baser essentiellement sur l'individu. Ainsi, une partie des familles émigrées depuis ces pays ont profité de cette position de force que leur donne cette cohésion, par rapport à l'individu. Si un Européen de souche est confronté à l'une de ces personnes, il ne fera pas appel à ses cousins pour les faire intervenir dans le conflit. Mais l'autre pourra le faire. (Et malheureusement, même ceux qui ne choisissent pas la voie criminelle, ne trahissent pas la famille, c'est-à-dire qu'ils gardent le silence, même quand ils sont au courant de crimes) Cette position de force a été investie pour réaliser des gains illicites. Certains clans se sont transformés en organisations criminelles. C'est le profit qui empêche la dissolution des grandes familles. C'est aussi pour cette raison qu'il y a eu non seulement maintien de l'endogamie – donc du fait d'imposer le mariage au sein de la famille, pour conserver sa cohésion maximale –, mais il y a même une hausse de cette pratique ! Dans la communauté que j'ai le plus étudiée, cette pratique concernait 70% des mariages, quand les familles en question vivaient encore dans le pays d'origine. Puis, après leur installation en Allemagne, le taux d'endogamie est monté à 100% ! Et précisément aussi que les mariages forcés en question concernent très souvent des mineurs (à partir de 14 ans, pour les filles), l'intention étant d'empêcher la jeune personne d'aller chercher ailleurs, avant le mariage. Du fait des obstacles que

m'ont mis les postcolonialistes – pour lesquels parler de clans revient à stigmatiser, et qui nient ainsi la réalité –, j'ai dû lutter pendant 30 ans pour faire reconnaître cette réalité. Ce n'est que depuis très peu de temps que les autorités ont fini par reconnaître ce phénomène et qu'elles essaient de combattre la criminalité qui s'y associe.

**Mais dans les causes de non-intégration, les politiques de l'Ouest jouent sans doute aussi un rôle important, non ? Entre autres les atrocités en Palestine et ailleurs, et la mollesse voire la complicité de plusieurs puissances occidentales, ce qui contribue à expliquer même le soutien à des mouvements comme le Hamas, n'est-ce pas ?**

Mais les courants ultra-communautaristes, comme le Hamas, ne résolvent rien, ils sont une partie centrale du problème. Pour faire justement le lien avec la religion, il faut aussi préciser que les structures familiales dont j'ai parlé ont été absorbées par la loi musulmane. La loi de la famille est ainsi devenue religieuse. Et cette loi contient notamment le patriarcat, c'est-à-dire le fait que ce sont les hommes qui décident du divorce ou non, de la question de savoir si les femmes peuvent aller étudier ou travailler, ou non, etc. Ce ne sont bien sûr pas toutes les familles musulmanes qui suivent la loi religieuse, mais d'après les études existantes, une majorité d'entre elles le font. Sur ce sujet, j'ai écrit un livre, *Allahs mutiger Kritiker* (*Les courageux critiques d'Allah*), où je donne la parole à 44 auteurs vivant dans les pays arabo-musulmans ou issus de ces pays, et qui défendent tous une libre critique de l'islam ou un islam autocritique. J'y montre aussi que dans ces pays, ces gens sont vus comme des résistants et des esprits libres. Tandis qu'ici, les mêmes types d'auteurs sont taxés d'islamophobie ou de xénophobie par la gauche bien-pensante. Cela aussi, c'est un grave symptôme de l'endormissement de beaucoup d'Européens. Ils sont dans une marmite de communautarisme, mais sans s'en rendre compte...

**Dans le livre dont vous venez de parler, vous et les autres auteurs insistez beaucoup sur le grand intérêt du mouvement de la Nahda, qu'on peut considérer en grande partie comme des Lumières du monde arabo-musulman, au XIX<sup>e</sup> siècle. J'ai trouvé cela extrêmement intéressant, et qu'on en parle trop peu.**

Comme évoqué, l'enjeu est ici avant tout que l'islam ne soit plus politique, que religion et État soient bien dissociés. En tout cas, par rapport à ces phénomènes dont j'ai parlé, un des problèmes est que les Européens ont cru que les membres des communautés concernées allaient par eux-mêmes vouloir s'intégrer à nos sociétés, du fait de l'attraction que celles-ci exerceraient, en lien avec leurs valeurs de libertés individuelles, d'égalité, etc. C'était une erreur, et ces problèmes doivent être traités d'une manière beaucoup plus énergique. Notamment par des programmes d'accompagnement pour les filles ou femmes souhaitant se libérer des clans, avec une protection policière suffisante. Et aussi avec des peines suffisamment dissuasives. Il faut être lucide sur le fait qu'il s'agit de milieux durs, qui ne s'inféoderont pas sans usage de la force. Et il faut voir en face ce qui se passe dans nos sociétés, en matière de criminalité. Il y a eu auparavant le problème du terrorisme, mais on en est maintenant à la guerre des gangs, et aussi à ces attaques à l'arme blanche, qui n'en finissent pas de s'accumuler. Les femmes n'osent plus sortir le soir, les conditions rappellent de plus en plus celles de pays du tiers monde. On ne peut pas traiter tout cela sans tenir compte des réalités claniques, patriarcales ou communautaires dont j'ai parlé. Un pays comme le Danemark a bien réagi, par rapport à tout cela,

et la réaction a émané des sociaux-démocrates, pas de l'extrême droite. On peut s'inspirer notamment de cette politique.

**En lien avec ces problèmes, vous critiquez notamment les politiques migratoires actuelles. Dans un entretien, vous mentionnez un concept de l'ONU qui vise à promouvoir les migrations<sup>1</sup>. Est-ce que vous pourriez dire un peu plus sur ce sujet ?**

Il s'agit de recommandations qui visent à faire de l'accueil des migrants une obligation pour les États, sans faire de distinction entre réfugiés et migrants en général. C'est en particulier l'ambassadeur de l'Allemagne à l'ONU qui a soutenu ce projet. L'Allemagne a traduit ces recommandations dans sa législation, et les institutions de l'UE ont fait de même. C'est pourquoi les juridictions européennes (Cour européenne des droits de l'homme et Cour de justice de l'UE) prononcent des condamnations, quand elles estiment que des États de l'UE ne respectent pas ce principe.

**Mais en même temps, il y a une volonté de limiter les migrations, en Europe ; par exemple, le pacte migratoire vise à ma connaissance des restrictions, dans ce domaine...**

Effectivement, il y a une volonté d'une grande partie des États européens de restreindre les migrations, et ils travaillent à modifier dans ce sens le pacte migratoire européen. Plus précisément, il s'agit de 19 États sur les 27. Ils sont en train de se concerter. Mais les idées de l'ONU dont on vient de parler ont eu une forte influence, surtout ces 10 dernières années. Ce qui est très problématique, c'est qu'elles ont fait passer au second plan l'aide aux pays en difficulté qui vise à ce que les gens puissent y vivre dans de bonnes conditions. Et au premier plan, elles ont mis la promotion des migrations. Donc des migrations en général, comme je le disais, sans distinguer entre les personnes en besoin d'asile et les migrations seulement économiques. Et contrairement à ce que vous avez entendu à ce sujet, le pacte migratoire mondial a bien été élaboré sur base du concept de l'ONU dont on a parlé. Le pacte migratoire européen va dans le même sens.

**En même temps, concernant la distinction entre réfugiés et migrants en général, elle est souvent difficile à faire...**

C'est vrai, c'est difficile. Mais c'est une raison de plus de redonner la priorité à l'aide au développement, tout en continuant bien sûr à garantir le droit d'asile, pour les personnes dont la sécurité est menacée. À l'inverse, la logique de ces idées onusiennes, c'est de contraindre l'Europe à accepter l'arrivée de millions de personnes. En fait, on peut dire qu'on a remplacé les droits de l'homme par l'humanitaire. Cela concerne notamment les droits portant sur la liberté, qui impliquent entre autres, pour les nations, la possibilité de déterminer eux-mêmes leurs politiques. Car ces politiques dont je viens de parler sont imposées. Une politique inspirée des droits de l'homme serait bien plus saine. Et notons que ces droits incluent bien celui à bénéficier de l'asile.

**Je pense aussi que la possibilité, pour les sociétés civiles, de déterminer elles-mêmes leurs destinées est importante. Mais même si l'on parvenait à faire de nos systèmes de vraies démocraties, est-ce que les besoins des pays fragilisés seraient suffisamment pris en compte, par les populations des pays favorisés ?**

On a tendance à parler peu de faits pourtant très importants, à ce sujet. Par exemple, lors des vagues migratoires autour de 2015, les efforts bénévoles pour accueillir les migrants ont

été massifs. Je vis dans ce pays depuis 1972 et, suivant mon expérience, la plupart des gens y sont bienveillants. Bien sûr, le racisme a toujours existé, mais, en temps normal, la part de la population qui présente cette tendance oscille entre 8 et 12%, à peu près. Actuellement, ce taux augmente, mais c'est à cause des graves problèmes liés aux politiques migratoires.

**Concernant la volonté de promouvoir les migrations, dont on vient de parler, j'imagine que sa principale motivation, du côté des décideurs, sont les bénéfices économiques qu'on attend des surcroûts de population ?**

En tout cas, pour les sociétés dans leur ensemble, les effets économiques sont négatifs. Par exemple, après 10 ans, seule une part très réduite des Syriens arrivés autour de 2015 a trouvé du travail. Le fait est que la plupart des personnes issues des principaux pays d'origine les plus concernés actuellement ne sont pas qualifiées. Pour cette raison notamment, les coûts des politiques d'intégration et d'aides sociales qui s'y relient sont astronomiques. En tout, l'Allemagne a déjà dépensé environ 400 milliards € dans ces politiques. Ces moyens auraient pu être extrêmement utiles à l'aide au développement. En France, par exemple, ces coûts ont été plus élevés encore. Bien sûr, tout cela pourrait se passer très différemment, notamment en organisant les choses pour que les migrants économiques puissent être orientés vers des pays capables de leur donner du travail, ce qui serait même profitable à l'économie de ces pays. Mais l'absence de régulation actuelle amène énormément de problèmes.

**Bien sûr, tout cela n'empêche sans doute pas une partie des entreprises d'escompter tout de même des bénéfices, de leur côté. Mais les défenseurs de l'ouverture des frontières se trouvent aussi du côté des milieux qui s'efforcent d'être progressistes. Et l'un des arguments de poids, de ce côté, est que des puissances occidentales continuent à mener des politiques très destructrices. Vous critiquez vous-mêmes fortement des politiques de l'Ouest dans le monde arabo-musulman notamment. On pense entre autres à l'invasion de l'Irak et à ses conséquences désastreuses, mais il y a bien d'autres exemples. Tout cela complique fortement la problématique des migrations, non ?**

Naturellement, l'invasion de l'Irak a été une des plus énormes idioties qui ont été commises. Mais il faut faire attention aux conclusions qu'on en tire. Le problème, c'est que dans les milieux qui se veulent les plus à gauche, beaucoup réduisent l'Occident à ce genre de politique, ou réduisent les peuples occidentaux à leurs dirigeants. Et ils vont en fait jusqu'à s'attaquer à tout ce qui a été développé en Europe, y compris les fondements les plus importants, comme les Lumières et les droits de l'homme. C'est ce qu'on appelle le post-colonialisme.

**Rappelons juste, pour nos lecteurs, que ce courant est à bien distinguer de l'anticolonialisme. La philosophe et militante de gauche Susan Neiman, notamment, insiste sur l'importance de cette distinction, tout en classant le post-colonialisme dans les idéologies réactionnaires. Pouvez-vous en dire un peu plus sur ce courant et ses influences, et partagez-vous ce point de vue de Susan Neiman ?**

Oui, en réalité, le post-colonialisme n'a rien de progressiste. Personnellement, je viens de la gauche radicale, et j'estime que les post-colonialistes n'ont rien à voir avec la gauche, mais qu'ils vont jusqu'au racisme. Ils ont juste tourné celui-ci vers les Blancs. Et avec leur idéologie et les politiques qu'ils inspirent, les post-colonialistes ont commencé à détruire l'Europe. Une de leurs idées est que les Occidentaux seraient racistes par nature. Mais à la base, comme je le disais, la plupart des gens ne sont pas racistes dans un pays comme l'Allemagne. Ce qui est très répandu, c'est ce qu'on peut appeler une xénophobie, qui est surtout en rapport avec la langue ; c'est-à-dire que si les migrants ne connaissent pas la langue du pays, les gens ne savent pas comment se comporter par rapport à eux. Mais

une fois que la communication commence à devenir possible, grâce à l'apprentissage de la langue, les choses changent. Et malheureusement, beaucoup ne font plus ce travail d'apprentissage. Et à cela s'ajoutent notamment les graves problèmes de sécurité.

Au sujet de son origine, le post-colonialisme vient du postmodernisme, c'est-à-dire de Foucault, Deleuze, Derrida, Lyotard, etc. Ces gens ont très fortement influencé la gauche française, notamment. Ils ont voulu déconstruire, mais qu'ont-ils déconstruit ? La pensée des Lumières et les droits de l'homme, comme évoqué. Et ils n'ont rien amené à la place. Leur idée était qu'il y a partout des rapports de domination, qui ont été construits petit à petit. C'est vrai, mais cette déconstruction générale, y compris des pensées les plus importantes pour le progrès, sans amener aucune alternative, ce n'est pas une manière de traiter avec la réalité. Par ailleurs, leur critique sur

Une autre source importante du post-colonialisme est Edward Saïd. Il a écrit un livre qui attaquait l'orientalisme, mais sans connaître l'orientalisme allemand, qui est pourtant un part incontournable de ce courant ! Et cet orientalisme-là s'est développé à partir des études bibliques et n'a rien à voir avec le colonialisme, contrairement aux orientalismes français et britannique. En réduisant l'orientalisme à une partie du colonialisme, Saïd a fortement contribué à alimenter l'hostilité envers l'Occident. Et dans son sillon, les wokes ont dirigé le racisme vers les Blancs. Aux États-Unis, il y avait déjà un mouvement communautariste, qui était en réaction contre l'individualisme des Lumières. Et c'est en fait de ces différents courants – postmodernes, postcoloniaux, communautaristes anti-Lumières – qu'est née l'idéologie multiculturaliste. Les porteurs de ces idéologies ont tenté d'empêcher les autres de penser librement, d'abord avec la *political correctness*, puis avec la *Cancel Culture*. Au sujet du fait que les auteurs concer-

nés sont en fait des réactionnaires, on peut noter par exemple que Foucault a écrit des choses très positives sur la révolution islamique en Iran. Puis, quand le régime instauré par Khomeini a fait de l'homosexualité un crime punissable de la peine de mort, Foucault s'est limité à se taire. Mais il ne s'est jamais expliqué sur ces prises de position positives.

**Mais, encore une fois, des choses comme celles que nous avons évoquées (invasion de l'Irak, politique vis-à-vis d'Israël, etc.), tout cela peut donner une certaine compréhension pour les réactions dures, non ? Concernant le conflit israélo-palestinien en particulier, quel est votre point de vue à ce sujet, en tant qu'ancien militant de la cause palestinienne au Liban ? Et aussi sur les éventuels espoirs possibles ?**

Bien sûr, cette politique du gouvernement israélien est une catastrophe. Mais le Hamas porte une énorme responsabilité. Il a sacrifié 70.000 Palestiniens. Pour moi, ils ont une idéologie de la mort, comme l'avait Khomeini notamment. Et les attaques du 7 octobre ont été une aubaine pour Netanyahu et son gouvernement, qui étaient contestés par un grand mouvement dans la population israélienne, avant ces attaques. Elles leur ont permis de se maintenir au pouvoir et de faire taire la contestation. Avec le Fatah, dans le passé, les choses auraient pu marcher. Mais depuis l'échec des accords d'Oslo, un État palestinien n'est d'après moi plus possible à Gaza, et quant au reste de la Palestine, les ultra-sionistes vont continuer à grignoter du terrain, petit à petit. En fait, on peut dire que le Hamas et le Likoud ont factuellement travaillé ensemble. Tous les deux sont dans un communautarisme destructeur.

**Pour revenir au post-colonialisme et aux auteurs qui l'ont critiqué, y a-t-il l'un ou l'autre d'entre eux que vous conseilleriez particulièrement ?**

Il y a notamment le philosophe britannique Roger Scruton, en particulier pour son livre *Thinkers of the New Left*, où il critique entre autres Foucault. Par ailleurs, voici une observation particulièrement intéressante qu'on peut faire : j'ai mené une petite recherche sur les auteurs qui ont critiqué le wokisme et les courants d'où il provient ; je me suis alors rendu compte que de telles approches n'ont pas du tout commencé avec Trump et ses partisans, contrairement à ce qu'on dit d'habitude ; il y avait déjà, bien avant eux, une réaction critique de toute une série d'intellectuels, par rapport à ces courants. Il est essentiel de ne pas réduire ces critiques à celles qui viennent de l'extrême droite, de Trump et compagnie, etc. Et, je le dis encore une fois, ce post-colonialisme ou ce wokisme sont eux-mêmes des formes de pensées réactionnaires et communautaristes.

**Propos recueillis par Daniel Zink, octobre 2025. Revus et corrigés par Ralph Ghaban.**

<sup>1</sup> Pour un texte spécialement explicite sur l'idéologie concernée, voir : *Migration, Sustainable Development and the Role of Business*, un.org, 2013. Voir aussi *Repository of Practices*, migrationnetwork.un.org, 2019. Notons encore que le pacte migratoire mondial se dit en anglais *Global Migration Compact*. Dans l'article du *Kairos* n°72, sur base d'une interview audio, j'avais parlé du *Global Migration Programme*, qui se relie à tout cela mais est autre chose encore.



les rapports de domination n'avait rien de neuf, Marx l'avait déjà développée.

**Concernant le marxisme, je crois que vous êtes critique sur ce courant aussi, non ?**

La nouvelle gauche, que j'ai essayé de contribuer à construire, est un courant marxiste ; c'est le marxisme soviétique, surtout, duquel nous nous sommes distancés. Je suis aussi très critique sur le maoïsme, qui a également eu une forte influence sur ce qu'est devenue la gauche française, avec notamment son soutien au communautarisme. Mais pour revenir au postmodernisme lui-même, en rapport avec la France justement, ce courant est venu de ce pays, avant d'aller aux États-Unis, d'où il est ensuite revenu, sous la forme du post-colonialisme et du wokisme. En fait, du postmodernisme lui-même, il ne reste rien, il n'a pas laissé de vraies traces intellectuelles. Qui se souvient encore, par exemple, des idées de Derrida ? Mais ce que ce courant a laissé, ce sont des effets destructeurs, comme ces phénomènes que je viens de citer. D'ailleurs, au sujet de Derrida, il est intéressant de savoir que peu avant sa mort, il a prédit la disparition de ses idées !

# Néocolonialisme et angélisme : deux entraves au dialogue des peuples

Illustration : Mstigris

## APPROCHES DE MICHAEL LÜDERS

*Guerres hégémoniques, politiques néocoloniales et rapports d'exploitation : ces phénomènes sont incontournables, si l'on veut comprendre les migrations et les difficultés d'intégration. Un de leurs meilleurs analystes est sans aucun doute l'islamologue, politologue et philosophe Michael Lüders. Celui-ci s'inscrit, à bien des égards, dans la riche et humaniste tradition de l'orientalisme allemand. Par ailleurs, tout en critiquant radicalement les dirigeants occidentaux, il a la grande qualité d'éviter, en général, les écueils d'une critique unilatérale de l'Ouest.*

### MAINTIEN DES CLANS : UNE CAUSE ESSENTIELLE

Après avoir étudié en Syrie et en Égypte notamment, pays où il acquiert et approfondit sa connaissance de la langue arabe, Michael Lüders a longtemps travaillé chez *Die Zeit*, un des principaux journaux allemands.<sup>1</sup> De 1993 à 2002, il y a été le responsable éditorial pour le Proche-Orient, région où il voyagera très souvent. De 2015 à 2022, il préside la *Deutsch-Arabischen Gesellschaft* (Société germano-arabe)<sup>2</sup>, un des nombreux signes de sa forte sympathie pour le monde arabo-musulman. À partir de la fin des années 1990, Lüders publie une série d'essais sur les cultures arabo-musulmanes et les rapports internationaux, ainsi que des romans inspirés par les mêmes sujets. Il est sans aucun doute un des acteurs des médias classiques dont l'évolution a été la plus intéressante : après avoir pendant un certain temps développé des analyses relativement classiques, il s'est toujours plus distancé des visions dominantes. Par exemple, s'il avait d'abord été favorable à l'intervention militaire en Libye, il remet ensuite en cause ce positionnement (non par sympathie pour le pouvoir de Mouammar Kadhafi, mais du fait des conséquences comme des vraies motivations de l'intervention en question).<sup>3</sup> Il dénonce aussi, depuis 2012 au moins, les intentions états-uniennes et israéliennes de provoquer une guerre contre l'Iran.<sup>4</sup> Il est aussi l'un des critiques les plus durs des politiques du pouvoir israélien et de ses alliés vis-à-vis des Palestiniens, malgré tous les problèmes qu'un tel choix entraîne en Allemagne, où la « solidarité avec Israël » est globalement un dogme étatique et médiatique. Notons encore que Lüders, qui ne s'était jusque-là jamais lié à un parti politique, a rejoint en 2024 le Bündnis Sarah Wagenknecht, un des rares partis s'efforçant de favoriser des politiques allemande et européenne indépendantes, tout en s'efforçant de penser au-delà des dogmes de droite comme de gauche.

Du fait de leur souci d'exactitude, de globalité et de précision historique, les analyses de Michael Lüders peuvent fortement aider le lecteur à éviter les unilatéralités auxquelles mènent une grande partie des approches très critiques de l'Occident, qui tendent très souvent à présenter l'Ouest comme la toute première voire unique vraie source du mal dans le monde. Concernant l'accessibilité de ses approches dans des langues moins difficiles que l'allemand, signalons surtout la traduction en anglais d'un de ses livres les plus importants, *Wer den Wind sät – Was westliche Politik im Orient anrichtet* (Qui sème le vent. Ce que la politique de l'Ouest provoque en Orient), paru sous le titre *Blowback, Six Decades of Western Interference in the Middle East*, chez Old Street Publishing.

Un élément très important des analyses de Michael Lüders concerne les difficultés à dépasser le clanisme ou le communautarisme et, dans le même sens, le règne des oligarchies, en particulier dans le monde arabo-musulman. À cet égard, il met bien en valeur une cause très significative : le rôle des politiques internationales occidentales. Ce faisant, ce politologue complète notamment les causes mises en avant par Ralph Ghadban. Dans *Wer den Wind sät/Blowback*, il écrit : « *Clan, famille, confession, ethnique : telle est la signature de l'État féodal en Orient. Il ne les a pas créés, mais il les utilise à ses fins. L'identité de l'individu fait généralement partie de l'identité du groupe auquel il appartient. L'individualisme tel qu'il est vécu en Occident, dans un contexte de mobilité et de modernité, peut difficilement s'épanouir et encore moins s'imposer, dans un contexte de blocage du développement social. Il en va de même pour une pensée réformatrice qui interprète le Coran autrement que de manière littérale. Clan, famille, confession, ethnique : cela signifie également que les nouvelles identités de groupe fondées sur des bases sociales ont du mal à s'imposer, face aux identités traditionnelles. Dans les villes et les métropoles, la chose a en partie réussi, mais cette évolution prend généralement fin dès que la guerre, la violence et l'effondrement de l'État central obligent les populations à organiser leur survie. Elles se replient alors sur leurs communautés, dont la solidarité est éprouvée depuis des siècles, et qui s'imposent dans le sang.* »<sup>5</sup> Ainsi, Lüders pointe spécialement la criminalité des sanctions auxquelles l'Irak a été soumis de 1990 à 2003 : « *Seul l'Irak comptait une classe moyenne forte, qui aurait pu oser se révolter contre Saddam Hussein – si elle n'avait pas été pulvérisée par les sanctions.* »<sup>6</sup>

Quand on connaît les implications essentielles de plusieurs puissances occidentales dans les guerres dévastatrices en Syrie, en Libye, au Yémen ou encore en Afghanistan, en plus de ce qui concerne l'Irak, on mesure toute la responsabilité de ces puissances quant aux difficultés des pays concernés à dépasser le clanisme et régimes oligarchiques. En outre, ces guerres sont évidemment une cause très importante de migrations forcées. En même temps, comme évoqué, les approches de Michael Lüders permettent, grâce à leur globalité, de ne pas se limiter à considérer une part des causes seulement. En effet, les responsabilités d'une série de pays ou de mouvements arabo-musulmans, responsabilités elles aussi très lourdes, ressortent également et clairement de ses approches. Cela concerne notamment les guerres en Syrie, au Yémen et en Libye. Rappelons aussi qu'à côté de ces obstacles au dépassement du communautarisme, obstacles qui émanent d'une part de l'Occident, une autre part de celui-ci est en même temps à

l'origine de ce qui peut justement permettre le dépassement en question : idéaux des droits de l'homme, meilleure part des Lumières, idéalisme moderne, etc.

### LA RÉVOLUTION IRANIENNE, SUITE D'UN CRIME OUBLIÉ

Pour revenir aux influences nocives, un des cas les plus graves et en même temps les plus éclairants concerne la révolution iranienne, en lien avec des agissements occidentaux remontant au début des années 1950. Là encore, les analyses de Lüders complètent particulièrement bien celles de Ghadban. En effet, autant le pouvoir iranien (comme tant d'autres), surtout à l'époque de Khomeini, méritait de nombreuses critiques, autant il est important de mettre également en valeur certaines responsabilités aussi essentielles que peu connues, en relation avec le régime concerné. Dans *Wer den Wind sät/Blowback*, là encore, Lüders souligne le rôle essentiel joué par le coup d'État perpétré en Iran, en 1953, par les pouvoirs britannique et états-uniens, coup d'État où Winston Churchill, soi-disant héros de la démocratie, a joué le rôle central. Ce putsch a renversé le premier ministre Mohammad Mossadegh et son gouvernement, qui avaient été élus démocratiquement. Seul « tort » de Mossadegh : avoir voulu nationaliser le pétrole iranien, pour que le peuple du pays puisse profiter de cette ressource. En effet, comme le résume Lüders : « *Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, environ 800 millions de livres sterling de bénéfices avaient été transférées vers la Grande-Bretagne, tandis que l'Iran n'avait reçu que 105 millions de livres.* »<sup>7</sup> Il faut savoir que Mossadegh était un admirateur de Gandhi et d'Abraham Lincoln, et qu'il espérait notamment bénéficier du soutien des États-Unis. Il croyait en effet aux idéaux des pères fondateurs de ce pays. Il se méfiait davantage du pouvoir britannique. À juste titre, car celui-ci, malgré la réticence qu'avait à la base son homologue d'outre-Atlantique, parvient finalement à obtenir le soutien états-unien pour l'opération de déstabilisation planifiée. Celle-ci sera réalisée par le service secret britannique MI6 et la CIA. Des dizaines de journalistes sont payés pour discréditer le gouvernement iranien (Mossadegh sera même comparé à Hitler !); des militaires sont corrompus; des membres de la pègre sont achetés pour troubler l'ordre public, afin de donner l'impression que les autorités ne contrôlent pas la situation; un officier de haut niveau, important soutien de Mossadegh, est assassiné; etc. Ces machinations portent leurs fruits et, lors de l'été 1953, le gouvernement iranien démocratique est remplacé par la dictature du Shah, monarque contrôlé par les pouvoirs britanniques et états-uniens. Pour Lüders et d'autres observateurs (et la chose paraît évidente), la révolution iranienne de 1979, dirigée contre la dictature en question, est à bien des

égard une conséquence, quelques décennies plus tard, de ce crime politique. Notons que, entre-temps, déclassification de documents oblige, la CIA a dû reconnaître officiellement son rôle dans ce coup d'État. Comme le rapporte *Le Monde* : « la CIA reconnaît avoir orchestré le coup d'État qui a renversé le premier ministre iranien, Mohamed Mossadegh, le 18 août 1953, après qu'il eut nationalisé le pétrole du pays<sup>8</sup> ».

Ici aussi, il paraît très clair que ces politiques font pleinement partie des causes des obstacles que rencontre le monde musulman en matière de dépassement du clanisme ou du communautarisme. En effet, là où, dès les années 1950, l'Iran aurait pu être gouverné par un pouvoir progressiste et soucieux des intérêts du pays, une dictature pilotée par l'étranger a maintenu la nation sous contrôle et dans un rapport d'exploitation, avant que tout cela ne contribue fortement à l'arrivée au pouvoir d'un régime islamiste.

## CALVAIRE PALESTINIEN ET REJET DE L'OUEST

Dans son récent livre sur le conflit israélo-palestinien, *Krieg ohne Ende (La guerre sans fin)*, Goldmann, (2024), Michael Lüders présente un historique très précis de ce qu'on nomme le conflit israélo-palestinien, depuis les origines jusqu'aux attaques du 7 octobre 2023, puis aux répressions génocidaires qui les ont suivies. De cet historique, il ressort notamment la mollesse des réactions occidentales et autres face aux spoliations continues frappant les Palestiniens, le fait que les tendances ségrégationnistes, racistes et même génocidaires d'une grande part de la droite israélienne se manifestaient clairement depuis bien longtemps déjà, ou encore le fait que dans les présentations desdites attaques du 7 octobre, des affirmations non prouvées et des mensonges ont été introduits. Lüders critique fortement les auteurs des attaques concernées, tout en rappelant la manière dont la charte du Hamas présente Israël et les Juifs. Manière qui, selon cet auteur, relève des caricatures qu'on cultivait au Moyen-Âge, à l'égard de cette communauté. Il insiste néanmoins sur le fait que le Hamas ne peut être réduit à un groupement terroriste, car il est aussi l'organisation autour de laquelle une très grande partie des Palestiniens a été amenée à se rassembler, pour tenter de résister, poussés en cela par les politiques israéliennes criminelles, dont l'affaiblissement de l'OLP au profit du Hamas (politique intentionnelle du Likoud notamment, le Hamas étant l'ennemi donnant les prétextes les plus efficaces aux politiques israéliennes ségrégationnistes et génocidaires). Lüders déconstruit également en détail les affirmations non prouvées et les mensonges évoqués à l'égard du 7 octobre. De son analyse, il ressort par exemple que, contrairement à ce que de nombreux médias ont répété sans vérifications, et comme cela ressort du rapport de l'ONU portant sur ces événements, il n'y a aucun fondement aux accusations d'assassinats de nombreux enfants en bas-âge, lors des attaques en question. La chose est très grave et importante, car c'est en particulier de telles accusations et mensonges qui ont permis au pouvoir israélien d'obtenir soutien ou passivité, au cours de sa riposte monstrueusement disproportionnée. Ces traitements iniques de la Palestine comptent très probablement parmi les plus graves causes de tendances à rejeter l'Ouest ou à ne pas vouloir s'intégrer dans les sociétés occidentales, du côté de nombreux arabo-musulmans.

Lüders souligne cependant bien ceci : constater tout cela ne revient pas du tout à nier la criminalité des attaques du 7 octobre. Pour des sources particulièrement crédibles à cet égard – du fait de son lien avec le Qatar et donc avec les Frères musulmans (dont fait partie le Hamas), on peut consulter notamment deux reportages d'Al Jazeera, qui reconnaît pleinement le fait que le Hamas a commis des assassinats de civils, ce jour-là, et par centaines<sup>9</sup>, même en tenant compte de l'application de la fameuse directive Hannibal. Ainsi, il paraît évident que le Hamas porte lui aussi une très lourde responsabilité, entre autres vis-à-vis de la mort de dizaines de milliers de Palestiniens, suite à ces événements. En effet, outre la gravité des assassinats qu'il a commis en eux-mêmes, il était évident, vu la nature du pouvoir israélien actuel, que celui-ci allait réagir avec la plus grande brutalité. Dans le même sens, le rapport de l'ONU évoqué plus haut est très crédible lui aussi, car il est accablant pour le pouvoir israélien ; or, ce rapport



Illustration : Noir&Clair

fait clairement apparaître, également, la gravité des crimes commis par le Hamas et ses alliés, lors des attaques du 7 octobre.<sup>10</sup> (Notons que le rapport en question est très concis, comptant une vingtaine de pages).

## AUTOCRITIQUE SANS AUTODESTRUCTION

Pour revenir à l'enjeu de l'évitement des critiques unilatérales de l'Occident, un exemple particulièrement intéressant, dans les analyses de Michael Lüders, est sa présentation de l'expansion du wahhabisme au Moyen-Orient. En effet, cette expansion a eu lieu à une époque (fin du XVIII<sup>e</sup> s. et tout début du XX<sup>e</sup> s.) où la domination occidentale n'avait pas encore commencé, dans cette région, et où celle-ci se trouvait sous domination musulmane – plus précisément, ottomane. Ceci contredit donc l'idée que les courants destructeurs n'existeraient qu'en Occident ou presque, ou qu'ils ne naîtraient qu'en tant que conséquences des politiques occidentales. Un autre des intérêts de cette approche est de contribuer à réfuter les visions naïves et se voulant progressistes, à l'égard du courant dont il s'agit. Dans ce sens, l'évocation par Lüders, à la fin de sa présentation, des prolongements actuels du mouvement concerné, cette évocation est elle aussi éclairante. (Il faut juste préciser, concernant le pouvoir saoudien en tant que tel – dont il va être question –, que celui-ci réalise depuis plusieurs années certaines réformes, qui concernent avant tout le pays même. Néanmoins, à l'égard d'une grande part du wahhabisme et du salafisme en général, la présentation qui suit garde son actualité, même si elle date d'une petite décennie). Quelques extraits de la présentation en question :

« En 1801, les wahhabites attaquent Kerbala en Irak, l'une des villes saintes des chiites. Ils y massacrent environ 5.000 personnes, dont des femmes et des enfants, réduisent des milliers d'autres en esclavage et détruisent plusieurs tombes de saints chiites, dont celle de l'imam Hussein, petit-fils assassiné du prophète Mahomet. En 1803, les Al-Saoud et les wahhabites conquièrent La Mecque et incendient la vieille ville, y compris ses sanctuaires et ses tombes, notamment celle du prophète. Ils rasent des siècles d'histoire architecturale islamique autour de la Grande Mosquée. La Sublime Porte [l'Empire ottoman] réagit à ce sacrilège en envoyant des troupes repousser les assaillants vers leur fief, à l'est de l'actuelle capitale Riyad. Mais en 1824, ils conquièrent à nouveau La Mecque et Médine. [...] Après la victoire, Abd al-Asis Ibn Saoud (1880-1953), fondateur de l'Arabie saoudite, fait exécuter publiquement à l'épée 40.000 opposants au wahhabisme. Ses partisans pillent le trésor de la mosquée du Prophète à Médine et brûlent tous les livres qu'ils y trouvent, à l'exception du Coran. Ils interdisent la musique, les fleurs, le tabac et le café. Sous peine de mort, les hommes doivent se laisser pousser la barbe, les femmes se voiler et éviter de se montrer en public. Les talibans, Al-Qaida et l'« État islamique », frères dans l'esprit du wahhabisme, agissent aujourd'hui de manière très similaire. Depuis que les revenus pétroliers ont commencé à affluer, dans les années 1930 [...], Riyad poursuit l'objectif politique de diffuser le wahhabisme dans l'ensemble

du monde islamique et de « wahhabiser » l'islam. Des milliards de dollars ont depuis été dépensés dans ce but [...]. L'objectif est poursuivi notamment en utilisant les courants salafistes, qui trouvent également un écho en Europe [...], auprès des jeunes musulmans déracinés. Le salafisme dans sa forme actuelle est un « wahhabisme light » : il désigne un courant ultra-conservateur [...] qui est à la fois idéologie politique et mode *Die Zeit* de vie.<sup>11</sup> »

Une réflexion récente de Susan Neiman permet particulièrement bien de mettre en valeur l'importance d'approches globales comme celles dont il s'agit ici : lors d'une interview récente abordant notamment la crise à Gaza<sup>12</sup>, cette philosophe rappelle que cette crise « n'est pas un match de foot » ; son idée est qu'il ne s'agit pas d'être « avec les Palestiniens » ou « avec les Israéliens », mais de soutenir ceux qui, des deux côtés, luttent pour la justice et contre l'extrémisme violent. Une telle réflexion s'applique à bien d'autres dualités : Nord-Sud, Orient-Occident, etc. Il s'agit là aussi d'éviter chaque fois les partis pris simplistes, ainsi que les deux écueils que sont d'une part le manque d'autocritique et, d'autre part, l'autocritique unilatérale et autodestructrice.

Daniel Zink

1. [https://www.zeit.de/autoren/L/Michael\\_Lueders/index.xml](https://www.zeit.de/autoren/L/Michael_Lueders/index.xml)

2. <https://epo.de/11851-deutsch-arabische-gesellschaft-michael-lueders-tritt-nachfolge-von-peter-scholl-latour-an/>

3. Lüders, M., *Wer den Wind sät*, C. H. Beck, 2015, aussi en anglais, sous le titre *Blowback*, Old Street Publishing, 2017.

4. Lüders, M., *Iran. Den falschen Krieg*, C. H. Beck, 2012.

5. *Wer den Wind sät*, rééd. 2017, p. 62. Tous les passages cités sont traduits par DeepL et relus (comparativement avec l'original allemand) par D. Z.

6. *Ibidem*, p. 60.

7. *Ibidem*, p. 15.

8. [https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2013/08/19/la-cia-reconnait-avoir-renverse-le-premier-ministre-iranien-en-1953\\_3463576\\_3222.html](https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2013/08/19/la-cia-reconnait-avoir-renverse-le-premier-ministre-iranien-en-1953_3463576_3222.html)

9. [https://www.youtube.com/watch?v=\\_0atzea-mPY](https://www.youtube.com/watch?v=_0atzea-mPY) ; [https://www.youtube.com/watch?v=\\_0atzea-mPY&list=PLzGHk819vTzerKQN9VbjG3uVNzkCtylC&index=7](https://www.youtube.com/watch?v=_0atzea-mPY&list=PLzGHk819vTzerKQN9VbjG3uVNzkCtylC&index=7)

10. <https://docs.un.org/fr/A/HRC/56/26>

11. *Wer den Wind sät*, op. cit., p. 29 sqq.

12. <https://www.youtube.com/watch?v=y3arwjTtvK4>

# Immigration et heurts socio-culturels

*« Au sein d'un même pays, les gens vivant dans les grandes métropoles et ceux relégués à leur périphérie, les gens des quartiers résidentiels et ceux des banlieues et des bidonvilles, les gens naturalisés depuis des générations et ceux issus de l'immigration, les gens d'une région et ceux d'une autre, n'éprouvent pas le sentiment d'appartenir à une même essence qui transcende leurs lots existentiels respectifs. »<sup>1</sup>*

Frédéric Schiffter

**L'avenir économique et démographique de l'Europe passerait-il par le recours à l'immigration massive ? Si la proposition n'est plus tellement à l'ordre du jour chez les décideurs politiques<sup>2</sup>, l'argument s'entend régulièrement dans le débat d'idées et peut, en effet, se discuter<sup>3</sup>. Quand bien même serait-ce là une potion magique pour redonner un coup de fouet à un vieux continent fatigué, posons-nous la question qui fâche, puisqu'elle renverrait à la forme douce et sournoise de la xénophobie : comment faire cohabiter des cultures (très) différentes sur un même territoire ?<sup>4</sup>**

Les optimistes-idéalistes parlent de la possibilité, voire de l'assurance d'intégration par l'éducation civique, démocratique ou républicaine — pour l'aspect noble — ou par le travail, voire la consommation — pour l'aspect terre à terre. Creuset par excellence du multiculturalisme, l'École publique est appelée à jouer un rôle fondamental. En seconde ligne, le secteur associatif intervient par son intense travail de terrain. Tous font le pari que l'altruisme et la fraternité ou sororité<sup>5</sup> universelle triompheront à coup sûr de l'égoïsme et du repli, si tout le monde y met du sien. Leur foi en l'être humain est inébranlable. Les plus optimistes (et cyniques ?) d'entre eux ajoutent que l'occidentalisation du monde — par la technique, le travail, la consommation, l'*ethos* individualiste — aurait déjà fait 90% du boulot d'intégration. En gros, c'est la position de la gauche, mais aussi de certains néolibéraux.

Les pessimistes-pragmatiques déclarent la mission impossible, pour 5 raisons.

1. Une intégration réussie ne peut concerner qu'un nombre limité d'immigrés, pas des vagues successives arrivant au gré de conflits plus ou moins lointains. Soumis à des changements incessants, les autochtones risquent de ne plus être capables de les assimiler<sup>6</sup>.
2. Le clanisme, la prégnance de la religion et des traditions (comme les mariages arrangés ou forcés) sont facteurs de division et de conflictualité, les migrants emportant avec eux un imaginaire et des habitudes souvent radicalement différents de ceux des autochtones.
3. Le ressentiment des peuples du Sud global envers l'impérialisme occidental ne facilite pas une cohabitation harmonieuse. Il ne s'efface pas automatiquement lors de l'installation dans le pays d'accueil, il n'y a pas de remise des compteurs à zéro.
4. Depuis l'arrivée du néolibéralisme dans les années 1980, les corps intermédiaires (partis, syndicats, maisons du peuple) s'étant affaiblis, les églises étant désertées, le marché de l'emploi ayant rétréci et s'étant dégradé, le service militaire étant aboli<sup>7</sup>, les modes d'intégration et de socialisation traditionnels se raréfient ou disparaissent, sans être véritablement remplacés<sup>8</sup>.
5. Entre-temps, la société s'est numérisée, la vie devenue spectrale<sup>9</sup> passe par les écrans et nivelle tous les individus, quelle que soit leur origine, leur âge, leur condition sociale ou leur sexe. La connexion au monde virtuel les déconnecte de leur empathie, la violence primaire explose non seulement sur les réseaux (a)sociaux, mais IRL (*In Real Life*), à l'école, à l'hôpital, dans la rue...<sup>10</sup> Ces réflexions montrent l'importance de la culture pour penser l'immigration, plutôt que d'aligner chiffres, graphiques et statistiques.

Une certaine conception de la laïcisation des sociétés européennes empêche de s'intéresser à l'anthropologie culturelle, comme si celle-ci entraînait le risque du retour des hiérarchies (religieuses, sociales, politiques). Désormais sous influence de l'idéologie anglo-saxonne, une bonne partie de la gauche — celle qui se fait bruyamment entendre sur la Toile — ne veut plus prendre en considération une « culture européenne », ni même les cultures européennes, avec leurs relents moisis. Comme si culture européenne et solidarité internationale étaient antinomiques ; comme s'il était impossible de porter un kilt, jouer de la cornemuse et avoir des amis immigrés, militer pour la Palestine. Les plus sectaires vont même plus loin : ils considèrent qu'y réfléchir relèverait d'une démarche intellectuelle d'extrême droite<sup>11</sup> ! Donc, pour être « de gauche » de nos jours, cessons de penser « anthropologiquement »<sup>12</sup> et ne nous intéressons plus au réel, qui est d'extrême droite. Soyons platoniciens, lançons-nous à corps perdu dans la déconstruction (cf. Jacques Derrida), débusquons le fascisme sous toutes ses formes et clamons les slogans généreux « No Borders » et « Refugees, welcome ! ». Posture d'une gauche morale qui place l'irénisme humanitaire avant la recherche d'une culture commune au sein des nations, objectif qu'elle avait poursuivi traditionnellement. Comment en est-on arrivé là ?

## L'EUROPE DU PROGRESSISME

Sitôt la propagande nazie éteinte, c'est sous le tir nourri d'une autre propagande — sociale-démocrate à l'ouest, communiste à l'est — que tous les Européens ont embrassé le progressisme et en ont fait leur boussole doctrinale. Un progressisme qui a la peau dure, résume l'anthropologue Michael Singleton : « Et, nonobstant deux guerres mondiales, Auschwitz et Tchernobyl, il y a peu d'Occidentaux qui ne pensent pas que l'Occident se trouve toujours à la pointe du progrès »<sup>13</sup>. Les Occidentaux ne sont pas les seuls à le penser. L'Europe de l'ouest conserve bien sa réputation de paradis du progrès matériel que beaucoup de migrants rêvent de rejoindre, serait-ce au péril de leur vie. De ce point de vue, le Brexit et la montée des droites illibérales (Pologne, Hongrie et, dans une moindre mesure, Italie, possiblement Roumanie) n'ont fondamentalement rien changé dans l'image que se font les migrants de notre continent. Que ceux qui s'inquiètent de la droitisation de la société relativisent. Jusqu'à nouvel ordre, l'Union européenne (UE) s'inscrit dans la téléologie du Progrès : accroissement de la production, amélioration des conditions de vie grâce à l'essor technique infini, progression de l'égalité, règne grisant de la vitesse, mouvement vers la « créolisation »... Portés par la vague populiste, les États qui renâclent (cf. *supra*) ont quelques ennuis avec l'UE. Malgré les tribulations (grèves, faillites d'entreprises, vagues de licenciements, délocalisations, récession économique, attentats terroristes, guerres, catastrophes sanitaires, naturelles et climatiques), demain tout ira mieux, à deux conditions. D'une part, avoir la volonté politique de faire table rase du passé maudit, qui est patriarcal, sexiste, hétéronormé, nationaliste, impérialiste, colonialiste, raciste, rationaliste et scientiste (bizarrement, belliciste ne figure plus dans la liste) ; d'autre part, en faisant confiance à un héritage du marxisme, le matérialisme dialectique : un jour, du mal accouchera le

bien. Il s'agit donc de se montrer paradoxalement actif et attentiste, en faisant confiance à la « ruse de la raison » qui dirige en sous-main la marche de l'Histoire. Alors toutes les valeurs fondamentales du passé seront balayées, la Morale sera accomplie, adviendra un éden multiculturel, inclusif, inter-sectionnel, (faussement) écologique, technologique, en un mot, woke, que le monde entier nous enviera, dans une dynamique néo-coloniale. Nous ne connaissons pas la dictature du prolétariat. Celle de la diversité sera-t-elle plus sympathique ?

## COMMENT DÉFINIR LA CULTURE EUROPÉENNE ?

Le standard occidental se définit par l'alliance de l'État de droit, de la démocratie représentative, de l'économie de marché et de la culture de masse. Voilà pour une lecture rapide. Mais qu'est-ce qui définirait la culture européenne, ce qui, de son passé, continue de travailler le présent ? Selon le philosophe Jean Birnbaum, son trait le plus significatif est « ce pluralisme qui a toujours été le fondement de la notion de liberté européenne<sup>14</sup> », soit une saine psychodiversité qui voisine avec l'ethnodiversité<sup>15</sup>. L'essayiste Christian Salmon ajoute que « la construction européenne est un processus volontariste et institutionnel d'harmonisation des normes. La culture, elle, se nourrit de différence ; elle ne se construit pas à coup de décret et de compromis, elle est une expérience intense de l'altérité<sup>16</sup>. » La plus grande menace vient d'abord d'outre-Atlantique, donc d'une partie de ladite culture occidentale, comme un monstre qui se dévore lui-même, « car ce sont les principes fondateurs de l'humanisme européen, affirmant l'autonomie du jugement et le libre choix, et induisant leur corollaire, soit le principe de responsabilité et le droit des sociétés à décider en commun de leur destin, que l'esprit de la Silicon Valley a détruit en l'espace d'une génération à une vitesse exponentielle<sup>17</sup> », observe le philosophe Éric Sadin. Cet esprit siliconien de disruption continue, de pulvérisation de toutes limites, de prééminence des intérêts privés est représenté entre autres par Elon Musk, promoteur de l'intelligence artificielle, du transhumanisme, de l'électrification automobile et de la conquête spatiale (le wokisme en moins). Ensuite, l'intérêt de la Commission européenne pour le système de crédit social à la chinoise doit aussi nous alerter. L'Europe bientôt otage de la « Chinamerica » ? Une vision encore plus pessimiste nous est fournie par Marc Weinstein : « [...] la logique et la fonction historique de l'État occidental est de mettre fin à la civilisation humaine en faisant passer l'humanité de la longue époque de la loi souveraine (avec principe de territorialité) à la gouvernamentalité techno-économique, c'est-à-dire à une forme de domination dans laquelle le droit (techno-économique) est sans loi (éthico-politique), sans territoire, sans souveraineté<sup>18</sup> ». En germe depuis le Moyen Âge, le mouvement totalitaire serait la destinée de l'Occident. Et quand ce mouvement civilisationnel est rejoint par le dragon chinois, nous tombons dans le « collectivisme oligarchique » (cf. George Orwell), porté par le Forum économique mondial, qui menace le contrat social des peuples européens, bien avant la Russie de Vladimir Poutine et l'immigration.

Pour l'anarchiste Pierre-Joseph Proudhon, le but de la société était de tendre vers la liberté et la pluralité, traits qui appartiennent depuis longtemps à la culture européenne. Nous nous concentrerons ici sur la pluralité — le pluralisme étant sa traduction philosophique — des idées, des croyances, des valeurs, des goûts, des mœurs. Elle a trouvé sa traduction dans la philosophie libérale, suite aux guerres de religion, puis est devenue constitutive des rapports sociaux à partir du XVII<sup>e</sup> siècle (d'abord aux Pays-Bas et en Grande Bretagne) et a contribué ensuite à l'éclosion du système de gouvernements représentatifs basés sur une diversité de partis, dans le cadre des États-nations. Aujourd'hui, le processus s'est retourné contre lui-même, comme c'est souvent le cas. Dans nos « démocraties » postmodernes qui se veulent « inclusives », les conflits de classes sont opportunément occultés par la thématique de l'altérité culturelle, comme l'a remarqué Christophe Guilluy<sup>19</sup>, d'où les appels de la gauche au multiculturalisme, sous le patronage discret de divers groupes de pression, dont le plus actif et financièrement généreux est l'Open Society Foundation du milliardaire boursicoteur George Soros. Avec l'affirmation des minorités, le pluralisme se fait autoritaire et paradoxalement censeur. Suscitant la peur, une altérité politique teintée de conservatisme est de plus en plus souvent censurée. Seules les différences sont valorisées. « À la fois bruyantes et sourdes, les sociétés libérales sont de plus en plus fragmentées et divisées éthiquement, politiquement, culturellement, les clashes y sont de plus en plus tonitruants, mais ils concernent des communautés de plus en plus parcellaires et hermétiques<sup>20</sup> », analyse la philosophe Isabelle Barbéris. Les notions de peuple, de nation, de communauté politique prennent subitement un coup de vieux ! Certes, de nos jours la volonté politique est plus difficile à former que dans les

sociétés anciennes qui étaient dominées par la monarchie, la religion et la tradition. « *Le pluralisme moral et le multiculturalisme rendent problématique la définition de valeurs partagées par l'ensemble des citoyens. Les rapports entre les individus tendent dès lors à osciller entre une tolérante indifférence, rendue possible par l'absence de vivre-ensemble, et une incompréhension méfiante — voire une réelle xénophobie — génératrice, elle aussi, d'exclusion sociale<sup>21</sup>* ».

## COMBINER WOKISME ET IMMIGRATION ?

Il est difficile de prophétiser sur la société future, mais on peut déjà se poser certaines questions. Deux phénomènes convergent : la nouvelle immigration de masse et l'offensive idéologique de la gauche postmoderne. Comment s'articulent-ils ? Cette gauche est opportuniste. Sa doctrine étant aussi un antiracisme, il est attendu que ses militants ouvrent leurs bras aux immigrés. Ceux-ci, en retour, vont apprendre, avec un étonnement certain, qu'en Europe il est non seulement possible de changer de genre<sup>22</sup> (ce qui est effectivement possible, légalement), mais de changer de sexe (ce qui est par contre impossible, nonobstant chirurgie et prise d'hormones). Ils entendront que cela est possible, mais aussi *souhaitable<sup>23</sup>* ; qu'il faut à l'école éduquer les enfants — donc leurs enfants, égalité oblige — dès le plus jeune âge à toutes les formes de sexualités « originales », avec en ligne de mire la marginalisation de l'hétérosexualité ; que les nourrissons sont dûment piqués de vaccins avant d'entrer en crèche, et qu'ils le seront leur vie durant, jusqu'à 140 fois ; etc. C'est ce que leur clamera

la frange des citoyens qui se voit à la pointe du progrès. Les immigrés seront invités à épouser ce narratif — la gauche postmoderne démontrant par là même un idéalisme bêtifiant en croyant ou pariant que les deux causes vont finir par fusionner pour démettre le vieux patriarcat<sup>24</sup>. Bonne chance...

## PETIT VIATIQUE POUR TENTER LE COUP DE LA VIE EN COMMUN

Pour que les relations interculturelles sur un même territoire ne tournent pas au vinaigre, il va falloir que tout le monde mette de l'eau dans son vin(aigre). Pour les autochtones, reconsidérer le phénomène migratoire à l'aune des relations internationales, pas seulement sur le plan micro-politique de ses effets dans la vie quotidienne. Se plaindre de l'arrivée de nouveaux réfugiés tout en continuant à surconsommer — changer d'ordiphone tous les 18 mois, prendre l'avion 3 ou 4 fois par an, commander des vêtements en ligne chaque semaine, etc. —, c'est incohérent, stupide et immoral<sup>25</sup>. Pour les allochtones, de bien observer les mœurs des autochtones avant de les juger, de faire montre de prudence et d'esprit de concorde. Et avant tout, de respecter l'égalité femmes-hommes. Ils doivent également comprendre et admettre que le mode de fonctionnement clanique qu'ils importent le plus souvent est incompatible avec celui de l'idée d'une démocratie libérale (ou de ce qu'il en reste)<sup>26</sup>. Souvenons-nous des « *hommes de bonne volonté* » de Jules Romains, une proposition que d'aucuns trouveront peut-être « bisounours ». Mais rien ne nous empêche d'en faire un pari pascalien.

Nicolas Bart

1. Frédéric Schiffter, *Contre le peuple*, Séguier, 2020, p. 30.

2. En décembre dernier, l'Union européenne a durci sa politique migratoire. Cf. *Le Soir*, 09/12/2025.

3. Cf. Hervé Le Bras, *L'âge des migrations*, Autrement, 2017. En Belgique, l'universitaire François Gemenne est un chaud partisan de l'ouverture des frontières.

4. Prenons ici une des relativement nombreuses définitions de la culture, celle d'Edmund B. Tylor : « [...] tout complexe qui comprend les sciences, les croyances, les arts, la morale, les lois, les coutumes et les autres facultés ou habitudes acquises par l'homme en tant que membre de la société ». Cité in Philippe Bénétou, *Histoire de mots. Culture et civilisation*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1975, p. 113.

5. Termes que l'on peut remplacer par un mot unique : adelphité.

6. Parler de vagues n'est pas un fantasme d'extrême droite, ni seulement un élément de son discours. Par exemple, en 2015, 160.000 migrants sont entrés en Suède et l'Allemagne enregistrait 1.100.000 demandes d'asile. En février 2022, 350.000 Ukrainiens sont arrivés en Tchéquie.

7. En constatant cependant une tendance inverse depuis peu.

8. Reste malgré tout un tissu associatif assez important, mais qui ne semble pas fidéliser dans la durée autant que les corps traditionnels précités. Vu la diversité de l'offre, il est tentant pour les individus de butiner d'un collectif à l'autre.

9. Cf. Éric Sadin, *La vie spectrale. Penser l'ère du métavers et des IA génératives*, Grasset, 2023. Cf. également son nouveau-né : *Le désert de nous-mêmes. Le tournant intellectuel et créatif de l'intelligence artificielle*, L'Échappée, 2025.

10. Cf. Dany-Robert Dufour, *Sadique époque. Comment en sommes-nous arrivés là ?*, Le Cherche Midi, 2025.

11. En faisant précisément référence aux travaux de la Nouvelle Droite depuis les années 1970. Voir aujourd'hui la revue *Éléments* d'Alain de Benoist. Le linguiste Jean Szymowicz remarque : « [Mais] pour le militantisme gauchisant, tout ce qui est réel est de droite. Tout ce qui est de droite est d'extrême droite. Le réel est donc d'extrême droite. Dans cette boucle fantasmagorique, tout le vocabulaire analytique est susceptible de relever de l'horreur politique ». In *Revue des deux mondes*, mars 2025, p. 77.

12. Cependant, la gauche postmoderne prend l'anthropologie à géométrie variable, à rejeter quand elle concerne l'Occident, à étudier et considérer quand elle concerne le Sud global : « Les immigrés ont raison de défendre leur culture, mais les autochtones ne doivent pas le faire ». On retrouve l'habituel deux poids et deux mesures.

13. *Défaire le développement, refaire le monde* (ouvrage collectif), Parangon, 2003, pp. 151 & 152.

14. Jean Birnbaum, *Le courage de la nuance*, Seuil, 2021, p. 20.

15. Aujourd'hui, l'ethnodiversité est l'objet d'une attention toute militante, pendant que la psychodiversité s'amenuise par le nivellement des opinions, la bien-pensance et la censure.

16. Christian Salmon, *Verbicide. Du bon usage des cerveaux humains disponibles*, Climats, 2005, p. 108.

17. Éric Sadin, *La silicolonisation du monde. L'irrésistible expansion du libéralisme numérique*, L'Échappée, 2016, p. 30.

18. Marc Weinstein, *L'évolution totalitaire de l'Occident. Sacralité politique I*, Hermann, 2015, p. 196.

19. Cf. Christophe Guilluy, *Les dépossédés*, Flammarion, 2022.

20. Isabelle Barbéris, *Censures silencieuses*, PUF, 2024, p. 23.

21. Isabelle Cassiers (dir.), *Redéfinir la prospérité. Jalons pour un débat public*, L'Aube, 2011, p. 218.

22. Il est entendu que les changements de genre se retrouvent dans presque toutes les cultures et époques. C'en serait presque un invariant anthropologique.

23. Voir la « déclaration d'amour » de Sandrine Rousseau à la drag queen Minima Gesté : <https://www.youtube.com/shorts/5xCltcWifMM>.

24. Est réservée ici la thèse du prolétariat de substitution. C'est vraisemblablement pour cette raison que la gauche postmoderne a pris la défense de l'islam à bras le corps. L'« islamo-wokisme » serait capable d'abattre le capitalisme. Les paris sont ouverts...

25. Anticipons la repartie : « *Donc, si on ne surconsomme pas, alors on a le droit de se plaindre de l'immigration ?* ».

26. Ce fonctionnement clanique est aussi une réponse aux difficultés d'intégration dues au marché du travail rétréci et chaotique (bien que bureaucratifié comme jamais), au racisme résiduel (et non « systémique »), aux inégalités sociales et économiques, à la perte généralisée des repères moraux et à l'absence d'une éthique partagée, etc.

# Misère et criminalité

## En particulier à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle en France et aux USA aujourd'hui

### MISÈRE SOCIALE ET VIOLENCE DANS LA GRÈCE ANTIQUE

Socrate critiquait les sophistes qui mentaient avec aplomb, qui étaient les dirigeants de l'époque, vendant leur pacotille. Bref leurs guerres, inventant le droit de la guerre, inventant une sorte d'apparence, comme aujourd'hui on fait valoir des apparences qui servent à masquer des génocides, des crimes en tout genre. Socrate, bien sûr, ne critiquait pas la propagande de guerre, pas comme telle, mais il critiquait les méthodes qui servaient à la justifier, à fabriquer les valeurs servant à diriger les masses et à les convaincre de faire des guerres.

### MISÈRE OUVRIÈRE AU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE EN EUROPE

Il y a 150 ans, la bourgeoisie régnait sans partage sur la société. Critiques et préjugés bourgeois servaient de représentation du monde, de *Weltanschauung*. Le peuple passait pour une sorte de monstre. Il n'y avait plus de sens commun. Ou bien le sens commun s'opposait radicalement à ce qui tenait lieu de vérité, à ce qu'on n'appelait pas encore, à ce moment-là, une *idéologie*. On appelait idéologie la théorie des idées. On débattait au sujet de l'esprit absolu, ce qui correspond à l'axiomatique générale en vigueur, en d'autres mots de la métaphysique. La philosophie allemande de l'époque

de Marx parle seulement des illusions de la conscience. Elle ne voit pas là l'œuvre de la philosophie elle-même. Marx, lui, distingue la réalité et les idées qu'on fabrique et qu'on élabore à son sujet. C'est lui qui utilise le premier le terme idéologie dans son sens moderne. L'idéologie allemande décrite par Marx rend compte d'un fonctionnement, d'un ensemble de règles et d'axiomes servant à organiser la pensée, à lui imposer des normes.<sup>1</sup>

Derrière cette analyse relativement académique, c'est l'arrogance excessive, l'absurdité, les justifications et les explications obscènes, partout répandues, de la bourgeoisie, qui sont visées. Les stupidités de la philosophie servent à faire croire que ces sottises découlent d'une axiomatique qui serait

défectueuse. Marx explique qu'elle sert de fondation au rapport en vigueur dans la société entre les riches et les pauvres, aux rapports sociaux : les rapports de production. Aux rapports entre les possédants et ceux qui vendent leur force de travail. Ces sottises ont une fonction. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le terme idéologie s'est mis à désigner les croyances permettant à une classe de dominer la société, des croyances que les nouveaux appareils de diffusion des idées, que l'organisation du pouvoir avait tendance à considérer comme la vérité et à substituer au sens commun.

## LA VIOLENCE SYMBOLIQUE AU COURS DE LA SECONDE MOITIÉ DU XX<sup>E</sup> SIÈCLE

Pierre Bourdieu, lui, parle de violence symbolique dans la mesure où ces idées ne sont pas seulement utilisées dans le cadre des rapports sociaux et en politique, mais elles sont également enseignées, et passent pour un savoir, le seul savoir digne de ce nom. Avec l'école publique, l'école démocratique, on a franchi une étape supplémentaire. Le peuple, lui, menait sa vie. Comme de nos jours. Il élaborait de son côté une conception alternative du monde. Il théorisait à sa manière les idées de la bourgeoisie qu'il jugeait futiles, erronées. Il n'avait pas le choix. Il se faisait exploiter de la pire des façons. Marx n'a rien inventé. Pour se défendre, pour résister à cette idéologie, il avait même inventé une langue à lui, que la bourgeoisie, la classe dominante intitule argot en le dénigrant, en faisant de lui une mauvaise manière de parler. Le bourgeois méprise cette langue singulière, mais il ne peut s'empêcher de la trouver pittoresque. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, cette langue l'affolait. Elle lui faisait détester deux fois plus le peuple, parce qu'elle était une arme de combat, un outil de communication dans lequel il voyait un code, autrement dit un langage passablement secret qui s'ingéniait à rendre sa compréhension relativement ardue en utilisant des mots du langage usuel dans un autre sens, en fabriquant des néologismes, jouant sur les images qu'ils servaient à évoquer. Il s'agissait, pour déceler les intentions du peuple, pour déjouer ses calculs, de l'étudier, d'en faire un inventaire. C'est ainsi que l'on conserve des recensions de ce langage singulier. Charles Virmaitre a mis des années à rédiger son *Dictionnaire de l'argot fin-de-siècle*. Il a passé son temps à interroger des ouvriers, des chômeurs, des gens du peuple. Fait amusant, il a conscience que cette langue n'a qu'un temps, que sa banalisation la rendra progressivement inoffensive. « Dans cinquante ans, ce qui paraît brutal aujourd'hui paraîtra sûrement anodin » écrit-il dans la préface de son dictionnaire.<sup>2</sup>

Toutes sortes de phénomènes se produisent lorsque la misère s'accroît au-delà d'une norme acceptable. Ils sont liés à la logique utilisée pour justifier le pouvoir, l'autorité en place. L'autorité a besoin d'un justificatif qu'elle doit parvenir à imposer sans provoquer de séisme social. Elle se sert bien sûr de la terreur. Cette dernière s'accroît. Ou disons qu'elle évolue. Elle doit également s'adapter. La misère en France à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, malgré un taux d'emploi élevé, s'explique par la précarité extrême du travail, des salaires de misère ne couvrant pas les besoins vitaux, une urbanisation rapide et insalubre, ainsi qu'une quasi-absence de protection sociale. La pauvreté touchait des travailleurs actifs, et pas seulement les chômeurs. Le travail ne permettait pas de sortir de la pauvreté. *Germinal*, le fameux roman d'Émile Zola, symbolise cette misère des masses ouvrières. Tandis que les aventures d'Arsène Lupin ont tendance à transformer en héros un voleur professionnel et sa bande.<sup>3</sup> Elles servent également à banaliser la situation, alors que toute une partie du peuple fait cause commune avec les brigands et les voleurs, et que le vol socialisé et le partage du butin ont tendance à s'organiser, ce qui explique la crainte et la haine de la bourgeoisie pour ceux qui se prétendent anarchistes. L'anarchiste, le voleur d'alors sont en quelque sorte les terroristes d'aujourd'hui. Du reste, dans certains pays, l'anarchisme s'est transformé en terrorisme. En Russie, sous le régime bolchevique, les anarchistes furent parmi les premiers à être envoyés au goulag. Ce dernier a presque été créé pour eux. Il a ensuite servi à réduire le reste de la population au silence. Cela dit, le régime précédent, le tsarisme, a systématiquement réprimé les anarchistes également. C'est surtout sous les tsars et contre eux que l'anarchisme s'est développé en Russie. Les anarchistes commettaient des assassinats de personnalités politiques. Le tsar les envoyait en Sibérie, dans ce qui préfigure le goulag. Dans ce domaine, le bolchevisme

n'a pas inventé grand-chose. Il a dû faire face à un mouvement très organisé et particulièrement efficace dès le lendemain de la révolution d'octobre. De nature autoritaire, il n'est pas parvenu à intégrer les anarchistes et les opposants traditionnels au pouvoir et au système.

## LES PRÉCAIRES ÉTATS-UNIENS AUJOURD'HUI

Aux États-Unis, le taux de chômage a atteint un record historique de 14,80% en avril 2020, alors qu'il a été en moyenne de 5,67% entre 1948 et 2025. Il était de 4,4% environ en décembre 2025. Mais le taux d'emploi autrement dit la proportion de gens ayant un emploi parmi les personnes en âge de travailler, n'était que de 59,26%. Se prévaloir d'un faible taux de chômage ne signifie donc pas grand-chose. Le taux d'emploi représente une information plus significative. Beaucoup de personnes en âge de travailler ne sont ni en emploi, ni à la recherche active d'un emploi, et sont donc exclues du calcul du chômage. Plus de 40% de la population soit dépendent des services sociaux, soit sont sortis des radars.

Aux États-Unis, certains sans-emploi s'efforcent de survivre dans l'Oregon dans la nature ou ce qu'il en reste, après que des grandes entreprises l'ont massivement déboisée et transformée en semi-désert.<sup>4</sup> Autonomie, retour à la nature, aujourd'hui dévastée, exploitation dans le Sud global de gisements de déchets, exportés par les pays riches, économie parallèle, servent à faire face à la précarité. La guerre est également une option. Beaucoup de pauvres s'engagent dans l'armée et se retrouvent dans des néo-colonies où ils commettent souvent les pires exactions.

## LA MISÈRE DANS L'UNION EUROPÉENNE ET DANS LES PAYS RICHES EN GÉNÉRAL

Dans des pays riches, où, cependant, la proportion de pauvres est importante, la précarité peut atteindre des sommets également, mais des mesures sociales limitent en partie les divers phénomènes qui en découlent. Les gens y sont comme piégés. Ils ne comprennent pas pourquoi ils sont pauvres, alors que leur pays est particulièrement riche. Ils n'osent pas non plus s'exiler dans des pays réputés plus pauvres et surtout plus violents. Mais l'exil dans d'autres pays riches est courant. Il y a près d'un million de Français dans la région londonienne. Dans toute l'UE, la corruption s'aggrave fortement.

## MISÈRE ET RACISME

Les pays riches sont des pays où la proportion d'immigrés est importante. Ce sont les immigrés d'origine récente qui font tourner l'économie dans ce qu'elle a de plus rébarbatif. Ils y sont forcés de toutes sortes de façons. Par la misère, et surtout par l'illégalité que l'on entretient pour les forcer à accepter des conditions de travail très inférieures à la moyenne. Ils sont recrutés parce qu'on leur octroie un salaire très inférieur au salaire médian. Du reste, une grande partie d'entre eux font du travail non déclaré, travaillent pour des entreprises de sous-traitance en accomplissant les boulots pénibles qui ont une mauvaise réputation. C'est du reste la raison de leur présence. Les autres citoyens sont mis à l'écart de ce type d'emploi parce que les normes auxquelles ils sont assujettis ne leur permettent plus d'y jouer un rôle. Ils ne sont plus adaptés au capitalisme sauvage qui subsiste partout, y compris dans les pays riches. L'impact sur la santé du genre de boulot que procurent certaines industries a un effet réhibitoire. Mais la misère dans laquelle néanmoins ils se retrouvent les incite à s'en prendre aux étrangers, autrement dit ils sont sensibles à la propagande de l'extrême-droite. En démocratie, du moment que leurs discours n'empiètent pas sur les privilèges en vigueur, les partis politiques s'appuient sur toutes les réalités auxquelles les masses sont sensibles.

Les immigrés pauvres qui ont fini par s'intégrer au système finissent par former eux-mêmes un groupe compact. Leur intégration signifie qu'ils se retrouvent dans la même situation que les autres précaires de la société. Eux-aussi doivent chercher des solutions à la précarité, et s'adonnent à toutes sortes de trafics, ce qui en fait la cible des politiques publiques et de la justice.<sup>5</sup> Les communautés concernées se hiérarchisent et les gangs se multiplient.

## LA MISÈRE DANS LE RESTE DU MONDE

Dans certains pays pauvres, l'exil représente la première solution. En Ukraine, la corruption et les grands propriétaires ont l'habitude de lessiver la population, c'est la guerre qui a été jugée nécessaire pour sortir de la misère. Pour beaucoup, dans des pays dont le territoire est systématiquement envahi, occupé et les infrastructures détruites par des grandes puissances prédatrices comme les États-Unis ou l'UE, le terrorisme représente la seule solution envisageable. Il se répand dans toute une partie du Sud global, en Afrique, et au Moyen-Orient. Il est souvent financé et encadré par des organisations clandestines des pays riches qui s'en servent pour installer les régimes qui leur sont le plus utiles, autrement dit qui leur permettent de mettre la main sans contrepartie sur leurs ressources naturelles, et d'y recruter de la main-d'œuvre. Il sert notamment de justificatif à des campagnes de bombardements, à des agressions et même à des génocides. Bien sûr, les puissances prédatrices, celles-là même qui mettent sur pied des organisations terroristes, le condamnent avec véhémence, et se servent d'un amalgame pour justifier l'assassinat de nombreux dirigeants de mouvements de résistance en tout genre. Comme ce fut le cas d'Al Qaida en Afghanistan, ou de Daech en Syrie, l'exil sert à justifier l'agression de pays souverains dès l'instant où ils paraissent les abriter, où le terrorisme, favorisé par des embargos en cascades et des sanctions en tout genre, s'y développe.

La destruction partielle des archives de l'USAID par l'administration Trump complique les recherches qui s'efforcent de déterminer dans quelle mesure Al Qaida a permis de justifier l'invasion de deux grands pays musulmans. Cette organisation a été créée et financée à l'origine par le Pentagone et la CIA pour déstabiliser l'Afghanistan et les pays aux alentours. La mise à disposition des archives du procès de Jeffrey Epstein, un agent secret américain, qui a souvent servi d'intermédiaire entre des organisations terroristes, des membres des *establishments* de certains pays, des multimilliardaires et le Département d'État, voire le Pentagone, jette un jour nouveau sur ces opérations. Mort en prison, officiellement par suicide, cet agent américain a fini par passer pour un violeur et un criminel.

Le développement insensé de cet impérialisme particulièrement dévastateur a fini par provoquer une série de conflits qui font craindre une extension généralisée du domaine de la guerre, et se solde dans certains pays riches comme la France, le Royaume-Uni ou les États-Unis, par la montée en flèche du racisme et du fascisme, caractérisés par la criminalisation systématique des immigrés en provenance du Sud et des étrangers.

Paul Willems

1. xxxxxxxxxxxxxxxxx

2. Charles Virmaitre, *Dictionnaire d'argot fin de siècle*, A. Charles libraire, Paris, 1894.

3. Les histoires d'Arsène Lupin, gentleman-cambrioleur, écrites par Maurice Leblanc, s'inspire de la vie d'un personnage réel, Alexandre Jacob dont plusieurs romans, ou ouvrages, notamment son journal, racontent la vie. Notamment, de Bernard Thomas, *Les Vies d'Alexandre Jacob (1879-1954) Mousse, voleur, anarchiste, bagnard...*, Fayard, 1998.

4. Anna Lowenhaupt Tsing, *Le champignon de la fin du monde Sur les possibilités de vivre dans les ruines du capitalisme*, traduit de l'anglais par Philippe Pignarre, éditions La Découverte, 2017.

5. Loïc Wacquant, *Parias urbains Ghetto, banlieues, État*, La Découverte Poche / Sciences humaines et sociales, n°262, 2007.

# Big Mother veille sur vous (partie 4/5)

## NARCYSICHTON ET LES « DROITS HUMAINS<sup>1</sup> »

**N**ous continuerons, dans la 4<sup>ème</sup> partie de ce texte, notre analyse du capitalisme et verrons que l'homme contemporain n'attend de *Big Mother* que trois choses essentielles : la garantie des *Jouissances*, le statut de victime et la sécurité ; les unes n'allant pas sans les autres.

### LA MAINMISE DE L'IMAGE SUR LES EXISTENCES

Autant le capitalisme arbore deux cravates à la fois<sup>2</sup> (*Jouissance-destructivité*), autant il sème, dans le même mouvement, les graines d'un sujet (narcissique-dépressif) chez lequel les sentiments de honte inconscients se substituent à la culpabilité dans l'espace interne. Là où celle-ci est corrélée aux deux interdits majeurs de la société (à savoir le meurtre et l'inceste), la honte quant à elle est plutôt rattachée à la dimension narcissique de l'homme, c'est-à-dire à l'amour qu'il s'accorde (ou non) à lui-même. Et c'est justement ici que le bât blesse : sous ses airs de consommateur assumé et d'entrepreneur audacieux, l'homme postmoderne est narcissiquement à la ramasse<sup>3</sup>. Quoi de plus logique dans la mesure où il éprouve, depuis sa naissance, les effets du processus de réification déployé par le capitalisme partout dans les espaces (y compris psychiques) – en somme, la question est celle-ci : comment l'homme pourrait-il s'aimer en suffisance (et donc aimer l'autre par la même occasion), s'il n'a jamais appris à se considérer dans son for intérieur autrement que comme une chose ?

La honte discutée ici découle d'un double-mouvement initié par le capitalisme :

1. Le *stade du miroir*<sup>4</sup> théorisé par Lacan nous apprend que l'enfant se construit psychiquement en fonction de l'*Image* spéculaire renvoyée par ses premiers objets d'amour. L'enfant s'édifie donc au travers du leurre étant donné que l'*Image* n'est toujours que la copie de la chose et non la chose en soi. Pour peu que l'on accepte notre hypothèse initiale, à savoir que le capitalisme est avant tout un fait social total qui convertit les corps et les âmes en choses, nous serions forcés d'admettre que la réification a un impact manifeste sur la construction narcissique des sujets (d'autant plus que l'enfant s'édifie, psychiquement parlant, par identification inconsciente – en *Miroir* – à ses parents chosifiés). Le processus de réification s'inscrit donc très tôt dans la psyché – comme nous l'écrivions dans un texte précédent<sup>5</sup> : si l'inconscient est structuré comme un langage<sup>6</sup> et que le langage se structure selon le modèle capitaliste<sup>7</sup>, force est d'admettre que l'inconscient se structure lui-même comme un capitalisme. C'est donc la racine de l'homme qui est ici atteinte de plein fouet.

2. Dans la mesure où les rouages du système sont malheureusement très bien huilés, la faille narcissique induite par le procès de réification sera récupérée par celui-ci afin de parfaire son développement ; le sujet, dont l'amour qu'il se porte aura été avili à la source, recherchera dans l'*Image*<sup>8</sup> et la *capitalisation des expériences vécues*<sup>9</sup> une quelconque consistance – et participera de fait activement à sa propre chosification, preuve s'il en est qu'il a bel et bien introjecté les principes primitifs du capitalisme. Tout dialogue interne avec soi – que la philosophe Hannah Arendt dénommait « *pensée*<sup>10</sup> » – devient délicat dans ce contexte car ce type d'échange présuppose de convoquer différentes parties du moi, y compris celles qui sont le plus esquintées par le procès de réification – ce qui nous fait dire que la *pensée* ne peut être structurellement encouragée par le capitalisme, étant donné que cela reviendrait à lever le voile sur la mécanique profonde de celui-ci<sup>11</sup>.



« *Jadis peuplée d'Œdipe anxieux, la France l'est aujourd'hui de narcisses envieux*<sup>12</sup> »

Il semble opportun, à cet endroit du récit, de convoquer un nouveau mythe : *Erysichthon*. C'est le philosophe Anselm Jappe qui l'exhume dans son ouvrage – *La société autophage. Capitalisme, démesure et autodestruction* – afin de figurer l'*hubris*, c'est-à-dire la démesure. *Erysichthon* est le fils du roi de Thessalie. Dans cette région de Grèce se trouvait une forêt consacrée à *Déméter*, déesse des moissons. S'y élevait un arbre gigantesque autour duquel les nymphes étaient habituées à danser. Un jour, *Erysichthon* se rendit auprès de l'arbre en question afin de le couper pour construire son nouveau palais. *Déméter* apparut alors pour l'inviter à renoncer à commettre ce sacrilège. Mais rien n'y fit. Aveuglé par l'envie, *Erysichthon* ne tint pas compte des menaces de la déesse et commit l'irréparable. *Déméter* lui envoya la faim personnifiée en guise de châtiment. À partir de cet instant, *Erysichthon* fut saisi d'une fringale que rien ne pouvait contenter. Plus il mangeait, plus il avait faim. Il absorba ce qui aurait pu nourrir un peuple entier. Incapable de combler le trou béant qui était alors le sien, le fils du roi finit par déchirer ses propres membres et à les dévorer goulûment, jusqu'à consommer (et consumer) l'entièreté de son corps.

Difficile de ne pas percevoir dans ce récit une allégorie du capitalisme – et du funeste avenir que ce modèle social nous réserve. Mais nous irons plus loin encore : honteux, le sujet contemporain n'est pas jaloux d'autrui – il n'en a pas les moyens. Il est, au contraire, dévoré par l'envie. C'est en conséquence la haine de l'amour qui s'accorde au gouvernail de l'âme. De là, une hypothèse : l'homme postmoderne est le résultat d'une fusion entre deux mythes : *Narcisse* et *Erysichthon* (la vacuité du premier étant comblée par la voracité du second).

Trois choses sont essentielles pour celui que nous avons décidé de baptiser *Narcysichthon* : la garantie des *Jouissances*, la déresponsabilisation de ses actes et pensées, la sécurité. Ces éléments requièrent une vigilance de tous les instants de la part de l'*État-Mère-Providence* qui s'agit sous deux modalités : proximité et urgence<sup>13</sup>.

Kenny Cadinu

1. Étant donné l'actualité brûlante à laquelle nous faisons face (guerre en Iran notamment), nous sommes, exceptionnellement, dans l'obligation de scinder en deux cette quatrième partie. Le lecteur peut d'ores et déjà lire la deuxième partie – de cette quatrième partie, donc – sur le site Internet de *Kairos*, à l'adresse suivante : <https://www.kairospresse.be/>
2. Nous renvoyons le lecteur qui ne se serait pas familiarisé avec l'exemple des deux cravates à la deuxième partie du présent article.
3. Un personnage aussi « assuré » que Donald Trump constitue un exemple flagrant de ce que nous signifions.
4. « D'après J. Lacan, phase de la constitution de l'être humain [...] ; l'enfant, encore dans un état d'impuissance et d'incoordination motrice, anticipe imaginairement l'appréhension et la maîtrise de son unité corporelle. Cette unification imaginaire s'opère par identification à l'image du semblable comme forme totale [...]. Le stade du miroir constituerait la matrice et l'ébauche de ce qui sera le moi ». In *Vocabulaire de la psychanalyse*, J. Laplanche et J-B Pontalis, PUF, 1967.
5. Voir la 3<sup>ème</sup> partie de l'article : *Réification : ou de la chosification de l'homme*, paru dans *Kairos*, n° 69 : <https://www.kairospresse.be/reification-ou-de-la-chosification-de-lhomme-partie-3-3/>
6. Voir Jacques Lacan.
7. Il n'est qu'à voir à quel point les discours désaffectés, utilitaires et managériaux (ainsi que la novlangue néolibérale) envahissent les quotidiens.
8. Donc par l'intermédiaire de la Télé-réalité et, pour ceux qui n'auront pas cette « chance », par les réseaux sociaux.
9. Voir la troisième partie de ce texte.
10. Voir l'ouvrage de la philosophe : *Responsabilité et jugement*, 2003.
11. Attention : la pensée n'est pas l'intellect et encore moins la raison instrumentale. Arendt rappelle par ailleurs la position de Kant à ce sujet dans l'ouvrage précité : la pensée peut se retrouver absente chez l'intellectuel le plus instruit ou médiatisé – preuve en est de ceux qui jonchent les plateaux TV -, et, à l'inverse, être remarquablement présente chez l'incolte le plus profond.
12. Michel Schneider, dans *Big Mother : psychopathologie de la vie politique*.
13. Il semble opportun de préciser ici que les trois dimensions dont nous parlons (*jouissance/victimisation/sécurité*) sont inter-reliées entre elles : l'accès à la *Jouissance* serait gravement compromis s'il n'était pas possible pour le sujet de se déplacer librement et en toute quiétude au sein de l'immense *Marché* mondial qu'est devenue la Terre – ce déplacement en lui-même constitue en réalité une source inextinguible de *Jouissance* ; la victimisation généralisée permet à l'adulte de se déresponsabiliser de ses actes et de ses pensées et l'autorise à régresser à un stade où il peut se délecter de l'onctuosité du Sein maternel au travers de la consommation ; la sécurisation des espaces ne serait pas nécessaire si le sujet n'était pas d'emblée perçu comme une victime potentielle – d'un geste déplacé, d'un virus respiratoire ou d'un attentat terroriste.

# Syndrome de Trump

Si vous pensez souffrir du syndrome de Trump ou si vous soupçonnez une personne de votre entourage d'en être atteinte, cherchez de l'aide ou alertez un guérisseur ou chaman qui sera capable d'apporter les soins requis à ce trouble dévastateur et dangereux, non seulement pour la personne malade et son environnement direct, mais également pour la planète entière.

Les symptômes du syndrome de Trump se manifestent de la façon suivante :

- L'individu touché présente un orgueil démesuré et clame en continu que son pays est le plus puissant du globe, tout en demandant désespérément l'aide et le soutien du monde entier.
- Lorsqu'il se met en colère, il enfle comme un coq et tente d'imiter ce dernier en formant une bouche en cul de poule, comme si cela lui donnait une plus grande importance, un air plus sérieux, tout en se pavanant avec un regard grave et des yeux de fouine.
- La personne malade s'exprime dans un langage enfantin, non nuancé, blanc ou noir, et ne connaît que la dualité dans les termes (bons/mauvais, bien/mal), dans son rapport à l'autre, tout en abusant de superlatifs (les plus forts, les plus puissants, les meilleurs...).
- Pour cette personne, les hamburgers et repas fast-food sont les plats les plus « fiables » en matière de qualité, avec le moindre risque d'empoisonnement : entre mourir des complications d'un régime alimentaire trop riche et trop gras et mourir empoisonné, cette personne estime donc faire un choix judicieux.
- Le malade, dans son délire mégalomane et sa soif de toute-puissance, aura un besoin continu de se positionner en

maître du monde, et une volonté d'être adulé et admiré pour son altruisme et son pacifisme légendaires !

- Pour bien convaincre la planète, dont il veut maintenir le regard sur lui à tout prix, de son extrême bonté et de sa volonté pacifique pour son propre pays et sur le plan international, il pourra décider, selon son humeur du jour, soit de capturer le président d'un pays voisin, soit de négocier l'acquisition d'un bout de continent, comme s'il faisait des achats en ligne !
- Non content de parvenir à ses fins, son désespoir pourra l'amener à s'attaquer par surprise à un puissant État islamique, en s'imaginant qu'il n'y aura pas de conséquences pour son propre pays. L'important pour lui est d'en mettre plein les yeux à ceux qui ne le prendraient toujours pas au sérieux à ce stade !

Si vous reconnaissez ces symptômes, chez vous-même ou un proche, cherchez à tout prix l'aide d'un guérisseur et appliquez les conseils chamaniques suivants :

- Isolez la personne en urgence, coupez-la du regard du monde, empêchez-la de continuer à nuire, soumettez-la à un régime de légumes et de fruits forcé, afin de sauver le peu de neurones qui lui restent et de nettoyer ses artères probablement à un stade d'encrassement très avancé !
- Infligez-lui une cure d'huile de ricin afin de dégraisser en profondeur son organisme putréfié.
- Pratiquez une flagellation aux feuilles d'orties piquantes afin de faire sortir le démon de la personne et purifier son sang.
- Soumettez la personne à un rituel d'exorcisme au cœur de la forêt en invoquant les esprits sylvestres.
- Administrez-lui une potion druidique sédative aux racines des sous-bois elfiques.

- Le port d'un talisman de protection à la poudre de racine de mandragore.

- Afin de protéger la personne des esprits maléfiques, elle s'abreuvera tous les jours d'une infusion d'herboriste faite d'un mélange de plantes purificatrices de l'âme, telle la camomille, la verveine, la lavande, le romarin, le thym et la sauge.
- Des tresses d'ail seront disposées tout autour et à l'intérieur de sa demeure afin de protéger celle-ci du malin, et des morceaux d'ail seront cachés sous son oreiller.
- Une amulette de plantain protégera le malade des sortilèges et des sorts.
- L'on fera brûler des « balais de sorcière » (bâtons d'armoise) dans la chambre de la personne touchée, afin d'éloigner les mauvaises énergies et encourager le retour à la clairvoyance.

...  
D'autres remèdes de guérisseurs pourront être administrés pendant le temps nécessaire au rétablissement de la personne...

Néanmoins, si malgré tous les rituels, remèdes et protections magiques mis en place, aucun ne serait efficace, ou pire si son état s'aggravait encore en dépit de toutes ces approches, il n'y aurait alors pas d'autre solution, afin d'en venir à bout de la folie du malade, que de préparer un chaudron de dissolution totale, dont quelques gouttes à peine suffiront, accompagnées de l'ultime formule : « *Avada Kedavra* » !

Virginie Belfiore

1. La formule « *Avada Kedavra* », empruntée à la célèbre saga-fiction « Harry Potter », est en réalité interdite aux sorciers, puisqu'elle envoie instantanément *ad patres* la personne contre qui elle est prononcée.

## Fils de pub - Les marques

Peut-on imaginer un monde sans publicité ? Même les auteurs de bandes dessinées qui dépeignent des mondes pas trop éloignés du nôtre y intègrent des publicités (Moebius). On estime qu'aujourd'hui un habitant des villes est potentiellement soumis à 1.500 publicités chaque jour. Le but est d'imprimer dans l'esprit de ce quidam la publicité d'un produit ou service donné. C'est là, le rôle des marques, ces signes qui représentent ce dont on veut pousser à l'achat. Inutile en effet de tenir un long discours que personne ne lira ou n'écouterait. Ce qui frappe, c'est un signal qui rappelle la marque et attire l'attention. Un logo, un jeu de couleurs, un personnage imaginaire ou réel, un *jingle* sont les supports qui peuvent faire l'affaire. Qui ne sait ce que les couleurs rouge et blanc sont celles de Coca-Cola, qu'un losange est celui de Renault, que deux arches jaunes évoquent McDonald's ? Le nom d'une marque peut être un chiffre (1664), un sigle (BP) un acronyme (Fnac), un nom composé (Carte d'Or), une expression (La vache qui rit), un nom géographique (Évian), un nom arbitraire ou sans signification (Schweppes, Vivendi).

Les marques ne sont pas une nouveauté. Dès le Moyen Âge, des artisans apposaient une signature sur leurs produits afin de faire connaître leur savoir-faire. C'est au XIX<sup>e</sup> siècle que la publicité a explosé suite au remplacement des artisans par l'industrie. La tâche des publicitaires était, déjà alors, d'informer les consommateurs de l'existence de nouveaux produits et de les convaincre que leur vie serait meilleure s'ils acquiesçaient tel ou tel produit. Peu à peu, les marques proposent des idéaux sociétaux liés aux personnalités des individus (famille, place dans la société, masculinité ou féminité). Le lien avec leurs bénéfices fonctionnels devient extrêmement ténu. On assiste aussi à une immixtion graduelle des marques dans des univers dont elles étaient exclues. On trouve ainsi des marques-entreprises distinctes de marques commerciales. Nestlé, Danone et

Renault sont des marques-entreprises utilisées pour commercialiser des marques filles (Nesquik, Nescafé, Nespresso... ou Clio, Twingo, Mégane... ou Danao, Danette, Dan'up...).

Les éléments par lesquels les marques se font connaître sont variés : choix d'une typographie, écrits (noms, signature...), des codes couleurs, des symboles (pomme pour Apple, la « virgule » pour Nike...), d'un personnage imaginaire (le cow-boy de Marlboro, le Bibendum de Michelin...) ou réel (Georges Clooney pour Nespresso). Ces signes ont pour fonction d'incarner les êtres virtuels que sont les marques. La marque doit devenir une empreinte mentale, une place dans l'esprit du consommateur. La marque évoque alors des valeurs esthétiques ou morales excédant leur utilité. Ainsi, on n'achète pas une bouteille d'Évian pour se désaltérer, mais parce que la publicité promet de préserver l'équilibre de sa santé et de son corps.

On trouve aussi des marques ombrelles qui, sous la même dénomination, vendent des produits très différents. Ainsi, Virgin est passé de la production musicale au transport aérien, au cola et à des assurances. De même la Fnac est passée du développement photographique à la vente de produits culturels et technologiques.

Les marques nationales (ou internationales) sont concurrencées par des marques de distributeurs (MDD), comme les « produits blancs » chez Delhaize ou Everyday chez Colruyt. Dans certains rayons, les MDD supplantent les marques de producteurs. L'omniprésence des marques et les stratégies habiles qu'utilisent les publicitaires font dire à certains que les marques sont devenues comme des icônes culturelles et religieuses. Elles modifient de façon significative des éléments structurels de l'environnement socio-économique. Dans son ouvrage *No logo*, Naomi Klein explique que la fonction d'une

marque est souvent de modifier ou de renforcer des systèmes de croyances préexistants. La marque influence les systèmes de valeurs et de comportements. Ainsi la Cocacolonisation et la McDonaldisation mondiales portent la prétention de devenir des structures idéologiques qui façonnent nos manières d'être et qui imposent une vision du monde. Nombreuses sont les marques qui proposent le bonheur par l'acquisition de biens. Le Club Med développe depuis longtemps une rhétorique encourageant une sorte d'hédonisme permissif par des slogans tels que « *Le bonheur couché, le bonheur debout* ». Apple, quant à lui, nous enjoint à penser différemment (*Think different*), laissant entendre que nous vivons mal et que nous devons changer nos modes de vie.

Si l'on va dans une approche psychologique, certains disent que la marque devient « *une chose considérée comme réelle, une représentation symbolique dans laquelle cette chose est prise, un acte de foi socialisé assurant la jonction de la chose et de sa représentation*<sup>2</sup> ». La marque renverrait à un ancrage religieux en reprenant et rationalisant l'idée d'une entité puissante et reliante qui donne sens à nos existences. On constate d'ailleurs que certains consommateurs emploient un registre affectif pour parler de leur marque préférée. Si l'on estime que la marque est un substitut symbolique de relations personnelles dans les sociétés matérialistes, on peut penser que ces relations sont de nature à nourrir le « *soi vide* » auquel prédispose l'abandon des traditions et des communautés dans la société contemporaine.

Alain Adriaens

1. Apparition de quelques grandes marques : Schweppes (1798), Levi's (1850), Heinekepruit (1864), Coca-Cola (1886), Philips (1893).

2. L. Verlet, *Chimères et Paradoxes*, Le Cerf, 2007.

# Nous redeviendrons presque tous paysans

## Une question d'égalité

**J**e ne sais pas si les modernes, dans leur techno-con, se rendent compte à quel point ils se sont fait hacker le cerveau par des algorithmes dont la fonction ne s'arrête absolument pas à profiler et pousser à des actes d'achat, mais dicte également une manière de penser et même de ressentir les choses et le monde ; ce qui en fait l'ontologie de la mégamachine, celle qui nous coupe de la Terre-mère. C'est ainsi que, vu de l'extérieur, il est possible de comprendre comment on est passé en quelques années d'une prise de conscience aiguë de la crise écologique à une priorité au réarmement pour se préparer à je ne sais quelle guerre fratricide par et pour des ressources qu'on ferait mieux de laisser dans le sol.

Il est tout à fait surprenant aussi d'assister à ce grand suicide collectif depuis une petite ferme en Ardenne en écoutant John Lennon qui chantait en 1971, l'année de ma naissance, « *Imagine there's no countries, It isn't hard to do, Nothing to kill or die for, No religion too, Imagine all the people, Living life in peace...* ». Et se dire qu'on avait pu comprendre cela à l'époque, mais que le consumérisme a gagné en devenant planétaire ! Ne reste-t-il ici-bas que de riches kamikazes et ceux qui veulent le devenir ?

Nous étions pourtant des primates pro-sociaux à l'origine, câblés pour l'entraide en petits groupes, cet instinct de prendre soin des faibles se doublait d'une franche propension à une répartition équitable de la chasse et des récoltes, une morale naturelle qu'on pourrait assimiler avec « *à chacun selon ses moyens, pour chacun selon ses besoins* » et qui caractérise toute communauté digne de ce nom qui veut survivre. La tentative d'étendre ce communisme primitif à une nation ayant échoué, on pourrait se demander si le problème n'est pas l'État-nation. Des études en théorie des jeux ont montré qu'en fait, cette inclination à la coopération diminue naturellement lorsque le groupe devient trop grand ou que le niveau de vie augmente, quand des inégalités se creusent ou lorsque les tricheurs ne sont pas punis également.

L'État moral censé brider le capitalisme se retrouve de plus en plus bridé par lui et la confiance en ses institutions s'effrite, les riches font sécession et l'égoïsme triomphe ? Ainsi oubliée, la *Lettre aux paysans sur la pauvreté et la paix* de Jean Giono en 1938, conseillant à ceux-ci de ne pas aller se battre dans la grande boucherie qui se préparait, et de ne surtout pas la nourrir... Qui l'écouterait aujourd'hui, alors que la menace revient et qu'il n'y a presque plus de paysans ?

Face à cette dystopie, nombreux sont ceux qui, fuyant les villes, tentent toujours de fonder des havres de paix, des

lieux vivants partagés, des « maisonnées », pour reprendre un concept ethnographique. La maisonnée repose sur un lien de parenté spécifique : la localité au sens technique du terme, la coproduction, la résidence. Elle réunit des familiers de générations et de genre différents, non nécessairement humains (animaux, végétaux, les esprits des lieux) qui forment un monde de proches, unis par des opérations de fabrique collective. La maisonnée, c'est aussi un organe de redistribution des fruits de ce labeur, assurant par là une mission quotidienne cruciale, car se trouvent mis en jeu des principes de justice et d'égalité.

Loin d'être des isolats qui comptent sur leur seules forces, les maisonnées sont reliées à d'autres maisonnées et font village, par-delà les frontières communales, et c'est exactement ce que l'on peut observer sur le terrain de l'archipel wallon, autour de fermes reprises par des « nimaculteurs », ou encore de fermes familiales qui s'ouvrent à des dynamiques collectives en passant le flambeau à la nouvelle génération. En vivant en zone rurale et en orientant tout leur mode de vie dans une perspective de subsistance fondée sur la petite polyculture, l'élevage et l'artisanat, ces néo-paysans se distinguent très nettement de la consommation bio urbaine adossée à une position salariée rémunératrice. Leur engagement (on parle de politisation du moindre geste) se différencie également d'un militantisme consistant à participer activement à des manifestations ou des luttes environnementales, sans prendre le temps de manger, se loger, se déplacer autrement. Toutes ces formes de mobilisation, en débat les unes avec les autres, participent néanmoins d'une « écologie liée » qui se perçoit quand on adopte un ancrage territorial.

### L'espoir se trouve-t-il dans les champs ?

Vu de la campagne, cela paraît évident. *A fortiori* lorsque des tensions géopolitiques font craindre des ruptures d'approvisionnement ; il s'agit de manger local (si on ne veut pas crever la dalle) et donc d'être les plus proches possible des sources vitales. À la limite, cela vaut la peine de se poser la question : « *pourquoi laisser à d'autres le soin de pourvoir à mes besoins essentiels ?* » ; ou « *ne sommes-nous pas situés par la nécessité de guérir ensemble des milieux qui nous ont abîmés ?* » La bascule est peut-être plus imminente qu'on ne le pense. La seule manière d'éviter les dégâts du productivisme, c'est d'en finir avec le consumérisme en devenant soi-même paysan sur une échelle proportionnée, non ?

« *Tout ce qui ne se régénère pas dégénère* », disait Edgard Morin. Cela peut paraître un peu binaire comme proposition, mais si on l'examine attentivement, on se rend compte que c'est vrai, pour tout organisme vivant, par exemple, qui est en équilibre entre ces deux tendances, pour la démocratie, l'amour aussi. « *Ce qui est vital aujourd'hui, ce n'est pas seulement d'apprendre, pas seulement de réapprendre à apprendre, mais de réorganiser notre système mental pour réapprendre à apprendre* », nous suggère ce grand philosophe. Qui est prêt à comprendre cela ? Car si un monde meilleur est possible (même si improbable), ne devrions-nous pas effectivement concentrer toutes nos forces pour travailler à rendre son avènement possible ?

*Imagine no possessions,  
I wonder if you can,  
No need for greed (avidité)  
or hunger (faim)*

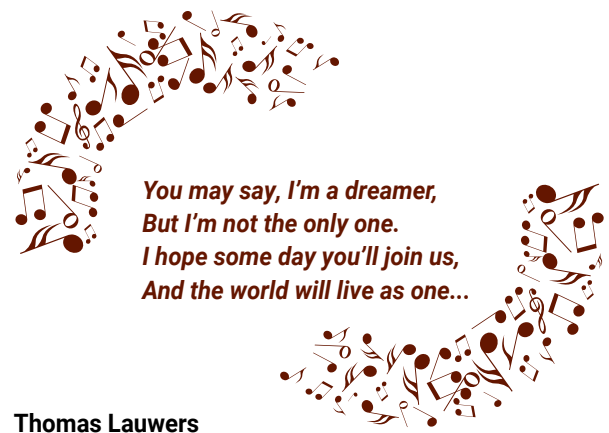
*A brotherhood of man,  
Imagine all the people,  
Sharing all the world*

Bien avant la pandémie de covid-19, des esprits lucides ont reconnu dans la raison immunitaire le dernier paradigme de gestion des vivants, celui qui a fini par dominer massivement toutes les manières d'être ensemble, bien au-delà des cadres strictement sanitaires. C'est ainsi qu'on retrouve les dispositions immunitaires dans des phénomènes aussi divers que la soumission docile aux appareils de surveillance, l'hostilité envers les migrants, l'adhésion aux politiques qui les étouffent, la judiciarisation de tout, le flicage du langage, le désir de faire carrière, l'attitude hypercritique, les diverses formes de paranoïa viriliste, les postures victimaïres, la peur de l'imprévu, des rencontres ou de l'ennui... Même chose lorsqu'on soumet les derniers récalcitrants à l'impératif des applis et de la virtualisation, dans les banques, les transports ou les services publics, l'argument terminal est toujours le même : c'est plus sécurisé.

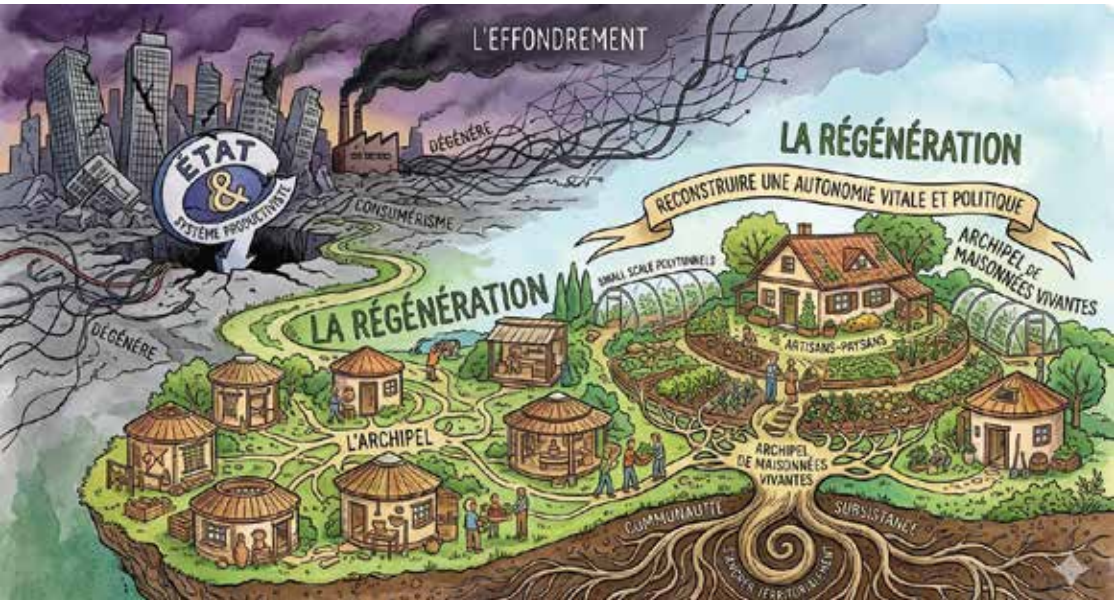
Or, dans le latin *immunitas* il y a la racine *munus*, un terme difficile à traduire, qui signifie tribut, don, charge, mais dans le sens d'une dette jamais remboursable, d'une obligation mutuelle, qui lie inexorablement. En être dispensés (i privatif), c'est précisément être immuns et les deux façons de faire société entre lesquelles on alterne : individualiste (capitaliste) ou collectiviste (socialiste) ne sont que les deux faces symétriques de ce régime immunitaire. Ce qui veut dire que pour l'anthropologie, dans les sociétés indo-européennes, l'immunité doit être pensée comme le doublon qu'elle forme avec la communauté.

Commun indique le partage de l'engagement réciproque. Il ne s'agit en aucun cas d'une fusion. Faire partie d'une communauté implique d'être liés, obligés les uns envers les autres, constamment exposés, toujours vulnérables, et c'est exactement cette manière d'être au monde que la technologisation des esprits essaie de nous faire oublier (tout en utilisant notre besoin de communauté pour nous manipuler). L'inégalité est avant tout une construction sociale, historique et politique. « *Seules de puissantes mobilisations sociales, appuyées sur des mouvements et des organisations collectives, permettront de définir des objectifs communs et de transformer les rapports de force* » Merci, Thomas Piketty, encore faudrait-il que ces rapports de force existent...

Redevenir artisans-paysans ce n'est pas seulement faire revivre le pays, pas seulement sauvegarder de précieuses semences et les savoir-faire qui vont avec, c'est habiter de joyeuses maisonnées vivantes et montrer que l'alternative au capitalisme existe, créant ainsi petit à petit un rapport de force politique décisif, selon nous, lorsque l'État s'affaiblit, hors des villes.



Thomas Lauwers





## VU, LU, ENTENDU



Le collectif Écran total s'est constitué en 2013 pour fédérer les éleveurs résistant au puçage électronique de leurs brebis, d'assistantes sociales refusant de considérer les personnes comme des statistiques, de libraires vent debout contre la tornade Amazon, d'enseignants en lutte contre la mise en fiches des enfants et l'informatisation de la pédagogie, en bref, de tous ceux dont les professions et le cadre de vie se dégradent et perdent leur sens en raison de la diffusion généralisée de l'informatique. La lame de fond du néo-taylorisme numérique et de l'autoritarisme dont il est porteur a connu un coup d'accélérateur terrible avec la dystopie covidiste. Aujourd'hui, ce court manifeste très bien argumenté et percutant veut convaincre ceux qui se sont élevés contre la dictature sanitaire de 2020-2022 de prolonger la lutte en l'élargissant au totalitarisme numérique rampant qui nous enserre et nous aliène chaque jour davantage. Dénonçant la grande régression sociale, culturelle et écologique du numérique, il démonte chacun des lieux communs diffusés par la propagande technophile : « Mais le numérique, c'est juste un outil » ; « mais c'est quand même pratique ! » ; « mais il élève le niveau de connaissance » ; « mais il rapproche les gens et aide à organiser les luttes, non ? » ; « mais il est incontournable pour la transition écologique » ; « mais sans numérique, le progrès médical va s'arrêter ! » ; « mais le numérique et la technologie, on n'y peut rien » ; « mais le numérique contribue à améliorer l'humanité ». Autant de points véhiculés par l'air du temps auxquels le manifeste répond de manière claire, précise et convaincante. À lire et faire lire, à nos proches et, surtout à nos enfants, dressés, formatés et abrutis par un monde numérique dont ils sont les victimes faussement consentantes, car leur pseudo-adhésion libre à la vie vécue au travers des écrans n'est qu'une illusion mortifère. Et peut-être certains rejoindront-ils les membres d'Écran total, épris d'autonomie, de simplicité volontaire, de liberté et d'égalité qui s'efforcent, dans la mesure du possible, de se passer d'Internet et privilégient, au contraire, les rencontres physiques et les échanges par courrier postal.

**Écran total, Manifeste contre la gestion et la numérisation de nos vies, La Lenteur, 2026, 93 pages, 10€.**

**F. M.**



Récemment, un ami de longue date, médecin généraliste de son état, m'affirmait qu'aucun parmi ses dizaines de patients qu'il avait injectés à tour de bras « contre » le covid n'avait eu le moindre effet secondaire. Ou bien il s'auto-persuade, ou il voit mal ou encore les lois de la statistique ont été pour une fois déjouées. Car des effets secondaires, il y en a, comme ceux décrits par Lucy, qui font froid dans le dos, tant ses symptômes sont aussi variés que terrifiants (inflammation du cerveau, acouphènes, lésions visuelles, paralysie partielle, douleurs diverses, etc.). Cette femme entre deux âges a survécu, mais au prix d'abominables souffrances au quotidien. Aujourd'hui, elle va mieux, mais gardera des séquelles à vie. Le docteur Yves Couvreur apporte, lui, sa caution scientifique. Quand tous ces criminels covidistes – responsables des Big Pharma, experts stipendiés, politiciens autoritaires et patrons de presse complices – seront-ils expédiés au tribunal ?

**L'enfer sur ordonnance. Souffrance, abandon, déni, mort, film documentaire de Michel Wathieu, 2026.**

**B. L.**

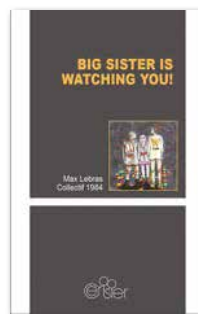


Et de trois ! Après le parrain (au sens napolitano-sicilien de terme) Jean Monnet, affairiste trouble doublé d'un agent zélé de la CIA et son factotum Robert Schuman, frappé d'indignité nationale à la Libération pour faits de collaboration, c'est un troisième « père de l'Europe », jusque-là inconnu du grand public, dont on fait la connaissance grâce au passionnant ouvrage de Ghislain Benhessa, avocat et professeur de droit à Strasbourg. Et le moins qu'on puisse dire, c'est que le personnage ne sent pas vraiment le jasmin. Maurice Lagrange, tel est son nom, fut en effet l'artisan obsessionnel du « statut des Juifs » en vigueur sous le régime de Vichy, lequel exclut impitoyablement ces derniers de la fonction publique. De la Révolution nationale aux balbutiements de la construction européenne, il n'y avait qu'un pas, que notre juriste franchit allègrement à l'automne 1950 en devenant l'instigateur de l'inféodation de l'ensemble des institutions communautaires à la Cour de justice, laquelle établira bientôt ses quartiers à Luxembourg. « Passer par le droit pour gagner la bataille sans tapage des peuples ni coup d'état médiatique. Rien de tel

que des normes et des juges pour faire avancer l'agenda dans la quiétude des cercles autorisés, loin de la démocratie, des référendums, tous ces gadgets inventés pour satisfaire le quidam qui n'y comprend rien », analyse l'auteur avec une grande acuité. Trois quarts de siècle après sa mise à feu, le droit européen, par sa diabolique primauté sur les juridictions nationales, demeure plus que jamais l'arme de destruction massive d'une technocratie au seul service de ses propres intérêts et de ceux des oligarchies qu'elle sert. Moins *glamour* que l'infroissable permanente de la dictatrice Ursula, les perruques des petits juges gris de Luxembourg gardent bien au chaud les clés du totalitarisme européen. Que ceux qui craindraient d'avoir affaire à un ouvrage truffé de vocabulaire juridique abscons se rassurent : doué d'une plume souple et limpide, Gh. Benhessa possède un impeccable sens de la narration et un authentique talent de portraitiste qui rendent l'ensemble extrêmement agréable à lire.

**Ghislain Benhessa, Nos vrais maîtres. Histoire secrète des hommes qui vendent la France à l'UE, l'Artilleur, 2025, 180 pages, 17,90 €.**

**Pascal Halary**



*Big Sister is watching you* est une pièce du Collectif 1984 qui explore la situation incombant à ceux qui optent pour une autre attitude que celle que leur impose le pouvoir. La frontière entre les deux systèmes, le démocratique et le totalitaire, est floue. Dans les deux cas, le pouvoir impose des conduites, les conditionne, vérifie en s'infiltrant, en espionnant ceux qu'il soupçonne de le trahir, que celles qu'il préconise sont bien appliquées. Quelles que soient les circonstances, la majorité reproduit la même attitude que le politique, interprète les choses de la même manière. Mais il y a des gens qui s'aperçoivent que les dés sont pipés et qui veulent changer les choses. Le politique prévoit des procédures pour ramener dans le droit chemin ceux qui s'égarer. La pièce confronte 2 modèles répressifs du pouvoir historiquement différents. Le premier, dominé par la figure de Big Brother, est associé à l'année 1984, et l'autre, dominé par la figure de Big Sister, est associé à l'année 2024. Le modèle associé au pouvoir totalitaire et à l'année 1984 effraie. L'autre, associé à l'année 2024, exclut. Mais tous deux prétendent rééduquer et sanctionnent. La pièce mélange et confronte les deux systèmes. Des personnages des deux époques W1984 et W2024 entrent en rapport l'un avec l'autre, et avec une femme qui voyage entre les deux époques. Ils évoquent leurs craintes respectives, les méthodes de leurs dirigeants. Ils s'efforcent d'apporter une solution à leur situation, l'un en disant le plus de mal possible d'une autre partie du monde jusqu'au moment où il se rend compte que cela ne tient pas debout, l'autre en évitant de contredire les thèses du pouvoir sur les réseaux sociaux où il est actif. Ils mènent un double jeu et se retrouvent sous la coupe des BB (Big Brother) et de BS (Big Sister) qui semblent décidés à les punir. Ces derniers discutent entre eux de la meilleure sanction à appliquer pour parvenir à leurs fins : réduire les deux Winston(s) et Julia à l'obéissance ou au silence. L'un utilise un appareil de torture. L'autre menace de rejeter Winston dans la catégorie des inutiles...

**Max Lebras et le Collectif 1984, Big Sister is watching you, Le Cerisier, 2025.**

**P. W.**



Manger, scanner, vivre en colocation, recevoir un bonbon d'un type avec un fluo jaune – c'est la meilleure – parce qu'on a un bon rythme de travail, tout cela finit par démoraliser Laura. Lors d'un entretien d'embauche qui lui laisse espérer un changement d'existence, elle ne peut que répéter « Je suis désolée ». Incapable de meubler son temps libre, de s'amuser, Laura s'étirole. Ses maigres ressorts se brisent les uns après les autres. Même si, pendant un instant, un ragoût concocté par ses colocataires, et dégusté avec eux, la ramène à la vie, rappelant que l'autonomie et la créativité sont indispensables pour apprécier l'existence. On peut parler de pénibilité, mais dans une société de contrôle, où ce dernier se double d'une condescendance infantilisante, la destruction morale des individus paraît renvoyer à une autre cause, qui semble tout autant sans remède. La hiérarchie intransigeante du travail, le rappel du règlement au travailleur dont on fait mine de s'intéresser à la santé, suffit à le déstabiliser. L'entreprise n'a pas besoin de menace explicite. Certains demeurent indifférents, mais pas tous. L'infériorité ressentie à chaque instant par Laura la mine. Dans son monde, l'indemnisation du chômage n'existe pas. Extrapolons : celle-ci ferait encore davantage ressentir la même infériorité que celle subie au travail. Son caractère temporaire aggrave la situation. Changer de cadre de travail et faire

d'autres expériences semble davantage exclu. Le film ne traite pas que de l'exploitation par une entreprise de livraison, il traite aussi de l'absurdité de la consommation. En donnant à voir la pacotille qui est livrée au consommateur et acheminée au moyen d'une logistique sophistiquée aux quatre coins du monde, il questionne la société et la consommation modernes. Tous ces objets sont-ils des récompenses ? En tout cas, la question de leur utilité se pose. Et sinon celle de leur utilité, celle de leur nécessité.

**On Falling, film de Laura Carriera, Royaume-Uni, 2024.**

**P. W.**



De Raoul Peck, j'avais apprécié *I am not your negro* (2016) et *Le jeune Karl Marx* (2017). Comme je suis aussi un *afficionado* de George Orwell, je m'attendais au meilleur, et suis sorti de la salle total(itaire)ment déçu. Dans son hommage militant à 1984, le réalisateur mélange des images d'archives de drames politiques du XX<sup>e</sup> siècle et de la biographie d'Eric Blair, des images actuelles comme la guerre en Ukraine, les éruptions trumpiennes ou les fanfaronnades des patrons de la Big Tech (Bezos, Zuckerberg, Musk), des extraits filmiques de 1984 dans les versions de Michael Anderson (1956) et de Michael Radford (1984), quelques interviews comme celle de Shoshanna Zuboff et d'Edward Snowden (la plus intéressante), des vues aériennes de l'île écossaise de Jura (où Orwell passa les derniers mois de sa vie à écrire son roman), le tout avec une voix off qui débite des textes de l'écrivain dont la sélection donne l'impression de quelque chose de décousu. Le néophyte qui voudrait découvrir la pensée d'Orwell de cette manière serait rapidement largué ou lassé, le réalisateur ne se montrant pas spécialement pédagogue (en la matière, rien ne remplacera la lecture de ses œuvres). Le plus embêtant est que Peck choisisse la facilité en cognant sur Trump et Poutine, mais en se gardant bien de s'en prendre à l'Union européenne, qu'il doit certainement chérir et considérer comme un rempart contre le totalitarisme. S'il fait une brève allusion au rôle néfaste des lobbyistes états-unis, il oublie de signaler le bon accueil que l'UE leur réserve. Ainsi, on ne verra pas une seule fois la tête de l'impératrice Ursula. Enfin, cerise (moisie) sur le gâteau (pourri), il n'y a aucune mention du covid, qui fut pourtant le moment orwellien par excellence où « nos autorités » se sont échinées – avec succès, hélas – à faire accroire à la populace que 2 + 2 = 5. En toute incohérence, le réalisateur confiait à notre confrère *Le 1* (n° 581, 18/02/2026) : « *Big Brother peut malheureusement prendre toutes les formes et tous les visages* ». Sauf celui de l'UE, M. Peck ? Ce (trop) long documentaire partial et à charge serait presque une injure à la mémoire de l'écrivain britannique. À non voir !

**Orwell : 2 + 2 = 5, film documentaire de Raoul Peck, 119 minutes, 2025.**

**B. L.**



Vincent Cheynet, ex-rédacteur en chef du journal *La décroissance*, nous offre, au travers de son essai, une pensée ouverte que l'on aimerait tant retrouver dans d'autres sphères de la société. Il ne s'agit pas, dans *Liberté et décroissance*, de promouvoir la décroissance en tant que certitude, mais de sortir très justement ce courant de pensée (et d'action) de l'ornière du dogmatisme dans lequel il se retrouve parfois coincé, bien malgré lui. C'est donc à mille lieux de la pensée magique infantile – très prégnante dans la société capitaliste qui est la nôtre – que V. Cheynet emmène son lecteur, au travers d'une réflexion dialectique. Pour l'auteur, il faut se donner les moyens de penser contre soi-même, quitte pour cela à trouver des arguments en faveur de l'adversaire : « Certes, croissance sans limites est la mère de toutes les fake news (« fausses nouvelles »), aussi sûrement que les arbres ne montent pas jusqu'au ciel. Néanmoins, la liberté, c'est la défense de l'esprit dialectique, c'est-à-dire de la capacité d'accepter l'antagonisme de chaque idée. Comme toute idée, la décroissance a le sien ; la croissance. Avant de promouvoir la décroissance, nous devrions commencer par nous forcer à trouver et défendre les bons arguments en faveur de la croissance ». Ce procédé dialectique permet de dépasser les schèmes de la culture bienpensante aujourd'hui bien malheureusement en vogue, de se débarrasser de cette manie très bourgeoise en somme de prester dans les clous qui permettent de se ranger, *quoi qu'il en coûte*, dans le camp du *Bien*. Néanmoins, Vincent Cheynet ne trahit pas pour autant son « camp » en écrivant de la sorte. Au contraire, il exhume des propos de précurseurs de la décroissance bien connus, tels que Jacques Ellul « *Rien de ce que j'ai fait, vécu, pensé ne se comprend si on ne le réfère pas à la liberté* », ou encore Bernard Charbonneau : « *La valorisation de la nature sans le contre-poids de la liberté mène tôt ou tard à un déterminisme biologique dont la conclusion est un "écofascisme"* », en passant par des penseurs bels et bien encore



## VU, LU, ENTENDU

de ce monde (Jean-Claude Michéa, Monette Vacquin, etc.) et qui constituent autant de précieux regards pour capter le social actuel. En outre, nous sommes à titre personnel étonnés mais heureux (dans le sens où nous sentons dorénavant moins seuls) de retrouver dans les propos du livre un écho à nos propres thèses déployées dans l'article *Big Mother veille sur vous*. Finalement, c'est dans un style léché que Vincent Cheynet invite son lecteur à s'éloigner de la pensée utilitariste qui a colonisé tant d'espace et d'esprits. Il s'agit dès lors de sortir du règne du quantifiable et du chiffre, pour partir à la recherche du Beau ; d'ériger une décroissance en tant qu'« art de vivre », bref, de réussir la difficile dialectique entre les pulsions de vie et de mort qui règnent en chacun afin de « laisser passer le souffle de la vie ».

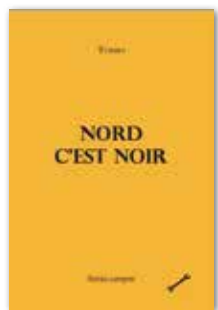
**Vincent Cheynet, Liberté et décroissance, R&N, 2026, 147 pages, 10€.**  
K. C.



Le précédent essai du philosophe J. Birnbaum *Le courage de la nuance* (Seuil, 2021) était une belle surprise. Ancien militant de la Ligue ouvrière, l'auteur s'inscrit aujourd'hui dans la tradition de l'antitotalitarisme, mais en la rafraichissant et en ayant conscience du risque encouru : « [...] quiconque se dit "antitotalitaire" se voit maintenant soupçonné d'être un dangereux réac ». Sa critique cible tous les dévots de la pensée binaire ou « campisme »,

en repartant des événements du XX<sup>e</sup> siècle que furent les guerres d'Espagne et d'Algérie, ainsi que le génocide rwandais. Tout au long du livre, il s'adresse à une jeune personne politisée rencontrée dans le train, comme un aîné – il a 51 ans – qui se sent en devoir de transmettre son expérience, car « [...] la plupart des jeunes gens révoltés d'aujourd'hui ne sont plus membres d'aucun mouvement politique constitué. Mais beaucoup ont renoué, sans en avoir conscience, avec les grimaces sectaires qui ont défiguré la gauche au XX<sup>e</sup> siècle », certains tombant dans le « stalinisme zombie », à savoir « un esprit sectaire dont le centre est partout et la périphérie nulle part, puisqu'il n'a même plus besoin d'organisation de masse pour régner sur les consciences », le tribunal des réseaux (a)sociaux faisant très bien l'affaire. Il lui apprend à tirer les enseignements d'esprits lucides et courageux comme le furent naguère George Orwell, Simone Weil, Victor Serge, Georges Bernanos, Panaït Istrati, Charles Péguy, et plus proches de nous, David Rousset, Monique Galant et Edgar Morin. Ces gens n'ont pas attendu que le temps passe pour condamner sur le moment les dérives qu'ils avaient sous leurs yeux. À l'inverse, l'auteur fustige l'auto-aveuglement et l'intransigeance dogmatique des communistes français Pierre Daix et Jean Kanapa jadis, et de La France insoumise aujourd'hui, où tout écart de la ligne du parti vaut exclusion. Arrivé au terme de sa démonstration, il espère que son interlocuteur évitera les « docilités disciplinées et les amalgames douteux », car « la Cause est condamnée à l'échec quand elle se croit entièrement bonne, toute action est vouée au pire quand elle se croit pure ».

**Jean Birnbaum, La force d'être juste. Changer le monde sans refaire les mêmes erreurs, Flammarion, 2025, 174 pages, 17,50€.**  
B. L.



Un livre d'histoire industrielle. Celle des raffineries de sucre de betteraves, et en particulier celle d'Escandœuvre. D'un procès, d'une fermeture. Celle de la culture de la betterave, des néonicotinoïdes. Celle de l'industrie de la pizza et de la famille Buitoni ensuite, une multinationale qui a fait la réputation de ce plat, aux USA d'abord et dans le reste du monde ensuite. Une marque. En fait, la pizza est un plat que l'on prépare dans tout le pourtour méditerranéen. On l'appelle fougasse en France. Cette fois, c'est le manque d'hygiène d'une usine, celle de Caudry, qui est en cause. Il y a des victimes, deux décès sont à déplorer. L'inspection avait fait depuis longtemps des rapports à propos de ce manque d'hygiène, mais on n'en a jamais tenu compte. Buitoni, Nestlé, Herta, une sous-marque de Nestlé. Enfin, pour finir en beauté, l'histoire de l'électricité, carrément, et des accumulateurs électriques, de l'utilisation d'accumulateurs dans les sous-marins, les chars. De la fameuse transition énergétique. Du capitalisme vert. De la troisième révolution industrielle en France. De la voiture électrique. De l'impact de la cybernétique dans cette histoire. Celle d'une ville, Dunkerque. Celle de la technique, qui octroie aux industriels une puissance qui leur sert à guider le monde. Une analyse de l'univers techniciste qui est le nôtre actuellement. L'État qui finance, qui permet, qui favorise, est omniprésent. Trois histoires qui sont également celle des familles qui héritent de ces industries, celle de leur traversée des guerres, de leur collaboration, de leur engagement politique pour développer, promouvoir cette industrie quels que soient les dégâts qu'elle provoque, et avec laquelle le monde politique est aux petits soins. Des événements environnementaux, sanitaires catastro-

phiques qui montrent le rôle qu'y joue le monde politique et scientifique. Un livre passionnant. Magistral. Superbement écrit.

**Tomjo, Nord c'est noir, Service compris, 2025, 275 pages, 19€.**  
P. W.



Dans ce volumineux essai, Patrice Van Eersel, journaliste et essayiste reconnu pour ses travaux sur les frontières de la science et de l'expérience humaine, s'attaque au plus grand des mystères : la conscience, non seulement comme phénomène personnel, mais comme dimension – pourquoi pas ? – universelle. Par une enquête panoramique mêlant entretiens avec scientifiques, philosophes, thérapeutes, chercheurs en phénomènes inexplicables, il explore la conscience sous une multitude d'angles possibles, depuis les neurones jusqu'à l'univers entier, évoquant même l'idée provocante d'une forme de conscience cosmique\* qui pourrait inclure le Soleil lui-même ! La force de ce livre réside d'abord dans son approche holistique. L'auteur ne se contente pas d'expliquer des théories existantes, il cartographie l'état des idées, des neurosciences aux expériences de mort imminente, en passant par les approches pan- ou cosmopsychiques qui suggèrent que la conscience pourrait être une propriété fondamentale de la réalité. On y trouve autant de réflexions sur les dauphins, les arbres ou l'intelligence artificielle que sur les modèles cérébraux classiques, ce qui donne au lecteur un panorama riche, stimulant et parfois même poétique. Cette ouverture d'esprit est un point fort. P. Van Eersel invite à repenser la conscience non pas comme un simple épiphénomène neuronal, mais comme une réalité multi-dimensionnelle, potentiellement présente à des degrés divers dans tout l'univers. Sa plume, fluide et curieuse, rend les idées – souvent complexes – accessibles et engageantes, avec une tonalité qui oscille entre reportage scientifique, méditation philosophique et intuition mystique. Cependant, sous un regard plus critique, cet éclectisme ne permet pas toujours de clarifier les frontières entre faits établis et hypothèses audacieuses. Là où des approches rigoureuses en neurosciences ou en philosophie analytique fournissent des modèles testables, l'auteur tend à embrasser des interprétations plus suggestives, voire imagées, qui peuvent laisser le lecteur exigeant sur sa faim. De facto, *Le soleil est-il conscient ?* ne tranche jamais de manière décisive : il ne clôt pas le débat, mais l'ouvre plus largement encore. C'est à la fois sa richesse et sa limite : une invitation puissante à réfléchir, mais non une démonstration définitive – heureusement d'ailleurs ! En somme, c'est un ouvrage captivant, inspirant et parfois déroutant qui ravira ceux qui aiment les grandes questions transdisciplinaires, tout en demandant au lecteur un esprit critique conscient. Nous revoi-à à notre point de départ...

\* Cf. « *Noosphère – Éléments d'un grand récit pour le XXI<sup>e</sup> siècle* », 2021, du même auteur, Albin Michel.

**Patrice Van Eersel, Le soleil est-il conscient ? Éclaircir le mystère de la conscience, Guy Trédaniel, 2025, 442 pages, 23€.**  
Hepo



Sur les pas des grands anciens (George Orwell – 1984 et Aldous Huxley - *Le meilleur des mondes*), à partir des années 1970, la plupart des auteurs de science-fiction ont écrit des romans dystopiques. Ce genre est connu sous le nom de cyberpunk. Ils ont prédit, pour un futur proche ou lointain, des mondes effrayants (Phillip K. Dick – *Les androïdes rêvent-ils de moutons électriques ?*, au cinéma *Blade runner*, M. Atwood – *La servante écarlate*...). À partir de ces œuvres « prophétiques », Asma Mhalla a comparé la dystopie fictionnelle à la réalité actuelle ou à celle d'un futur proche. Elle conclut que la dystopie est déjà là. En effet, c'est aux États-Unis que le présent commence à ressembler aux fictions dystopiques. Sous l'impulsion de Trump, les néo-réactionnaires (MAGA) et les cyber-accélérationnistes de la Silicon Valley alliés préparent une monarchie où un souverain tout-puissant serait copié sur le modèle du CEO des multinationales du numérique. L'État y est réduit au minimum et les lois, oubliées. L'inclusion, l'égalité, le genre sont bannis et les mots qui les évoquent sont interdits. La démocratie est donc morte. Et ne parlons pas des fantasmes du transhumanisme. Brutalisation, artificialisation des vies font perdre tout sens à nos existences et la déshumanisation qui en résulte augure d'une société que l'on peut, sans excès, appeler cyberfascisme.

**Asma Mhalla, Cyberpunk. Le nouveau système totalitaire, Seuil, 2025, 208 pages, 19€.**  
A. A.



Universitaire québécois né en 1986, Jonathan Durand Folco avait déjà écrit un intéressant *Capital algorithmique* (Écosociété, 2023). Il étudie ici ce « *fascisme tranquille* » qu'il voit s'installer dans sa Belle Province (les références sont surtout québécoises, mais pourront en partie être transposées ailleurs). JDF a le profil d'un chercheur engagé à gauche, ce qui donne du souffle à son écriture mais l'entraîne aussi dans la logomachie devenue habituelle (« panique morale », « confusionnisme », « banalisation », etc.) et dans un parti-pris politique, quand il s'amuse à démonter le discours de son compatriote Mathieu Bock-Côté. Mais il dénonce également, sans toutefois s'y attarder, les défauts de son camp, comme l'absolutisme moral et l'hypervigilance qui « voit du fascisme partout ». Ce livre a plusieurs mérites. Primo, de déjouer les accusations, raccourcis et amalgames pour proposer une classification de l'extrême droite : nationalisme chrétien (M. Duplessis), populisme conservateur (Fr. Legault), techno-fascisme américain (E. Musk), paléoconservatisme (D. Trump), libertarisme (P. Thiel), accélérationnisme (N. Land), altruisme efficace (M. Andreessen), néoréaction (C. Yavin), mais étrangement le transhumanisme est directement peu évoqué. Deuxio, d'expliquer l'impact des technologies, qui reste souvent un angle mort dans la gauche postmoderne. Tertio, de mettre à jour les traits de la personnalité autoritaire – désir de soumission, hostilité, conformisme – en faisant référence aux travaux de Reich, Altemeyer, Fromm et Illouz, et ses liens avec la situation économique et la crise du covid (enfin !). S'il est complaisant envers les marottes actuelles de la gauche – droits des minorités, immigration –, il prône la fondation d'une « gauche synthétique et transversale » ni identitaire, ni universaliste, le remplacement de la notion de peuple par celle de multitude pour s'opposer à l'oligarchie et revient avec un appel à l'émancipation, sempiternel mot d'ordre des progressistes qu'il faudrait définir davantage. Nous resterons sceptiques quand il dit du bien des logiciels libres, du revenu universel et de wikipedia – ces machins émancipent-ils vraiment ? Comme voie de résistance, c'est sans surprise l'antifascisme, dont il donne un mode d'emploi dans le dernier chapitre, en souhaitant toutefois un « mouvement large et non partisan » où il n'y a « pas besoin d'adhérer à l'étiquette de "gauche" ou de "droite" », « l'important est qu'on soit pour un changement social qui ramène le pouvoir à la base ». Excellente conclusion !

**Jonathan Durand Folco, Fascisme tranquille. Affronter la nouvelle vague autoritaire, Écosociété, 2025, 415 pages, 25€.**  
B. L.



S'il existe une théorie de l'État au sens fort, c'est bien celle de Nicos Poulantzas. D'où la réédition d'un livre datant de 1978. Les explications de Poulantzas valent le détour. Mais il faut quand même un solide bagage et une méthode de travail à toute épreuve pour venir à bout de cette somme qui décortique méticuleusement la question de l'État. L'idée fondamentale de l'ouvrage est que l'État, du moins le nôtre, l'État moderne (dont le livre retrace la genèse), est un champ de force. Les multiples tendances de la bourgeoisie s'y affrontent. Leur influence s'y matérialise. C'est un État moderne hybride. Avec l'apparition de l'État social, l'État n'est plus seulement l'État de la bourgeoisie qu'il demeure cependant en grande partie. L'État n'est pas un simple instrument. Il a sa propre existence. Si les diverses factions bourgeoises s'en disputent les morceaux, c'est parce que le contrôle de chacun d'entre eux leur confère du pouvoir. En s'opposant les unes aux autres, ces forces créent un appareillage. Cet État syncrétique n'est pas extérieur à la société. Il intervient à tous les niveaux de l'existence humaine et ce, de plus en plus. Il crée un cadre. Il le maintient en état. Ou le laisse se dégrader, en tout ou en partie. Cet État évolue, il se transforme constamment. Notamment sous la pression des transformations économiques. Cet État intervient à l'échelon économique à la fois de manière directe, dans l'économie elle-même, et indirecte en servant à reproduire les forces productives, en organisant l'existence. L'avant-dernier chapitre est consacré à la transformation technocratique autoritaire de l'État. L'exécutif devient prépondérant. La démocratie y perd. Enfin, dans son dernier chapitre, Poulantzas s'interroge sur la transformation socialiste de l'État bourgeois, qui ne peut selon lui se passer de l'État. Il analyse sommairement le léninisme, plutôt que l'État social que nous connaissons à diverses reprises dans son livre. Il s'interroge à propos de la société autogestionnaire et de la démocratie directe. Il critique la stalinisme, le jacobinisme. Il ne voit pas que l'État social est tout simplement l'État, l'organisation de la société, que le capitalisme, l'État bourgeois, combat de toutes ses forces en s'appuyant sur son impérialisme.

**Nicos Poulantzas, L'État, le pouvoir, le socialisme, Amsterdam, 2024, 384 pages, 13€.**  
P. W.

## NÉO-FÉMINISME ET INFANTILISATION DES FEMMES

« Une étude menée en Région bruxelloise par "Perspective.Brussels" met en lumière un constat sans appel : l'espace urbain reste largement inadapté aux besoins des femmes », nous apprend la RTBF. Motifs ? Le premier : « Une femme aura tendance à partir d'un point A vers un point B, puis C, puis D, avec des arrêts pour faire les courses, aller chercher les enfants ou passer à la pharmacie », tandis que « les hommes sont plus souvent en véhicules privés et effectuent des trajets plus directs et plus rapides ». Le 2<sup>ème</sup> : les garçons se tournent dès l'adolescence vers des espaces sportifs foisonnants, « tandis que les filles ne trouvent plus d'aménagements qui répondent à leurs besoins ». Le 3<sup>ème</sup> : « les femmes s'autorisent moins que les hommes à occuper l'espace sans raison précise ». Le 4<sup>ème</sup> : pour des raisons sécuritaires. C'est bien ces commentaires qui participent pleinement à la réduction de la femme en l'infantilisant.

K. C. —

## ORWELL 2.0

Si Trump viole le droit international en capturant le dirigeant du Venezuela ou en semant le chaos au Moyen-Orient, l'UE ferme sa gueule. Par contre, si une exposition culturelle telle que la Biennale de Venise autorise désormais le retour des œuvres russes, là, le caniche montre les dents : « Si la Biennale maintient sa décision, nous envisagerons des mesures supplémentaires, y compris la suspension ou la résiliation d'une subvention européenne », averti Henna Virkkunen, vice-présidente à la Commission européenne. « La culture promeut et protège les valeurs démocratiques, encourage le dialogue ouvert, la diversité et la liberté d'expression, et ne doit jamais être utilisée comme plateforme de propagande », souligne-t-elle encore. Heureusement que l'UE promeut les « valeurs démocratiques, encourage le dialogue ouvert, la diversité et la liberté d'expression » en exerçant une pression qui vise à interdire l'exposition d'œuvres d'art parce qu'elles ont le malheur d'être russes.

K. C. —

## SUR UNE AUTRE PLANÈTE

L'ancien journaliste français Jacques Legros (qui n'a heureusement aucun lien de parenté avec notre collègue) a dévoilé qu'il touchait une retraite de 5.000 euros par mois. « Avec un fils à

New York, j'ai intérêt à bosser à côté quand même », souligne-t-il (tout est dans le titre).

K. C. —

## ÉTAT DE DROIT : COUCOU, ME REVOILÀ !

Face aux provocations de Trump et de ses ambassadeurs, les médias ressuscitent l'État de droit. Dans *Le Soir* en ligne (11/03/26), la très populaire Sophie Wilmès ose déclarer : « Le respect de l'État de droit, c'est pour tout le monde, tout le temps ». Ah, bon ? Revenons en 2020-22, lorsque les médias n'en disaient mot et soutenaient au contraire tous les décrets gouvernementaux liberticides et délirants de Wilmès et De Croo, en totale contradiction avec ce même État de droit. Les résistants à l'hystérie politico-sanitaire qui appelaient à le respecter étaient alors renvoyés à l'extrême droite. Les médias continuent à creuser leur tombe. Nous n'irons jamais la fleurir.

B. L. —

## ON Y VA ?

Malte vient d'avoir une idée grandiose pour réduire le nombre de voitures sur les routes : payer jusqu'à 25.000€ les jeunes conducteurs pour qu'ils renoncent à leur permis de conduire. Les participants reçoivent ainsi 5.000€ par an, pendant 5 années, pour peu qu'ils acceptent un retrait total de leur permis. Dire que par choix décroissant, nous avons renoncé à la bagnole pendant plusieurs années, tout ça gratis !

K. C. —

## PAUVRE HANNAH

Comme tant d'autres, Christophe Busch, directeur de l'Institut Hannah Arendt, ne perçoit du fascisme et du totalitarisme qu'au sein de l'extrême droite constituée. Son interview donnée au *Soir* en ligne (27/02/2026) n'est pas dépourvue de réflexions intéressantes. Mais pour montrer que « la démocratie » (laquelle, au juste ?) est menacée, il ne s'en prend qu'à Trump au loin et au Vlaams Belang chez nous. Évidemment, pas un mot sur l'Union européenne, ce paragon de vertu démocratique, comme tout lecteur du *Soir* le sait, et tout téléspectateur de la RTBF, RTL-TVi, LN24, BFM TV, Arte, etc.

B. L. —

## Y VIVA ESPAÑA !

Bravo aux Espagnols et à leur premier ministre Pedro Sanchez d'avoir envoyé paître Trump et d'interdire l'usage de leurs bases

militaires pour attaquer l'Iran. Ouf, il reste encore un peu de décence et de résistance surnageant sur la mer-poubelle des institutions européennes à la botte de l'atlantisme. Quoique... « la Kallas » a envoyé une fin de non-recevoir à Trump, concernant le détroit d'Ormuz. Il y a progrès !

B. L. —

## POUR L'EST, LES CHOSES SONT CLAIRES

• Zelensky est anxieux. Il ne faudrait pas que la guerre en Iran éclipse « la sienne ». Son ami, le grand chef militaire Macron, l'a rassuré : « Aucune crise, aucun développement ne détournera notre attention de l'Ukraine » (*Le Soir* en ligne, 13/03/26). Le robinet à fric continuera à couler.

• Adversaire de Viktor Orban aux élections hongroises du 12 avril, Peter Magyar déclare que son pays « appartient à la communauté européenne et à l'Otan » (*Le Soir* en ligne, 16/03/26, c'est nous qui soulignons). Un gentil européeniste contre un méchant souverainiste. Déluge de directives et dépenses d'armement en vue (s'il gagne).

B. L. —

## HONNEUR À LA RÉSISTANCE

La répression contre les opposants aux « mesures sanitaires » prises par les autorités en 2020-2021 a été encore plus sévère en Allemagne qu'en Belgique, et elle a surtout frappé les médecins qui aidaient leurs patients à éviter la vaccination. Certaines de ces doses vaccinales étant en réalité des armes biologiques, il est donc probable que ces médecins courageux ont sauvé des vies dans un certain nombre de cas, ou évité des maladies. C'est pour honorer ce courage que l'initiative citoyenne des Aixoises pour un avenir humain (*Aachener für eine menschliche Zukunft*) a décidé de décerner, le 14 mai 2026 sur la place Hof à Aix-la-Chapelle, sa *Distinction aixoise pour comportement humain* (*Aachener Auszeichnung für Menschlichkeit*) au docteur Heinrich Habig, un homéopathe qui avait signé environ 6.000 faux certificats de vaccinations anti-Covid. Dénoncé, il a été condamné à plusieurs années de prison ferme. Il recevra la distinction non pas en son seul nom, mais aussi au nom du millier de médecins allemands qui, encore aujourd'hui, continuent à être persécutés pour leur résistance aux mesures arbitraires liées au covid.

Pierre Blanchaud —

**Kairos+**  
+ D'ARTICLES + DE VIDÉOS



● Censure en temps de paix

● L'euthanasie, discutons-en !

● Quand l'agressé parle à un média qui l'écoute



**KAIROS [ JOURNAL ANTIPRODUCTIVISTE POUR UNE SOCIÉTÉ DÉCENTE ]**  
**EST VOTRE MÉDIA, CONTINUEZ À LE FAIRE VIVRE.**  
**VIVE LA PRESSE LIBRE !**

ABONNEZ-VOUS  
À KAIROS

[www.kairospresse.be/abonnement](http://www.kairospresse.be/abonnement)

Abonnement belge pour 5 numéros : 35€, frais de port inclus.  
42€ pour l'Europe (sauf Suisse 45€), frais de port inclus.

IBAN : BE81 5230 8062 1324

Découvrez-nous également chez de nombreux vendeurs de presse et libraires en Belgique.

NE PAS JETER!  
PARTAGER!